

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

**DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE
EN MATIÈRE DE RENSEIGNEMENTS
FOURNIS OFFICIEUSEMENT
SUR DES TIERS**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit

le Vendredi 23 Mars 1934, à 17 heures

PAR

Jacques BERTHELOT

MEMBRES DU JURY

Président : M. LEMONNIER, Professeur

Suffragants : { M. PERREAU, Professeur.
 M. BESNIER, Professeur.

CAEN

A. OLIVIER, imprimeur-éditeur (M. CARON, directeur)

34, RUE DEMOLOMBE, 34

1934

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

**DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE
EN MATIÈRE DE RENSEIGNEMENTS
FOURNIS OFFICIEUSEMENT
SUR DES TIERS**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit

le Vendredi 23 Mars 1934, à 17 heures

PAR

Jacques BERTHELOT

MEMBRES DU JURY

Président : M. LEMONNIER, Professeur

Suffragants : { M. PERREAU, Professeur.
 { M. BESNIER, Professeur.

CAEN

A. OLIVIER, imprimeur-éditeur (M. CARON, directeur)

34, RUE DEMOLOMBE, 34

1934

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1933-1934

DOYEN :

M. Henry NÉZARD (✠, I. ㊥)

DOYEN HONORAIRE :

M. Eustache PILON (✠, I. ㊥)

ASSESSEUR DU DOYEN :

M. GOMBEAUX (I. ㊥)

PROFESSEURS HONORAIRES :

MM. CABOUAT (O. ✠, I. ㊥)

DEGOIS (I. ㊥)

PROFESSEURS :

MM. NÉZARD (✠ I. ㊥), *Professeur de Droit administratif, chargé du cours de Législation minière.*

GOMBEAUX (I. ㊥), *Professeur de Droit civil, chargé du cours de Droit international privé.*

BRIDREY (I. ㊥), *Professeur de Droit romain, chargé du cours d'Histoire du Droit public.*

NOYELLE (I. ㊥), *Professeur d'Economie politique.*

LEMONNIER (A. ) , Professeur de Droit civil, chargé du cours de *Législation industrielle*.

PERREAU (A. ) , Professeur de Droit criminel, chargé du cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

LAMPUÉ, Professeur de Droit international public et de Droit constitutionnel, chargé du cours de *Droit administratif*.

YVER, Professeur d'Histoire du Droit français et d'Histoire du Droit privé.

PRUDHOMME, Professeur de Procédure civile et Voies d'exécution.

LEDUC, Agrégé, chargé d'un cours d'Economie politique, du cours d'Histoire des Doctrines économiques et du cours de *Législation financière*.

BESNIER, Agrégé, chargé d'un cours de Droit romain et du cours d'Histoire de la Coutume de Normandie.

SECRETAIRE :

M. ROUX (I. , , ) , Secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

INTRODUCTION

SOMMAIRE. — Né à l'occasion de rapports commerciaux, l'usage de demander et de fournir des renseignements sur des tiers est devenu fréquent dans la vie courante. Il est une des manifestations du droit d'exprimer sa pensée sur autrui. Celui-ci, en définitive, n'a préoccupé le législateur que dans les lois sur la presse. En dehors de textes très généraux, où l'on peut voir son fondement, aucun ne l'a réglementé. Cette étude l'envisage seulement sous l'angle de la responsabilité civile, laissant de côté son aspect pénal plus connu. Elle ne vise aussi que les renseignements officieux, non ceux donnés par des agences. Grandes lignes du plan.

C'est dans le monde commercial qu'est né et s'est spécialement développé l'usage de se munir de renseignements sur une personne déterminée, avant de conclure avec elle un accord juridique. Il s'est aussi répandu chez les particuliers, dans les relations les plus diverses de la vie courante. Quiconque peut être ainsi appelé au rôle d'informateur, d'enquêteur et même, sans le savoir, de tiers enquêté. La simple énu-

mération de ces trois qualités laisse entrevoir les conflits qui s'élèvent parfois entre ces personnages quand l'enquêteur et le tiers s'estimant victimes des communications venues de l'informateur, lui demandent réparation. Telle que nous allons l'étudier, la question de la responsabilité encourue par toute personne qui fournit des renseignements sur une autre, procède du droit général reconnu à chacun d'exprimer sa pensée sur autrui.

L'étude de ce droit ne semble pas avoir particulièrement retenu l'attention de la doctrine. Les quelques auteurs qui ont pu y faire allusion le qualifient de primordial ou de naturel et sans doute à cause de cela n'en poussent pas plus loin l'analyse. Si son côté philosophique n'a pas été mis en lumière, l'une des deux formes de son aspect pratique a du moins très tôt attiré l'attention de tous les législateurs. On peut exprimer, en effet, de deux façons sa pensée sur autrui, soit en révélant au cours d'une conversation ou par correspondance à une personne intéressée ce que l'on sait d'une autre, soit aussi en s'adressant au public par la voie de la publication. C'est ce second procédé qui dès son apparition avec l'écriture, bien avant la découverte de l'imprimerie, est tombé sous le coup de la loi (1). La responsabilité qu'il était susceptible d'entraîner fut d'abord uniquement pénale, puis progressivement dans cette matière comme dans les autres d'ailleurs, les progrès du droit firent intervenir la notion de réparation civile, par le moyen des

(1) DIGESTE, T. X : *De injuriis et famosis libellis*.

dommages-intérêts, sans toutefois supprimer la sanction d'une peine.

Selon l'esprit ou la force des gouvernements, la sévérité des lois sur la presse a varié en France. La dernière actuellement en vigueur date du 29 juillet 1881, complétant les lacunes laissées par le code pénal de 1810. De ce fait même, elle envisage seulement les infractions qui doivent entraîner une répression pénale et détermine les éléments constitutifs de chacune d'elles. Exceptionnellement elle énumère certains délits qui bien que dépourvus de tout caractère de publicité, ont traditionnellement été classés comme devant relever de la législation répressive. De là, cette constatation très intéressante en ce qui concerne notre étude, c'est que le législateur ne s'est en rien préoccupé de restreindre par une mesure spéciale l'expression de la pensée sur autrui, quand elle s'exteriorise sous la forme d'un renseignement.

Est-ce à dire toutefois que cette question n'ait jamais chez nous fait l'objet de son attention et qu'il n'existe aucun texte si général soit-il permettant de donner à ce droit d'expression une existence positive ? Le prétendre serait certainement erroné, car les hommes de la Révolution de 1789 se sont particulièrement attachés à proclamer l'affranchissement de la pensée et sa libre reproduction aussi bien par la parole que par des écrits. La meilleure preuve qu'on en puisse invoquer est certainement la citation de l'article 19 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 24 août 1789, reprise par la loi du 14 septembre 1791, dont l'article 11 s'exprime ainsi dans une formule générale : « La libre communication des pensées et

des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi. »

Bien qu'elle soit évidemment large, cette affirmation, dans l'intention de ses auteurs, était destinée à fixer les grandes lignes de la liberté de la presse, si fortement réclamée par les esprits du xviii^e siècle où Voltaire écrivait « sans l'agrément du roi vous ne pouvez penser », alors « qu'il est de droit naturel de se servir de sa plume comme de sa langue, à ses périls, risques et fortunes ».

On ne saurait donc en la matière du renseignement se prévaloir de ce texte même, il est possible du moins de relever chez plusieurs auteurs et dans différents travaux préparatoires, des allusions formelles aux limites du droit de pénétrer dans le domaine de l'existence intime des individus, dont selon le mot de Royer-Collard « la vie privée doit être murée ».

Portalès, dans un rapport au conseil des Cinq Cents (1) déclare : « Un citoyen a trois espèces de réputations à conserver : la réputation de probité, la réputation de talent et de mérite. » Merlin et Pastoret parlèrent également dans le même sens.

Plus tard, Benjamin Constant et Thiers reprirent ces mêmes idées, sous une autre forme, plus précise d'ailleurs, en émettant qu'il fallait apporter une limite à la liberté d'expression de la pensée sur des tiers.

Le premier, dans son ouvrage « Les Constitutions et les garanties », écrit au chapitre VIII : « La mani-

(1) *Choix de rapports*, t. XVI, p. 103.

festation d'une opinion peut, dans un cas particulier, produire un effet tellement infallible qu'elle doit être considérée comme une action. Alors si cette action est coupable, la parole doit être punie, il en est de même des écrits. »

Le second, dans une discussion parlementaire rapportée au *Moniteur Officiel* du 25 juillet 1849, affirme nettement : « Si donc la parole peut être une arme aussi redoutable que le bras, il faut bien limiter cette liberté de se servir de sa pensée, de sa parole, de sa plume, il faut la limiter, comme toutes les libertés, à la liberté d'autrui. »

Cette idée reprise ainsi à des époques différentes suivit si bien son chemin qu'elle trouva, en fait, son couronnement et sa consécration dans la loi du 11 mai 1868, plus connue sous le nom de loi « Guilloutet » maintenant abrogée.

C'est dans l'article 11 que se trouve la solution intéressante. « Toute publication, y est-il dit, dans un écrit périodique relative à un fait de la vie privée, constitue une contravention punie d'une amende de cinq cents francs. La poursuite ne pourra être exercée que sur la plainte de la partie intéressée ».

Cette disposition exige évidemment la publication du fait relatif à la vie privée, mais le point à noter, c'est que sous cette appellation, il convient d'entendre d'après les travaux préparatoires, toute allégation, toute indiscretion, sur la vie domestique et intérieure d'une personne, toute déclaration divulguant ses habitudes ou scrutant ses actes.

Le Ministre de la Justice Baroche, dans une circulaire aux procureurs généraux, du 4 juin 1868, sur

l'interprétation à donner de cet article écrivait que quelle que soit l'intention de l'informateur et la réalité du fait publié par lui, il ne saurait en aucun cas être admis à se justifier en établissant son exactitude.

Jamais, certes, loi ne protégea aussi loin les droits de l'individu au respect de sa vie privée. Mais comme nous l'avons indiqué plus haut, elle exige l'élément de publicité et se trouve de nos jours abrogée, si bien qu'en l'absence de tout texte sur la matière même du renseignement, il nous faudra, avec la jurisprudence, apprécier la responsabilité qu'il peut entraîner, d'après les principes généraux de notre droit.

Le titre même de ce travail indique, en effet, que notre intention n'est nullement l'étude du droit de publier sa pensée, mais uniquement celle du droit de l'exprimer dans le domaine des relations courantes qui amènent les individus à fournir ou à demander sur des tiers des renseignements d'ordre privé. D'ailleurs, le cadre que nous avons adopté est encore moins vaste que ne le laisse supposer cette dernière précision. Nous avons volontairement omis les deux aspects suivants que peut présenter la question.

D'abord nous n'envisagerons la responsabilité entraînée par le fait de donner un renseignement que sous le seul angle de la réparation civile obtenue en principe dans notre code par le versement de dommages-intérêts. Le fait d'exprimer sa pensée sur autrui donne parfois lieu à des poursuites pénales. Si l'élément de publicité est une des conditions essentielles du délit de diffamation et d'injure, il en est d'autres que parfait la seule mauvaise foi, tels la calomnie, le chantage. Certains mêmes, les plus redoutables, se

forment sans être aucunement connus du public, comme l'abus de confiance, l'escroquerie, toutes infractions rencontrées fréquemment à l'occasion de la dation d'un renseignement ou d'une recommandation.

Il est, d'autre part, deux modalités pour fournir des renseignements sur autrui. On peut le faire à prix d'argent ou bien gratuitement, d'une façon bénévole, c'est-à-dire officieusement. Cette dernière façon de procéder seule nous préoccupera.

Il importe cependant de dire quelques mots des renseignements obtenus moyennant une rémunération, tant cette manière d'agir s'est développée, spécialement dans le monde commercial depuis la deuxième moitié du siècle dernier et parce qu'il nous sera nécessaire plus loin d'y faire allusion au cours de notre exposé.

En fait le développement des renseignements commerciaux a suivi celui du crédit et l'extension même des marchés. Des contrats sont quelquefois conclus d'un continent à l'autre étant donné la rapidité et la facilité aussi bien des moyens de communication que de transport.

Des informateurs se sont donc chargés sur le paiement d'un salaire de renseigner les commerçants sur la solvabilité de leurs acheteurs éventuels et dès 1887 (1) M. Chavegrin pouvait écrire dans une note au Sirey : « Ils occupent une place considérable dans la vie pratique, on les consulte journellement. »

(1) S. 1887.1441; Cass., 23 oct. 1886.

Ces informateurs ont bientôt constitué des agences. Ce sont de grandes administrations pour la plupart, dont le personnel est composé de correspondants chargés de communiquer le résultat de leurs enquêtes au bureau central. Elles parviennent ainsi à renseigner avec rapidité et sûreté, sans tomber dans leur généralité sous le reproche d'immoralité que dès le début, en jurisprudence, on leur a fait. D'ailleurs, les chambres syndicales ont parfois fondé des services de renseignements pour fournir à leurs membres des informations d'autant plus utiles et sérieuses qu'ils pratiquent le même commerce. Ces organisations ont des formules d'interrogation et de réponse, conservées au dossier de chaque enquête, dont il s'agit d'apprécier les ressources, la réputation, l'habileté, etc...

Le système est si répandu que les plus actives ont des abonnés, possesseurs de carnets de fiches pour un prix généralement restreint. Certaines même publient périodiquement des listes de commerçants où elles mentionnent l'état momentané de leurs affaires.

Les agences ne mettent pas toutefois leurs services aux seules fins du commerce. Elles se chargent aussi d'enquêtes de caractère privé. C'est même de nos jours une autre branche de leur travail qui va s'accroissant, notamment pour ce qui est des démarches préalables à la conclusion d'un mariage ou de la recherche de certains faits créant un cas de divorce.

Plusieurs études ont été publiées sur les informateurs salariés (1) ; par contre, il n'est pas, à notre

(1) SUMIEN : *Essai sur la responsabilité des agences de renseignements commerciaux* (Annales de Droit Commercial), 1899.

connaissance de travail d'ensemble sur l'informateur officieux.

Nous entreprendrons donc modestement d'analyser sa situation en nous conformant au plan suivant :

Dans une première partie nous déterminerons la nature et les conditions de la responsabilité encourue par l'informateur à l'égard de l'interrogateur et ensuite à l'égard de l'enquête.

Dans une seconde partie — plus brève — nous examinerons le fonctionnement même de cette responsabilité par l'étude de ses effets et de ses modalités, — puis des voies d'action permettant de l'intenter.

— THIBAUT : *De la responsabilité en matière de renseignements commerciaux*. Thèse, Paris 1900. — LORiot : *Des agences de renseignements commerciaux et de leur responsabilité*. Thèse, Paris 1907.

PREMIERE PARTIE

**DÉTERMINATION
DE LA RESPONSABILITÉ**

CHAPITRE PREMIER

Responsabilité civile de l'informateur à l'égard de l'interrogateur

SOMMAIRE :

I. — RENSEIGNEMENTS FOURNIS SUR DEMANDE

§ 1^{er}. — *Fondement de cette responsabilité*

1° Intérêt de cette détermination.

2° Est-ce une responsabilité délictuelle comme le déclare la jurisprudence ? Si elle est contractuelle, dérive-t-elle d'une donation, d'un mandat ? Nous sommes en présence d'un contrat innomé.

§ 2. — *Conditions de la responsabilité*

En raison des difficultés qu'il rencontre l'informateur officieux fixe lui-même l'étendue de son obligation.

1° L'informateur a fourni des renseignements inexacts de mauvaise foi. Sa responsabilité est toujours engagée, accord de la doctrine et de la jurisprudence.

2° L'informateur a fourni des renseignements inexacts de bonne foi. Doctrine et jurisprudence s'accordent pour reconnaître que sa responsabilité n'est pas engagée, sauf

au cas de faute lourde. L'attitude de la jurisprudence est manifestement en contradiction avec les principes de la responsabilité délictuelle sur lesquels elle s'appuie, puisque cette dernière est engagée par la faute la plus légère, quelle qu'ait été l'intention du délinquant. Il faut reconnaître l'existence d'une responsabilité contractuelle pour justifier juridiquement cette attitude. Le Code civil offre plusieurs exemples où la responsabilité de celui qui agit gratuitement bénéficie d'une atténuation de rigueur.

§ 3. — *Renseignements fournis spontanément*

- 1° Fondement de la responsabilité.
- 2° Conditions de la responsabilité.

I. — RENSEIGNEMENTS FOURNIS SUR DEMANDE

§ 1^{er}. — *Fondement de la responsabilité*

1° *Intérêt de cette détermination.* — La première question qu'il est nécessaire de résoudre avant d'entreprendre l'étude des conditions de la responsabilité civile encourue par l'informateur dans cette première hypothèse est celle de son fondement.

Il est très utile de connaître dès maintenant la nature juridique du lien qui va s'établir entre l'informateur et l'interrogateur, car les éléments et les effets de cette responsabilité différeront selon la solution adoptée, lui attribuant soit un caractère délictuel, soit un caractère contractuel.

Bien que la thèse traditionnelle dite classique sur cette distinction et les conséquences qui doivent normalement s'ensuivre soit depuis une trentaine d'an-

nées surtout, fort discutée en doctrine (1), la conclusion à laquelle nous aboutirons sera cependant du plus haut intérêt.

Même si l'on admet que rationnellement les responsabilités délictuelles et contractuelles sont de même essence (2) il n'en est pas moins certain que les rédacteurs de notre Code civil les ont distinguées l'une de l'autre et que la jurisprudence — où nous puiserons le sujet même de cette étude — ne peut s'arrêter à ces considérations d'ordre théorique, en présence de notre droit positif et des besoins de la pratique.

Ce fait que la jurisprudence ait ainsi maintenu dans son ensemble le principe de la dualité en matière de responsabilité civile, justifierait à lui seul la distinction que nous entreprenons. Mais pour mieux en voir l'utilité il suffit d'envisager succinctement — avant de savoir quelle conclusion il conviendra de retenir — les conséquences qu'entraînerait chacune des deux solutions possibles à propos des cinq principaux points suivants : les charges de la preuve, l'étendue de la responsabilité, la réparation en dommages-intérêts, la prescription et la compétence juridictionnelle.

(1) J. GRANDMOULIN : *Nature délictuelle de la responsabilité pour violation des obligations contractuelles dans l'ancien droit Romain et dans le droit Français*. Thèse, Rennes, 1892. — AUBIN : *Responsabilité contractuelle et délictuelle*. Thèse, Bordeaux, 1891.

(2) PLANIOL : *Traité élémentaire de droit civil*, T. II, n° 876. — Henri MAZEAUD : Responsabilité délictuelle et responsabilité contractuelle. *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1929, p. 551. — A. BRUN : *Rapport et domaine des responsabilités contractuelle et délictuelle*. Thèse, Lyon, 1931.

Ces questions ne sont point, d'ailleurs, les seules soulevées par le présent problème ; il en est d'autres, telles celles de la capacité, de la mise en demeure, des garanties de la réparation, du contrôle de la Cour de cassation, que nous ne retiendrons pas ici vu le trop faible intérêt qu'elles offrent en la matière qui nous occupe.

1° Si l'informateur est tenu d'une responsabilité contractuelle, l'interrogateur demandant des dommages-intérêts devra seulement démontrer l'existence du contrat qui le liait au défendeur et dont la non-exécution a entraîné pour lui un préjudice. L'informateur pour repousser l'action ainsi intentée sera dans l'obligation de prouver, soit qu'il a exécuté son contrat, soit qu'il n'a pu en remplir les charges par suite d'un cas fortuit, d'une force majeure ou du fait même de son créancier, articles 1147, 1302, 1315, § 2 du Code civil.

Au cas d'une responsabilité délictuelle ce serait à l'interrogateur d'établir la faute qu'il impute à son défendeur, pour triompher dans ses prétentions.

2° Une forte majorité de la doctrine (1) et une jurisprudence constante (2) estiment que l'étendue de la responsabilité n'est pas la même dans l'un et l'autre cas.

(1) DOMAT: *Lois civiles*, L. II, T. VIII, sect. IV. — LAURENT: *Principes du droit civil Français*, T. XX, n° 462. — DEMOLOMBE: *Cours de Code Napoléon*, T. XXXI, n°s 472, 473 a, 477. — LAROMBIÈRE: *Théorie et pratique des obligations*, art. 1382, n° 8. — COLIN et CAPITANT: *Cours élémentaire de droit civil Français*, 3^e éd., T. 2, p. 379.

(2) Cass. civ., 11 janv. 1922 ; S. 1924.1.105.

Dans l'hypothèse d'une responsabilité contractuelle résultant en principe de ce qu'on n'a pas agi en bon père de famille (art. 1137 du C. civ.), l'informateur ne sera point tenu de sa « culpa levissima », mais seulement de sa « culpa levis in abstracto ».

En matière de responsabilité délictuelle, selon d'ailleurs la tradition romaine exprimée notamment par Ulpien « in lege Aquilia et levissima culpa venit », le délinquant répond même de la faute la plus légère, d'une simple imprudence, d'une négligence (art. 1382-1383 du C. civ.).

3° Les dommages-intérêts payés à la suite d'une condamnation à raison de l'inexécution d'un contrat le sont toujours sous forme d'une indemnité comme le formulent les articles 1142, 1147, 1149 du Code civil, mais avec cette réserve inscrite dans l'article 1150 que le débiteur est seulement tenu de ceux prévus ou qu'on a pu prévoir lors de la conclusion de son engagement — et à condition qu'ils soient la « suite immédiate et directe de l'inexécution de la convention » (art. 1151 C. civ.). La plupart du temps il résulte de l'interprétation de la volonté des parties, selon ce principe, que les dommages-intérêts n'égalent pas le préjudice subi.

Lorsqu'ils ont une source délictuelle, il en est autrement. Ils doivent toujours réparer le préjudice causé directement ou indirectement : c'est ce que le tribun Tarrible énonçait en ces termes dans une déclaration au Corps Législatif : « L'article 1382 embrasse tous les genres de dommages et les assujettit à une réparation uniforme qui a pour mesure la valeur du préjudice souffert. » Une formule aussi large et géné-

rale exprimée par un des rédacteurs de notre code a certainement beaucoup contribué à l'emploi que la jurisprudence fait constamment de l'article 1382, lorsque, selon la remarque de M. Planiol, « les habitudes industrielles du XIX^e siècle ont pris au dépourvu le jurisconsulte et le législateur ». Elle ne saurait, cependant, comme nous le verrons plus loin, le justifier dans tous les cas.

4° Pour ce qui est de la prescription, la durée de l'action en dommages-intérêts dérivant d'un contrat ou d'un délit est en principe de trente ans aux termes de l'article 2262 du Code civil. Mais lorsque le délit civil constitue une infraction pénale, l'action en réparation qu'il engendre se voit appliquer une prescription spéciale de trois ans édictée dans l'article 638 du Code d'instruction criminelle. La chambre civile a rendu un arrêt très intéressant en ce sens le 21 avril 1913 (1).

5° La victime qui est placée sur le terrain délictuel est favorisée au point de vue de la compétence « *ratione loci* » en ce sens, que la règle « *actor sequitur forum rei* » est absolue (2) et ne peut être modifiée que par le défendeur lui-même qui, depuis la loi du 26 novembre 1923, a le droit d'obliger le demandeur à le traduire devant le tribunal du lieu où le délit s'est produit.

L'article 59 du Code de procédure civile permet, en matière contractuelle, de faire échec à cette disposition par une clause attributive de compétence

(1) D. 1913.1.249, note Sarrut.

(2) Cass. civ., 27 janv. 1913 ; S. 1913.1.177, note Lyon-Caen ; Req. 29 avril 1929, D. H. 1929.281.

insérée au contrat. Si la contestation soulevée n'est pas de nature civile, mais commerciale, il y a lieu de se référer à l'article 420 du même code donnant le choix entre plusieurs tribunaux.

2° Détermination du fondement de la responsabilité.

— Cette rapide revue des principales conséquences attachées par la jurisprudence à la distinction des responsabilités contractuelle et délictuelle, nous amène maintenant à prendre position dans l'hypothèse précise de renseignements officiels fournis sur demande.

La difficulté est plus sérieuse qu'on ne le croirait au premier abord. Peu de questions sont, en effet, aussi discutées et délicates que celle de déterminer en présence d'un cas concret, s'il convient de lui appliquer les règles propres à l'une ou à l'autre de ces deux responsabilités. Comme l'a écrit M. Henri Mazeaud (1) : « On rencontre, en effet, des situations qui se placent à la limite du contrat et du fait pur et simple. Aussi lorsqu'une question de responsabilité se trouve soulevée dans leur domaine, est-on fort embarrassé pour la qualifier exactement » (1).

Lorsque les tribunaux ont à résoudre un problème semblable, ils sont immédiatement portés à invoquer l'article 1382 dont la simplicité d'application et le sens général que nous avons relevés plus haut, permettent la réparation de tout préjudice pécuniaire ou moral ; mais comme le remarque encore M. Mazeaud : « en visant ces textes, les tribunaux n'ont nullement l'intention de prétendre qu'on se trouve hors du domaine contractuel ». Ce qui les guide avant tout

(1) H. MAZEAUD : *Revue trimestrielle de droit civil*, 1929.

dans cette voie, c'est la satisfaction obtenue dans le résultat par un procédé moins complexe que celui des règles établies lorsqu'il s'agit d'un contrat, que seule l'analyse précise des faits permet de dévoiler.

D'autre part et c'est sans doute, ici la raison essentielle de leur attitude, les tribunaux sont en fait parvenus en pratique à fortement atténuer les différences qui peuvent exister de principe entre la faute délictuelle et la faute contractuelle. Les juges du fond apprécient, en effet, souverainement le montant des dommages-intérêts ainsi que les conséquences directes ou indirectes du fait dommageable. Leur liberté est d'autant plus grande que sur ces points leur décision n'est pas susceptible du contrôle de la Cour de cassation (1).

L'attitude de la jurisprudence est conforme à ces tendances en matière de renseignements officieux fournis sur demande.

Dans la majorité des cas, elle attribue un caractère délictuel à la responsabilité de l'informateur désintéressé, à l'égard de l'interrogateur en se fondant sur les articles 1382 et 1383 du Code civil. Cependant, il est extrêmement rare de rencontrer un arrêt formulant ce raisonnement ou qui contienne une explication théorique, justificative de cette application.

L'arrêt le plus explicite en ce sens a été rendu par la Cour de Caen le 8 juillet 1865 (2) : « Demander, recevoir ou donner des renseignements, y est-il dit, ne constitue pas en général, des faits juridiques sus-

(1) DEMOGUE, T. 4, n° 461 ; Cass. crim., 15 juin 1923 ; D. 1924. 1.135.

(2) S. 66.2.59.

ceptibles de créer des obligations... S'il y a bien deux faits en présence, à savoir une demande et une réponse, il n'existe pas de lien juridique entre ces deux faits... l'obligation de donner des renseignements exacts découle non d'une convention, mais des principes généraux qui ne veulent pas que l'on trompe autrui. »

De nombreux arrêts plus récents invoquent seulement les principes des articles 1382 et suivants, mais aucun de ceux que nous avons pu relever, ne s'arrête à établir les arguments juridiques pouvant militer en faveur de l'adoption de ce système. Généralement, ils le posent dès le début de leur rédaction, dans une formule comme celle-ci par exemple : « Considérant que si, en principe, des renseignements fournis gratuitement sur un tiers par un particulier ne sauraient engager la responsabilité civile de ce dernier, c'est à la condition qu'il n'ait point commis aucune faute qui lui soit imputable par application des articles 1382 et suivants du Code civil. »

Il n'est certainement pas exact de soutenir qu'aucune convention ne se forme dans l'hypothèse que nous envisageons. Il suffit d'analyser l'opération et les faits qui se produisent dans l'ordre de leur succession, pour établir qu'un lien de droit se crée entre l'informateur et l'interrogateur.

Celui qui s'enquiert d'un renseignement fait une offre de contracter : portée à la connaissance de l'informateur, celle-ci équivaut à une véritable sollicitation. Le sollicité étant toujours à ce moment libre de ne point répondre à la question qui lui est posée. S'il accepte de fournir le renseignement demandé, il est

évident qu'il se lie vis-à-vis de l'interrogateur. Il s'engage à son égard en acceptant son offre purement et simplement et par le fait de cette adhésion qui se manifeste par la communication à l'interrogateur des indications requises, il contracte avec lui (art. 1101 du Code civil) : « Le contrat est une convention par laquelle une ou plusieurs personnes s'obligent envers une ou plusieurs autres, à donner à faire ou à ne pas faire quelque chose. »

Il ne crée d'ailleurs d'obligation qu'à sa charge, l'interrogateur ne s'étant nullement engagé à lui fournir une contre-partie qui normalement, en l'occurrence, serait un salaire.

Il n'y en a pas moins convention — deux parties et un objet — et l'acte juridique créé est de même nature que si une rémunération avait été promise.

Il convient maintenant d'identifier ce contrat selon l'article 1107 du Code civil : « Les contrats soit qu'ils aient une dénomination, soit qu'ils n'en aient pas sont soumis à une règle générale. »

Pour les décisions qui admettent l'existence du lien contractuel dont nous venons de parler, il ne peut s'agir que d'un mandat, aucune n'envisage la possibilité d'une donation.

On ne peut, en effet, au relevé d'expressions, comme celles-ci « dation de renseignements », « renseignements donnés » employées par certains tribunaux, conclure à une tentative ou à une tendance de leur part à décider qu'il s'agit d'une donation. Il ne faut voir là que l'usage de mots conservant le sens de la langue courante, le contexte d'ailleurs suffirait à écarter une autre interprétation.

Si la jurisprudence n'y accorde aucun intérêt, ce n'est cependant pas une solution qu'il faille en doctrine repousser « ex abrupte » sans aucunes explications. Au premier abord, elle paraît même soutenable et c'est seulement à l'étude des faits qu'elle se révèle impossible à retenir ici.

Dans notre hypothèse, en effet, il est certain que l'offre de l'interrogateur n'est accompagnée d'aucune promesse de rémunération et que de son côté l'informateur n'en réclame pas. Il est absolument désintéressé et c'est bénévolement par gracieuseté qu'il remet définitivement à son correspondant ce qu'il sait par rapport à la demande qui lui a été faite.

Or, l'article 1894 du Code civil s'exprime ainsi : « La donation entre vifs est un acte par lequel le donateur se dépouille actuellement et irrévocablement de la chose donnée en faveur du donataire qui l'accepte. » Il nous faut, toutefois, rejeter cette façon de voir qui n'est nullement en accord avec la notion de donation de notre droit civil, nettement caractérisée dans les travaux préparatoires et les textes de notre code.

Il n'est d'abord guère facile de soutenir qu'il y ait enrichissement du donataire et appauvrissement du donateur. Mais, surtout dans une donation, l'objet doit nécessairement être une dation, il n'y en a pas ici.

L'informateur, de toute évidence, ne s'engage pas à donner, mais à faire. Et nous sommes ainsi très éloignés de la caractéristique prédominante de ce contrat. Il n'y a d'ailleurs pas de controverse en doctrine sur ce point que M. Planiol affirme en ces termes : « L'obligation de faire non plus que le fait immédiatement exécuté ne constitue pas une dona-

tion. » « L'engagement d'exécuter un travail peut être pris gratuitement; ce sera un service gratuit, ce ne sera pas une donation » (1).

Cet élément de gratuité essentiel de notre matière est entre autres raisons une de celles qui a conduit une notable fraction de la jurisprudence à décider souvent explicitement que l'informateur était en réalité le mandataire de l'interrogeur par le raisonnement suivant : Celui qui désire obtenir un renseignement sur un tiers et ne veut lui-même mener l'enquête nécessaire, charge l'informateur d'y procéder à sa place : il lui confie cette mission, c'est-à-dire juridiquement lui en donne le mandat (art. 1984 du Code civil) : « Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom. »

Cette explication est d'autant plus intéressante que le mandat étant un contrat de bienfaisance est gratuit de nature. Cet élément de gratuité était même essentiel à Rome « Mandatum nisi gratuitum nullum esse ». « Opera loco beneficii praestatur ».

Cette conception se trouve aussi dans Gaïus : « In summa sciendum, gratis dederim que nomine, si mercedem statuissem locatio et conductio contra-heretur, mandati esse actionem » (2).

Les auteurs anciens, tels Domat et surtout Pothier, insistent sur cette caractéristique. « Ce contrat, écrit Pothier (3), est de la classe des contrats de bienfaisance. Il est de l'essence du mandat qu'il soit gratuit,

(1) PLANIOL: *Traité élémentaire*, t. III, n° 2503.

(2) Dig., L. 17. T. 1, loi 1, § 1. — Dig., L. II, T. 6.

(3) Du *Mandat*, n° 3 et 22.

c'est-à-dire que le mandataire se charge par un pur office d'amitié de l'affaire qui fait la matière du mandat, que le mandant ne s'oblige point à lui payer une somme d'argent ou quelque autre chose qui soit le prix de la gestion de cette affaire ; autrement, le contrat n'est pas un contrat de mandat. C'est une autre espèce de contrat : c'est un contrat de louage. C'est « *locatio operarum* ».

Les rédacteurs du Code civil ont à maintes reprises déclaré qu'ils ne voulaient pas modifier ce principe traditionnel. Berlier (1) dans l'exposé des motifs au corps législatif où il dit : « De sa nature, le mandat est gratuit... Ainsi le définit le droit romain et notre projet lui conserve ce noble caractère. »

Bertrand de Greuille (2) parla en ce sens devant la même assemblée : « Le mandat est un échange de confiance et de bienfaisance qui a lieu entre les deux contractants ; il est donc gratuit par sa nature. »

Dans un rapport au Tribunal, Tarrible (3) exprime les mêmes affirmations. En rédigeant donc l'article 1986 ses auteurs n'ont donc nullement tenté d'aller contre un enseignement unanime dans tous les temps et leur intention était de permettre une rétribution au cas d'affaires requérant des soins particuliers prolongés ou coûteux.

La doctrine l'a fort bien compris et la jurisprudence l'a toujours suivie sur ce point. Ceci établi, les partisans de la thèse du mandat trouvent dans le paragraphe II de l'article 1992 du Code civil un texte

(1) FENET, t. XIV, p. 584.

(2) FENET, t. XIV, p. 606.

(3) FENET, t. XIV, p. 592.

précis et logique formulant des règles spéciales qu'ils devront appliquer quand la responsabilité du mandataire non salarié est en jeu. « Néanmoins, la responsabilité relative aux fautes est appliquée moins rigoureusement à celui dont le mandat est gratuit qu'à celui qui reçoit un salaire ».

Ainsi présentée cette thèse s'appuyant sur l'idée prépondérante de l'institution du mandat et couronnée dans ses conséquences particulières par notre Code civil lui-même est très séduisante. Mais si les relevés doctrinaux qui précèdent nous font mieux saisir pourquoi les tribunaux ont pu s'y rallier, ils ne peuvent cependant la justifier. Il est en effet d'autres éléments constitutifs du mandat qui font absolument défaut dans l'hypothèse que nous étudions. Ils sont au nombre de trois.

Il faut d'abord que l'acte objet de la mission du mandataire ait la qualité d'acte juridique : qu'ensuite ce dernier soit remboursé des frais qu'a pu lui occasionner l'exercice de son mandat. Il est nécessaire enfin que lorsqu'il accomplit son obligation, le mandataire agisse réellement au nom de son mandant (art. 1984 C. civ.). Il doit y avoir représentation. Or, comme nous allons le démontrer, ces trois éléments n'existent nullement ici et les décisions qui déclarent reconnaître un contrat de mandat en celui qu'il leur est donné d'apprécier, se basent à tort sur de simples apparences.

1° Les auteurs, à de très rares exceptions près, exigent ce que personne ne discute plus actuellement pour la validité de tout mandat que l'objet en soit un

acte juridique, c'est-à-dire vise la création, la modification ou l'extinction d'un droit.

Il n'y a guère que Colmet de Santerre (1) qui ait combattu cette opinion en professant : « Le fait qui constitue l'objet de l'obligation du mandat ne doit pas être nécessairement un acte juridique, ni un acte de représentation de la personne du mandant. C'est un fait quelconque... Donner mandat, c'est charger quelqu'un de faire quelque chose. »

Au contraire, la grande majorité des auteurs parmi lesquels Pont (2) et Aubry et Rau (3), ont repoussé cette opinion en des formules très précises. « Toute espèce d'acte à accomplir ne saurait faire l'objet d'un mandat, a écrit Pont. Il faut que l'acte à accomplir soit un acte juridique ». Et Aubry et Rau : « Les caractères essentiels et distinctifs du mandat consistent en ce que l'affaire que le mandataire est chargé d'accomplir doit être un acte ou une série d'actes juridiques. Le mandat ne consiste pas à faire des actes quelconques, notamment des actes matériels, mais seulement des actes juridiques pour le compte d'autrui. »

Pouvons-nous qualifier de juridique le fait de prendre des renseignements sur autrui ? Non certainement ; il s'agit là, en effet, d'un fait pur et simple. « On ne peut voir un acte juridique dans le fait de prendre des informations sur le compte de quelqu'un », a écrit May dans une note au Sirey (4).

(1) COLMET DE SANTERRE, 2^e éd., t. VIII, n° 201 *bis*, V et VI.

(2) PONT : *Petits contrats*, n° 810.

(3) AUBRY et RAU, 5^e éd., t. IV, § 410.

(4) S. 78.2.249, note May.

Comme l'a remarqué M. Planiol (1) : « Le fait qu'une personne coopère à l'accomplissement d'un acte juridique ne suffit pas toujours à lui conférer la qualité de mandataire. Il peut donc y avoir une coopération purement matérielle qui ne soit pas un mandat. »

Or, nous sommes ici en présence d'une situation visée par ces formules : tout près du mandat peut-être, mais il nous suffit de retenir que s'il y avait un mandataire il n'agirait pas juridiquement.

2° Aux termes de l'article 1999 du Code civil, « le mandant doit rembourser au mandataire les avances et frais que celui-ci a faits pour l'exécution du mandat ».

Devant les termes généraux et absolus de ce texte, qui ne contient aucune restriction, le mandat, même quand il est gratuit, comporte donc le remboursement de tous les déboursés occasionnés : doctrine et jurisprudence sont unanimes en ce sens. Or, il est bien évident qu'en matière de renseignements officiels l'interrogateur n'est nullement tenu de payer à l'informateur les dépenses qu'ont pu lui occasionner ses démarches. C'est encore là une des secondes caractéristiques du contrat de mandat qui font totalement défaut dans l'hypothèse présente.

3° L'objection soulevée par l'absence du troisième élément, celui de la représentation, suffirait à elle seule à détruire la construction de la jurisprudence que nous combattons.

(1) PLANIOL : *Traité élémentaire*, t. II, n° 2232.

L'article 1984 reproduit en d'autres termes l'adage latin « Qui mandati ipse fecisse videtur ». L'informateur est-il vraiment le représentant de l'interrogateur ? S'il pouvait l'être en droit, il ne le serait nullement en fait. L'interrogateur ne sait pas, en effet, auprès de qui l'informateur a jugé bon de se renseigner et ce dernier n'indique pas aux tiers consultés par lui pour le compte de qui il agit.

Par suite, l'interrogateur et les tiers s'ignorant complètement, aucune obligation n'est née entre eux. Les parties qui s'ignorent mutuellement ne peuvent conclure aucun accord. Le rapport juridique qui résulte de ces opérations lie uniquement l'informateur et les tiers qui l'ont renseigné. Au cas de mandat, ceux-ci auraient contracté avec l'interrogateur.

Par ailleurs, le fait peut se présenter où l'informateur sait par lui-même quels renseignements il doit fournir sans entreprendre aucune enquête. Il en est ainsi, par exemple, quand un patron est consulté sur son ex-employé. En pareille circonstance, il est alors impossible d'envisager l'existence d'un mandat. Ce cas se rencontrant fréquemment, même si nous l'avions admise, l'explication de la jurisprudence ne saurait ici donner satisfaction pour déterminer la nature du contrat ainsi créée.

Les solutions qui nous étaient proposées étant ainsi rejetées, il faut donc faire œuvre constructive et donner une réponse à la question posée primitivement.

Par cela même qu'il n'y a pas de salaire il ne peut s'agir d'une commission ni d'un louage d'ouvrages, bien que l'informateur travaille dans l'intérêt d'autrui. Nous sommes donc en présence d'un contrat ayant ses

caractéristiques spéciales que notre loi n'a pas précisément prévu puisqu'il est innomé, mais rentrant cependant dans la formule du contrat de bienfaisance qui, selon la définition de l'article 1105 du Code civil, est celui « dans lequel une des parties procure à l'autre un avantage purement gratuit ».

Il ne peut être un contrat synallagmatique parfait car l'interrogateur ne s'engage pas à fournir une rémunération, ni imparfait puisque tous les frais qui peuvent incomber habituellement à l'informateur résultant de ses démarches, de sa correspondance, etc., ne lui sont pas en principe remboursés. Il est donc unilatéral selon les termes de l'article 1103 du Code civil. « Il est unilatéral lorsqu'une ou plusieurs personnes sont obligées envers une ou plusieurs autres, sans que de la part de ces dernières il y ait un engagement ».

La solution à laquelle nous aboutissons est parfaitement conforme aux données de notre droit contractuel, où le principe de l'autonomie de la volonté est à la base de la liberté des conventions qui, légalement formées, « tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites ». Ainsi les particuliers peuvent créer des contrats nouveaux « par des combinaisons inédites » (1) limitées seulement aux dispositions d'ordre public. L'article 1134 consacre donc la légitimité des contrats innomés.

S'il peut se trouver quelques auteurs pour contester l'existence de semblables contrats (2), d'autres, comme M. Josserand (3), semblent redouter l'abus qui peut

(1) DEMOGUE : *Traité des obligations*, T. I, n° 27.

(2) D. 1926.2.121, note Ricol.

(3) JOSSERAND : *Cours de droit civil positif*, T. II, n° 486.

être fait de leur emploi quand il écrit : « La responsabilité contractuelle est en marche, elle tend à refouler la responsabilité délictuelle... on distingue aujourd'hui des contractants là où jadis et en ce qui concerne un rapport obligatoire déterminé, on ne discernait que des tiers », et il s'élève contre ce « procédé de forçage qui consiste à mettre dans le cadre contractuel plus qu'on n'y avait trouvé jusque-là, à assortir la convention d'engagements sous-entendus, assez nombreux et assez étroits pour commander à l'éventuelle responsabilité des parties ».

Peut-être certains critiques seraient-ils tentés d'appliquer à la situation de l'informateur officieux, cette formule destinée à celle du transporteur bénévole. « Elle relève de la courtoisie et non du contrat, elle est à base d'obligeance, et non d'obligation » (1). Nous ne reviendrons pas sur la démonstration que nous avons donnée de l'existence d'un rapport conventionnel entre l'informateur officieux et l'enquêteur. Il est certain, en effet, que leur consentement réciproque crée le contrat qui les lie désormais, l'informateur sachant fort bien avoir seul la charge d'une obligation. Certes, ces parties, lorsque se présente un litige, peuvent parfaitement ignorer la nature contractuelle de leur accord, mais le juge ne peut s'arrêter à cette considération, quand les éléments du contrat sont réunis pour le former. Si nous pouvions nous permettre cette comparaison, nous dirions que la situation de ces contractants est semblable à celle de ces personnages qui font de la prose sans le savoir. Peu

(1) JOSSEMAND : *Chron.*, D. H., 1926, p. 21.

importe évidemment et l'adage « nemo censetur ignorare leges » ne doit-il point être opposé à tous ?

§ 2. — *Conditions de la responsabilité de l'informateur vis-à-vis de l'interrogateur*

Avant de déterminer quelles sont les conditions de la responsabilité de l'informateur vis-à-vis de l'interrogateur, il importe d'abord, pour mieux ensuite les dégager, d'établir quelles obligations en général lui incombent.

Il est évident que la tâche de l'informateur officieux est extrêmement délicate et difficile. Personne, en fait, ne peut arriver à une certitude complète dans l'appréciation de la solvabilité ou de la moralité de quiconque, et l'informateur officieux qui accepte de répondre à une demande de renseignements par pure bienveillance et en des occasions qui peuvent ne se présenter que très rarement, est bien moins à même d'approcher de la vérité que celui dont c'est la profession. Ce dernier, en effet, a non seulement la supériorité d'une méthode acquise par la pratique de son travail, mais encore des éléments de recherche, des dossiers, des correspondants toujours à sa disposition. De plus, les frais que peut entraîner pour lui l'emploi de ces moyens d'investigation lui sont remboursés et au delà, car c'est l'appât d'un gain qui le guide dans ses entreprises.

Au contraire, les moyens d'indication dont peut user l'informateur officieux sont très limités et très vagues, même s'il décide de faire personnellement une enquête

coûteuse et prise sur le temps de ses occupations habituelles.

Deux sortes de faits seulement peuvent lui servir de base dans ses investigations. Ceux qu'il peut constater et recueillir sans l'intermédiaire de personne et ceux que colporte la rumeur publique. Ces sources d'ailleurs ne peuvent lui fournir que des indices eux-mêmes extrêmement fragiles, étant seulement basés sur de simples apparences ou des échos, le plus souvent déformés, quand ils lui parviennent. Le commerçant dont la situation paraît brillante masque peut-être en réalité des affaires quasi nulles ou malhonnêtes. Il en est dont les immeubles en construction pour cause d'agrandissements, sont grevés avant d'être construits, et dont l'extension des magasins et l'accroissement du personnel sont avant tout des moyens de tromper.

D'autres, plus modestes au contraire, vivent dans la prospérité. Au point de vue de la moralité aussi, les apparences sont souvent fausses, la lecture des journaux en révèle chaque jour des cas scandaleux. Les exemples peuvent être multipliés.

Quant aux allégations de la rumeur publique faites de naïveté ou de méchanceté presque toujours, elles peuvent à peine permettre à un enquêteur d'établir des présomptions.

C'est assez dire le rôle difficile de l'informateur officieux quand il enquête. Nous sommes ici amenés à poser cette question : Est-il obligé de faire une enquête ? Non, certainement. C'est de lui seul, en effet, que dépend l'étendue de l'engagement qu'il prend vis-à-vis de l'interrogateur. De même qu'il peut

ne pas donner suite à la demande de renseignements qui lui est adressée, il a seul le droit de fixer quelle obligation il entend se créer. Il lui est loisible de répondre avec les seules connaissances qu'il possède au reçu de la sollicitation qui lui est formulée.

Comment alors se révélera l'étendue de cet engagement qu'il aura voulu établir dans ses rapports avec l'interrogateur et par quels moyens ce dernier pourra-t-il recourir contre lui et prouver qu'il a manqué à son obligation ?

C'est ici une pure question de fait qui se dégagera uniquement de la rédaction des renseignements communiqués par l'informateur eu égard aux sources et à la diversité de celles-ci lors de sa réponse. L'informateur officieux peut déterminer lui-même l'étendue de sa responsabilité non pas tant par le contenu des renseignements qu'il fournit que par la forme sous laquelle il les communique. Logiquement, en effet, l'interrogateur leur accordera un crédit plus ou moins absolu, selon qu'ils lui auront été donnés d'une façon purement affirmative ou seulement dubitative. Il est indiscutable qu'une formule comme celle-ci, sans aucune réserve : « X... est un commerçant très honnête et prudent. La bonne marche de ses affaires est évidente ; on peut avoir toute confiance en lui », engage celui qu'elle intéresse à réaliser sans aucune hésitation l'opération dont il s'abstenait jusque-là. Cette autre, au contraire, dont la rédaction pleine de précautions est faite avant tout pour laisser un doute dans l'esprit de son lecteur : « X... est considéré comme loyal en affaires, mais ses ressources sont restreintes ; à mon avis, la solidité de son crédit est

surfaite et ses aptitudes professionnelles sont très discutables », incite à la prudence sinon à la défiance.

Les conséquences qu'il convient d'attacher à ces deux communications rédigées aussi différemment sur des mêmes sujets sont évidentes et graves au cas où après avoir contracté l'interrogateur éprouve un préjudice. Dans le premier, ayant traité sur l'assurance même des termes du renseignement, la faute de son correspondant étant prouvée, il a droit à des dommages-intérêts.

Dans le second, c'est lui qui a commis une faute et il est démuné de tout recours. Si ces questions de forme sont les premières examinées par les juges quand ils ont à se prononcer sur l'étendue de la responsabilité de l'informateur, il en est d'autres, correspondant à de véritables devoirs touchant le fond même des renseignements fournis et dont l'accomplissement ou l'omission peuvent modifier les solutions que nous avons précédemment énoncées. Bien qu'il ne soit pas tenu comme celui qui reçoit un salaire de donner des renseignements aussi précis que possible, l'informateur officieux a toujours cependant des obligations venant de la multiplicité des sources dont il peut se servir. Ce qu'il sait de lui-même ou à la suite de son enquête personnelle, s'il en fait une, peut se trouver en contradiction avec les dires de la rumeur publique. Il doit, par suite, signaler cette différence d'opinion, du moins en tenir compte dans ses appréciations. Obligation évidemment moins stricte que celle de l'informateur salarié qui, en pareille hypothèse, doit du fait de son engagement contrôler les faits à l'appui de ces divers jugements pour s'effor-

cer d'en dégager la vérité ou à défaut la vraisemblance.

En résumé, l'informateur officieux n'a pas le devoir de vérifier, il a seulement celui d'indiquer les faits ou les bruits qu'il a pu relever à propos de renseignements qu'il veut bien fournir, soit directement en les exprimant, soit indirectement par la rédaction de ces renseignements sous une forme affirmative ou dubitative (1).

S'il s'écarte de ces limites de son droit et de ses obligations, il peut commettre une faute qui, entraînant un préjudice, engagera sa responsabilité civile, dont les conditions sont ainsi celles de toute responsabilité.

Mais s'il est inutile d'insister sur la nécessité d'un préjudice, qui peut être matériel ou moral, ou même avoir ces deux caractères, il est particulièrement délicat d'établir quelle infraction aux obligations qui lui incombent le constitue en état de faute et dans quel cas celle-ci existera. Pour le déterminer, il nous faudra notamment distinguer deux hypothèses principales, celles où l'informateur a donné des renseignements inexacts de mauvaise foi et celle où il les a donnés de bonne foi.

Nous n'aborderons l'étude de cette question sous ses deux aspects, qu'après avoir mis en lumière la relation directe de faute à effet qui doit exister entre les renseignements fournis et le préjudice éprouvé. Dans plusieurs espèces qui leur étaient soumises, les

(1) Selon l'expression de MM. COLIN et CAPITANT « On ne peut pas, en effet, exiger d'un ami qui vous rend un service gratuit, qu'il fasse plus pour vous, qu'il ne fait pour lui-même ».

tribunaux ont rejeté la demande en réparation fournie par l'interrogateur contre son informateur pour ce fait que cette condition essentielle n'était pas absolument réalisée.

C'est ainsi que la Cour d'appel de Lyon, confirmant le 15 décembre 1904 (1), un jugement du tribunal civil de cette même ville, a débouté un demandeur de son action en réparation parce qu'il n'était pas certainement établi que son consentement à contracter une association et à faire un prêt, avait été causé directement par les renseignements du défendeur, bien qu'il y ait eu lieu de relever une imprudence à la charge de celui-ci.

« Attendu, en droit, dit le jugement du tribunal, que pour engager la responsabilité de l'auteur de renseignements inexacts ou erronés, il faut qu'il soit démontré que le préjudice subi a été la conséquence immédiate et directe des renseignements et recommandations fournis ».

La Cour, après avoir rappelé cette disposition des premiers juges, confirme leur décision puisque des éléments et preuves produites « il ressort que la relation directe de cause à effet entre les renseignements fournis par l'intéressé et l'association et les prêts consentis par l'appelante ne se rencontre pas en l'espèce ». D'autres solutions analogues ont été rendues dans les mêmes circonstances, la jurisprudence étant très stricte sur ce point.

C'est pourquoi, dans la plupart des décisions qu'il est possible de relever, les formules des premiers

(1) *Pand. Franç.*, 1905.2.91.

« attendu » sont-elles semblablement rédigées, afin d'établir d'abord que vraiment il y a une relation de cause à effet entre la faute commise et le préjudice éprouvé. Les termes suivants empruntés à un jugement sont typiques : « Attendu que X... et C^{ie} reconnaissent avoir transmis à Z... et C^{ie} les renseignements précités ; qu'ainsi c'est par leur fait que ces derniers ont subi un préjudice, qu'il échet dès lors de les obliger à le réparer. »

Cette constatation préliminaire faite, nous allons examiner quelles conséquences il convient d'en tirer, lorsque l'informateur se trouve dans l'une ou l'autre des situations énoncées plus haut.

1° *L'informateur a fourni des renseignements inexacts de mauvaise foi.* — L'informateur est de mauvaise foi lorsqu'il fournit sciemment et de propos délibéré des renseignements erronés et inexacts. En trompant ainsi son interrogateur, il se rend coupable de dol ou plutôt de fraude, selon la judicieuse remarque de M. Planiol (1).

Une jurisprudence unanime et constante déclare en pareil cas sa responsabilité irrémédiablement engagée. Peu importe d'ailleurs les raisons d'une telle attitude, les motifs les plus divers peuvent être à sa base, comme en témoignent les exemples donnés couramment.

L'informateur peut agir ainsi — ce qui se présente assez rarement — afin de satisfaire un ressentiment contre celui qui le consulte, en l'induisant en erreur sur la solvabilité ou la moralité d'un contractant éven-

(1) PLANIOL: *Revue Critique*, 1893, p. 551.

tuel ou sur les capacités professionnelles et l'honnêteté d'un employé.

Plus souvent, le mobile qui le guide est celui de favoriser le tiers enquêté, soit pour lui procurer un emploi, alors qu'il s'est révélé incapable ou malhonnête, soit pour contribuer à son établissement par mariage ou l'acquisition d'une entreprise déterminée, comme le révèlent des espèces prises dans la jurisprudence.

Un jeune homme ayant demandé en mariage la fille d'un sieur Michel, celui-ci avant de donner son consentement prit des renseignements sur ce prétendant au directeur d'une maison où il avait travaillé précédemment. Ce dernier les donna favorables, trompant absolument le père de famille qui, par la suite, le rendit responsable de la dilapidation de la dot qu'il avait remise à sa fille sur la foi de cette réponse. La Cour de Paris fit droit en ces termes à ses prétentions le 31 mai 1911 (1).

« Attendu, si Cheremetieff avait le droit de ne pas répondre à la demande de renseignements qui lui était adressée par Michel, si même il pouvait le faire d'une façon vague et générale, pour ne pas nuire à l'avenir de Guilliard, il ne pouvait, sans commettre une faute lourde, affirmer au père de famille désireux de sauvegarder l'avenir de sa fille, que le jeune homme, contre qui il avait, deux ans avant, déposé une plainte justifiée pour abus de confiance, lui avait donné toute satisfaction et qu'il était d'une probité exemplaire ; qu'il y avait bien une relation directe

(1) G. P. 1911.288.

entre cette affirmation mensongère et le mariage qui a permis à Guilliard de gaspiller la dot de la jeune femme ».

C'est principalement dans le domaine des relations commerciales que ces sortes de litiges s'élèvent, lorsqu'une personne s'efforce de créer la plupart du temps à un jeune homme ou à un commerçant dont les affaires sont mauvaises, des débouchés et des relations, en masquant aussi bien son inexpérience des affaires que son insolvabilité ou sa malhonnêteté.

Entre beaucoup d'autres, deux jugements du tribunal de commerce de Marseille sont particulièrement caractéristiques.

Un certain B..., connaissant l'insolvabilité absolue d'un commerçant, qui avait été déclaré en faillite, avait cependant accepté de se faire adresser, pour leur donner des références, les personnes qui désiraient traiter avec ce commerçant. Il fut déclaré responsable des pertes occasionnées par l'inexactitude des renseignements qu'il avait fournis, par une décision du 29 octobre 1869 (1) où il était dit notamment : « Que le sieur B..., avec la connaissance qu'il avait de l'état des affaires du sieur Castèl, ne pouvait pas donner sur sa solvabilité des renseignements favorables... que c'est à la suite des renseignements donnés par le sieur B... que du crédit a été accordé par plusieurs négociants au sieur Castèl... Que si un commerçant n'est pas tenu de répondre à une demande de renseignements qui lui est adressée, il doit quand il

(1) D. 71.3.21.

répond donner des renseignements conformes aux faits qu'il connaît. »

La seconde espèce jugée le 15 décembre (1) de la même année parvient aux mêmes conclusions. Il s'agissait de plusieurs commerçants qui avaient présenté comme un honnête homme à qui il était possible de faire un certain crédit, un négociant ne méritant nullement cette « complaisance trop légère ». Le tribunal les condamna, spécifiant en d'autres termes le principe émis au premier jugement, à savoir « qu'ils devaient s'abstenir de donner des renseignements ou n'en donner que de véridiques ».

Fréquemment enfin, l'intérêt personnel est la raison d'être d'une semblable manœuvre de l'informateur, quand elle a pour but de maintenir ou d'accroître des ressources engagées par lui. Le cas typique en jurisprudence est celui du créancier qui a fait un prêt à une personne dont la solvabilité, devenue peu certaine, fait craindre sa faillite ou sa déconfiture. Afin d'éviter des pertes irrécouvrables, le créancier consulté sur le crédit de son débiteur, affirme la solidité de sa fortune, lui attribuant des ressources pécuniaires inexistantes, alors que lui-même a hypothéqué ou nanti les biens de son emprunteur.

Parmi les exemples que nous offrent les décisions judiciaires, l'espèce jugée le 20 décembre 1889 (2), par la Cour de Montpellier, illustre le mieux cette hypothèse en deux attendus de droit et de fait que reproduisent dans leurs grandes lignes les arrêts cités

(1) D. 71.3.21.

(2) D. 90.2.263; Nîmes, 3 août 1874, D. 75.2.69.

en note, en voici le texte intégral : « Attendu que s'il est certain que des renseignements erronés ne sauraient donner lieu à aucune action en responsabilité lorsqu'ils ont été donnés de bonne foi et sans intention de nuire ; il n'en est pas moins constant qu'ils engagent la responsabilité de celui qui les a fournis erronés sciemment avec intention de nuire ou dans un intérêt personnel.

« Attendu que de cet ensemble de faits de circonstances et d'agissements, il résulte jusqu'à l'évidence la preuve que Rey-Py connaissait la situation embarrassée de Bruguès avec lequel il était en affaires depuis longtemps ; que c'est dans un intérêt personnel et pour profiter dans une certaine mesure des sommes fournies à Bruguès, son débiteur, qu'il a provoqué et entretenu la confiance de Salvaire et que par suite il doit être responsable des sommes dont celui-ci se trouve à découvert dans la faillite de Bruguès. »

Quel que soit d'ailleurs le motif qui guide l'informateur de mauvaise foi, il a toujours deux procédés pour parvenir à tromper son interrogateur, ce sont : l'affirmation positive et la réticence.

Le premier consiste à formuler en pure invention et d'une manière absolue des renseignements complètement mensongers ne reposant souvent, même pas sur une présomption ou un indice et devant irrémédiablement entraîner la décision de l'interrogateur. L'exemple le plus singulier de cette manière d'agir est certainement donné par l'affaire précitée du 20 décembre

1889 (1) devant la Cour de Montpellier. Un négociant renseignant un collègue sur la situation d'un commerçant sans aucune fortune, déclara que ce dernier avait non seulement de fortes réserves en capitaux, mais aussi une entreprise prospère, comme en témoignait l'arrivée à Marseille d'un navire — imaginaire — « La Rosalie », transportant à son adresse une grande quantité de vin en provenance d'Algérie.

Le second procédé consiste à passer sous silence des faits ou indices défavorables extrêmement graves ou probants, généralement une faillite (2), un divorce, une séparation de biens (3), une condamnation pour vol (4) ou abus de confiance.

Il est donc établi que la jurisprudence en matière de renseignements fournis gratuitement sur des tiers déclare responsable l'informateur qui de mauvaise foi, par son dol, a induit sciemment en erreur son interrogateur.

Si nous examinons, par comparaison, son attitude en pareille hypothèse lorsque l'informateur est salarié, nous constatons qu'elle est absolument la même.

Il n'y a donc pas ici à distinguer utilement ces deux situations, mais nous pouvons du moins — ne serait-ce qu'en vue des développements futurs — expliquer une semblable assimilation que nous ne retrouverons pas au cours de nos prochains exposés.

Il n'y a aucune difficulté à comprendre et aussi à justifier ici ces deux conclusions identiques de la

(1) D. 90.2.263.

(2) Marseille, Trib. de com., 29 oct. 1869, P. 71.3.21.

(3) Rion, 28 juin 1859, D. 60.2.18.

(4) Bordeaux, 26 juill. 1869, S. 70.2.150.

jurisprudence. C'est à juste titre, en effet, que les juges ne se préoccupent pas dans le cas envisagé présentement de faire une discrimination entre l'informateur rémunéré et celui qui ne l'est pas. Une seule chose leur importe, c'est la mauvaise foi où se trouvent l'un et l'autre. C'est une tradition venue directement du Droit romain que le caractère particulièrement grave de celle-ci affecte, englobe et vicie tous les éléments qui peuvent se rencontrer avec elle. Constamment, tous les auteurs et praticiens le rappellent dans cet adage lapidaire et indiscuté. « *Fraus omnia corrumpit* » et maintiennent cette autre règle : qu'on ne peut s'exonérer de son propre dol « *Nulla pactione effici potest ut dolus praestetur* ». C'est là uniquement qu'il faut chercher la clef de cette solution très juridique.

On peut aussi faire une remarque qui n'a certes jamais été formellement exprimée dans les décisions judiciaires, mais n'est certainement pas étrangère à l'esprit dont elles s'inspirent. C'est que, dans le cercle de la mauvaise foi, la culpabilité est également lourde, chez l'informateur non salarié et chez le salarié, bien que cela n'apparaisse pas au premier abord.

La faute du premier est aggravée du fait qu'il peut s'abstenir de donner suite à la demande de renseignements qui lui est adressée. Les citations que nous avons empruntées à la jurisprudence insistent beaucoup sur ce point. Celle du second, qui vu sa profession est en état de sollicitation permanente et ne peut refuser ses services — nous visons ici les agences qui font connaître au public le tableau de leurs tarifs — est, elle, aggravée du fait qu'il reçoit une rémunération.

Si bien qu'il semble exact de dire devant la mauvaise foi de chacun d'eux, que la possibilité d'abstention de l'un et la rémunération de l'autre, contribuent à leur créer une culpabilité équivalente et doivent logiquement leur faire encourir une même responsabilité.

2° *L'informateur est de bonne foi.* — Lorsque l'informateur est de bonne foi, c'est-à-dire donne sans aucune intention de tromper des renseignements inexacts, par suite d'une simple imprudence ou d'une légèreté, une jurisprudence constante déclare que sa responsabilité n'est pas engagée.

Elle a posé ce principe en de nombreuses occasions. Nous nous bornerons à citer quelques-unes des principales décisions.

Consulté par le nouvel acquéreur, le vendeur d'un immeuble lui avait répondu de conserver une concierge à son service dont il n'avait eu lui-même qu'à se louer. Or, il advint que cette dernière se rendit par la suite coupable d'indécatesse. L'acquéreur prétendit alors que son informateur lui devait garantie des condamnations dont il se trouvait tenu du fait de sa préposée « pour lui avoir fourni de bons renseignements sur le compte de celle-ci ».

Un jugement du tribunal civil de la Seine, rendu le 25 mars 1902 (1), repoussa cette prétention « attendu en droit que le fait de donner des renseignements inexacts ne saurait constituer une faute quand ils sont fournis de bonne foi et gratuitement ».

Cette règle a toujours été posée en jurisprudence d'une façon absolue, sous une forme, plus ou moins

(1) C. P. 1902.2.364.

directe, « a contrario » par exemple par le tribunal civil de Lyon, le 6 mai 1903 (1), dans un jugement où il est dit : « Attendu, en droit, que pour engager la responsabilité de l'auteur de renseignements inexacts ou erronés, il faut qu'il soit démontré d'une part qu'il a agi de mauvaise foi ou commis une imprudence grossière, d'autre part que le préjudice subi ait été la conséquence immédiate et directe des renseignements et recommandations fournies. »

Ce dernier texte a l'avantage de formuler cette deuxième règle, que l'informateur non salarié qui, de bonne foi, fournit un renseignement inexact, peut être cependant déclaré responsable du dommage qu'il cause ainsi, lorsqu'il s'est rendu coupable d'une erreur grossière, c'est-à-dire d'une faute lourde (*culpa lata*).

Ce deuxième principe est d'ailleurs défendu en jurisprudence aussi absolument que le premier. Depuis très longtemps, en effet, il est admis en doctrine que la faute lourde est équipollente au dol et, par suite, produit les mêmes conséquences au point de vue de la responsabilité qu'elle fait encourir.

Cette règle est généralement exprimée par les tribunaux de tous ordres dans des formules comme celles-ci (2) : « Attendu en droit qu'on est responsable non seulement des renseignements que l'on donne alors qu'on les sait faux, mais encore des renseignements que l'on donne à la légère », ou... (3) : « On

(1) *Pand. Franç.*, 1905.2.91.

(2) Trib. Com. de Verviers, 29 mars 1888, G. P. 1888.1.563.

(3) Trib. paix Boulogne-sur-Mer, 20 mars 1908, G. P. 1908.1. R. 33, *Loi*, 9 juin 1908.

est responsable des renseignements donnés de mauvaise foi, mais encore des renseignements donnés avec une légèreté inexcusable constituant une faute lourde. »

On appelle faute lourde (*culpa lata, latior, magna negligentia*), une négligence grossière absolument inexcusable, que les individus les plus simples évitent généralement de commettre dans l'administration de leurs affaires. C'est la définition qu'en donne sous une autre forme cette phrase bien connue du Digeste : « *Id est non intelligere, quod omnes intelligunt.* » On y assimile l'imprudence grave, l'inattention ou l'omission inexplicables.

C'est, par exemple, pour tout informateur rémunéré ou non, le fait de communiquer un renseignement sur un homonyme (1) du véritable enquêté, celui de donner des renseignements affirmatifs et détaillés sans aucune réflexion préalable (2) ou de présenter comme directeur d'une société (3) une personne qui ne l'est pas, alors qu'il était facilement possible de s'assurer si elle remplissait cette fonction.

Ainsi, seule la faute lourde peut engager la responsabilité de l'informateur non rémunéré quand il est de bonne foi.

Si reprenant une comparaison précédente, nous examinons maintenant à quelles conditions l'informateur salarié de bonne foi encourt lui-même une responsabilité, une rapide revue de la jurisprudence, nous fait connaître la différence qu'elle entend faire

(1) Lyon, 3 nov. 1886, S. 87.2.229.

(2) Paris, 13 déc. 1884, S. 85.2.163.

(3) Cass. req., 27 nov. 1911, D. 1913.1.111.

entre ces deux catégories d'informateurs. C'est ce que synthétise en ces termes un jugement du tribunal civil de la Seine en date du 10 mars 1909 (1).

« Attendu en principe qu'un commerçant trompé par des renseignements inexacts a le droit d'agir en responsabilité contre celui qui les a fournis, mais que cette responsabilité est plus ou moins étendue suivant que les renseignements émanent d'agents faisant profession de donner des informations commerciales ou bien de personnes désintéressées, que dans ce cas la responsabilité ne saurait être engagée que si les renseignements ont été donnés sciemment de mauvaise foi et avec intention de nuire ».

Par suite, l'informateur de bonne foi qui reçoit un salaire, voit sa responsabilité engagée s'il manque à ses obligations par négligence ou inattention. Une simple erreur, une légère imprudence suffisent à la lui faire encourir vis-à-vis de son interrogateur.

Les espèces fournies par la jurisprudence en offrent de nombreuses applications:

Il en est ainsi pour celui qui a donné un renseignement inexact sur un tiers en reproduisant l'opinion du pays sans la contrôler aucunement (2).

Pour l'agence qui, interrogée sur la capacité juridique d'un individu, omet de faire connaître qu'un conseil judiciaire lui a été donné (3) pour l'informateur qui déclare comme habitant une ville déterminée un commerçant séjournant provisoirement dans un

(1) *Gaz. Trib.*, 8 sept. 1909.

(2) Paris, 12 mai 1920, D. 21.2.39.

(3) Trib. Com. Seine, 3 nov. 1891, S. 93.2.100.

hôtel (1) ou qui présente comme solvable un négociant déjà déclaré en faillite (2).

Devant cette distinction évidente faite ainsi par la jurisprudence entre l'informateur de bonne foi qui reçoit un salaire et celui qui agit gratuitement, il faut se demander comment, en droit, à faute égale, le premier est déclaré responsable vis-à-vis de son interrogateur quand le second est relaxé de toute responsabilité. A notre avis, ici encore, cette solution de la jurisprudence est parfaitement justifiable.

Il faut d'abord remarquer, comme nous l'avons montré précédemment que le lien de droit qui unit à l'interrogateur tout informateur est de nature contractuelle. Ce dernier, lorsqu'il contrevient à ses obligations, ne doit donc pas être considéré comme un délinquant qui serait engagé par une faute très légère, mais comme un débiteur et encourir par suite la responsabilité d'un bon père de famille en répondant seulement de sa faute légère.

Un second point est certain, c'est que pour la jurisprudence la rémunération est justement la seule raison de la différenciation qu'elle admet ; elle le dit formellement.

Ceci posé, plusieurs arguments juridiques permettent de souscrire et de se rallier à ses déductions dont la valeur juridique n'est en elle-même pas discutable.

1° L'informateur salarié, dont la profession consiste à satisfaire les demandes de renseignements qui lui

(1) Trib. Com. Seine, 24 juin 1884 ; *Journal Trib. Com.*, 1885, p. 47.

(2) Trib. Com. Marseille, 29 oct. 1869, D. 71.3.21.

sont adressées est — comme nous l'avons exprimé — tout particulièrement préparé à mener pareille entreprise. Pour répondre aux questions qui lui sont posées, il a un peu dans tous les pays, si son affaire est importante, des correspondants à sa disposition, des dossiers classés et surtout l'expérience personnelle qu'il acquiert et augmente progressivement en accomplissant sa tâche.

L'informateur non salarié qui, par hasard, est amené à jouer ce rôle, n'y est nullement préparé et il n'a aucuns moyens préétablis pour favoriser et éclairer ses démarches, aucuns indices, aucunes certitudes enregistrées chaque jour par celui qui constamment s'efforce de rechercher des interrogations par la multiplicité même de ses démarches.

2° Il est certain que lorsqu'ils contractent, l'informateur salarié et celui qui agit gratuitement n'entendent pas conclure le même engagement et assumer des obligations également strictes.

Tandis que le premier, du fait même de sa profession, est censé apporter le plus grand zèle à l'entreprise qui lui est confiée, pour satisfaire pleinement l'interrogateur qui s'est adressé à lui sur le vu même de ses qualités techniques, le second qui entend agir seulement par complaisance, a d'abord l'intention de ne s'attirer aucun inconvénient. Il préférerait certainement s'abstenir plutôt que de voir tourner à son détriment un service rendu aussi bénévolement. On ne peut supposer qu'il consente à sacrifier sa propre tranquillité aux intérêts de son interrogateur. La logique la plus simple impose ce raisonnement. Il faut donc poser en principe qu'il veut limiter à son seul

dol et à sa faute lourde, sa responsabilité et n'apporter qu'une prudence et une vigilance guidées par sa bonne foi à l'accomplissement de la tâche qu'il veut bien ainsi assumer — et de toute évidence, l'interrogateur qui ne peut lui demander plus que l'assurance de sa bonne foi est censé acquiescer à cette limitation (1).

Le rôle seul de ces deux informateurs suffit à faire comprendre la nécessité de ce raisonnement. C'est bien ce que certains jugements se sont efforcés de mettre en lumière. Ils n'ont qu'à regret, en effet, admis la liceité des agences de renseignements, à la condition que ces entreprises répondent au moins aux services qu'elles prétendent rendre. Ceci a notamment été exprimé par le tribunal civil de la Seine dans un jugement du 25 février 1897 (2) : « Attendu, y est-il dit, que cette industrie n'a de raison d'être qu'à la condition de fournir aux commerçants qui s'adressent à lui, des renseignements puisés aux sources les plus sûres et les plus autorisées. » .

Pareille interprétation est parfaitement justifiable, d'autant plus — c'est là le point essentiel — que ces informateurs reçoivent un salaire, ce qui conditionne avant tout leur situation et une semblable attitude.

3° Lorsque l'informateur est salarié, une seule raison anime ses démarches, c'est l'appât du gain à réaliser, d'un bénéfice à obtenir. C'est l'unique mobile d'action de toute agence de renseignements.

(1) Nancy, 3 juill. 1878, S. 1878.2.248.

(2) *Gaz. Trib.*, 5-6 avril 1897.

Quand, au contraire, il agit gratuitement à titre officieux, par bienveillance, c'est le désir de rendre un service qui guide l'informateur.

Or, l'esprit de notre Droit civil que laisse apparaître de nombreux textes dont nous citerons seulement les principaux à titre indicatif, est de déclarer plus facilement responsable celui qui reçoit un salaire dans l'accomplissement de son obligation, que celui qui agit gratuitement par bienveillance ou plutôt par bienfaisance, pour employer l'expression même du Code. Sur cinq points notamment, ce dernier est caractéristique à cet égard.

a) Au titre du louage, l'article 1792 énonce que « si l'édifice, construit à prix fait, périt en tout ou partie par le vice de la construction, même par le vice du sol, les architectes, et entrepreneurs en sont responsables pendant dix ans ». Ce qui revient à dire « a contrario » que si l'édifice n'est pas construit à prix fait, la règle ainsi énoncée ne peut être appliquée.

Conformément à cette disposition, la Cour d'appel d'Angers a décidé, le 25 février 1893, que l'architecte qui avait gratuitement dressé un plan sans diriger les travaux ou même qui avait en outre dirigé gratuitement les travaux ne pouvait être déclaré responsable que de son dol ou de sa faute lourde et non pas de sa faute légère (1).

b) Dans son paragraphe deuxième, l'article 1928 du Code civil, déclare au titre du dépôt appliquer avec

(1) Voir BAUDRY-LACANTINERIE : *Du Louage*.

plus de rigueur les obligations qui incombent à tout dépositaire dans la garde de la « chose déposée » s'il a stipulé un salaire pour la garde du dépôt.

c) L'article 1992 que nous avons déjà remarqué, s'inspirant du même esprit, déclare nettement dans son deuxième alinéa : « Néanmoins, la responsabilité relative aux fautes est appliquée moins rigoureusement à celui dont le mandat est gratuit qu'à celui qui reçoit un salaire. »

d) Il est de principe, qu'en matière de donation, contrat de bienfaisance par excellence (art. 1105 du Code civil), le donateur n'est pas tenu de l'obligation de garantie. Il donne son bien purement et simplement tel qu'il le possède lui-même. Le donataire évincé ne pouvant avoir contre lui aucun recours à fin d'indemnité.

e) Dans son paragraphe 2, enfin, l'article 1374, après avoir déclaré le gérant d'affaires tenu d'apporter à sa gestion « tous les soins d'un bon père de famille », dispose : « Néanmoins, les circonstances qui l'ont conduit à se charger de l'affaire peuvent autoriser le juge à modérer les dommages et intérêts qui résulteraient des fautes ou de la négligence du gérant. »

Il résulte ainsi de cette étude des deux principales hypothèses qu'il est possible d'envisager, celle où l'informatique agit de mauvaise foi et celle où il est de bonne foi que les solutions émises par l'ensemble de la jurisprudence sont conformes à celles qu'il convient d'admettre lorsqu'on se rallie à la construction doc-

trinale émise au début du présent chapitre, déterminant que le lien de droit qui unit tout informateur à son interrogateur est de nature contractuelle.

Une question très importante vient immédiatement à l'esprit. Comment les tribunaux absolument opposés à notre thèse, puisqu'ils déclarent tous — en principe — que la responsabilité encourue par l'informateur qui répond gratuitement est toujours délictuelle à l'égard de l'interrogateur, parviennent-ils à ces résultats ?

La réponse fort simple, n'en est pas moins grave à formuler. C'est que, abandonnant en cette matière les principes qu'ils affirment constamment contre une doctrine assez récente, les juges ne s'arrêtent pas ici à la distinction des responsabilités de nature délictuelle et contractuelle si nettement établies dans notre Code civil et dont nous avons plus haut rappelé les grandes lignes.

S'appuyant en un mot sur les règles de la responsabilité délictuelle, ils les violent immédiatement, en oubliant qu'aux termes de celle-ci on est engagé par la faute la plus légère, quelle que soit l'intention, c'est-à-dire la bonne ou la mauvaise foi du délinquant — ce dernier élément ne pouvant être apprécié qu'en matière contractuelle.

C'est surtout dans l'étude de la responsabilité encourue par l'informateur vis-à-vis du tiers enquêté, qu'il se révèle particulièrement l'intérêt de cette question que nous examinerons par suite tout spécialement au chapitre suivant.

II. — RENSEIGNEMENTS FOURNIS SPONTANÉMENT

§ 1^{er}. — *Fondement de la responsabilité*

Il est une seconde hypothèse, moins fréquente en pratique que la précédente, mais très intéressante cependant, où l'informateur prend lui-même l'initiative de la dation d'un renseignement, alors qu'il n'a été l'objet d'aucune sollicitation en ce sens. Spontanément, dans son intérêt personnel ou par pure bienveillance, il s'immisce ainsi dans les affaires d'un tiers quelconque pour lui révéler certains faits qu'il peut ignorer, dans le but de l'encourager à conclure une opération déterminée ou dans celui de l'en détourner. Généralement, ne s'en tenant pas à de simples révélations, il les accompagne de conseils ou de recommandations destinées à influencer dans tel ou tel sens, la décision qu'il juge préférable. Dans l'un et l'autre de ces cas, l'informateur engage logiquement sa responsabilité quand l'inexactitude de ses affirmations se trouve prouvée par le préjudice dont est victime celui qui a ainsi agi sur la foi de tels renseignements.

Quelle peut être la nature de cette responsabilité ? Pour la déterminer, il est nécessaire de découvrir les éléments essentiels d'une semblable démarche.

Le recommandant s'emploie à faire aboutir une certaine affaire en s'efforçant de mettre en lumière les raisons qui peuvent déterminer celui qu'il renseigne. Il désire le décider à suivre sa propre opinion. Là s'arrête sa tentative, il conseille, mais ne s'engage nullement à répondre des conséquences qui pourront

résulter de l'entreprise en question. Il ne se lie pas plus qu'il ne lie la personne qui reçoit ses recommandations toujours libre de suivre ou de négliger ses avis.

C'est pourquoi, devant ces faits, il n'est pas plus acceptable d'admettre qu'il y ait ici les éléments constitutifs d'un cautionnement que ceux d'un mandat comme certains auteurs l'ont pensé.

Il faut d'abord repousser l'idée d'un cautionnement. Aux termes de l'article 2015, en effet, « il ne se présume point, il doit être exprès et on ne peut pas l'étendre au delà des limites dans lesquelles il a été contracté ». Pour Laurent (1) la nécessité de cette expression est une preuve évidente « que la loi a voulu empêcher que l'on n'interprêtât comme une promesse ce qui n'est qu'une recommandation, par laquelle celui qui recommande n'entend se porter garant de la personne recommandée ». « Interpréter des renseignements officieux, ajoute-t-il, avec les paroles qui les accompagnent comme un cautionnement, ce serait jeter la défiance et l'inquiétude dans les relations d'affaires et jusque dans les rapports d'amitié, c'est précisément pour prévenir ces fausses interprétations que le législateur a écrit dans la loi cette règle d'interprétation que le cautionnement ne se présume pas, qu'il doit être exprès ». En professant ceci, Laurent ne faisait que se conformer à une tradition venue du Droit romain lui-même, maintenue par nos anciens auteurs (2) et les rédacteurs du Code civil, notamment le tribun

(1) LAURENT, T. 18, n° 153.

(2) DOMAT, L. I., T. 15, sect. 2, n° 13. — POTHIER : *Du Mandat*, n° 18 et 19.

Chabot (1). Cette question de la distinction du cautionnement et de la recommandation qui a été particulièrement étudiée au point que Troplong (2) affirmait qu'on « en ferait presque un volume » est surtout, comme il le dit lui-même plus loin, « plus de fait que de droit et dépend de la valeur des termes employés ». C'est ce que remarquent justement MM. Baudry-Lacantinerie et Wahl (3). Quand ils écrivent : « Les tribunaux ont à examiner en fait si le donneur de conseil a voulu s'engager comme caution, en cas de doute ils doivent admettre la négative puisque le cautionnement ne se présume pas. » Dans le rôle joué en notre hypothèse par l'informateur, il est évident qu'il n'entend nullement se porter garant du résultat de l'opération qu'il conseille et en donner caution. Il faudrait pour qu'il en fût ainsi, une affirmation de sa part en ce sens, mais alors il ne s'agirait plus d'un cas rentrant dans cette étude.

Il est aussi évident que le recommandant n'est pas un mandant. Troplong, qui a aussi étudié cette question, cite notamment à l'appui de cette thèse Doneau (4) : « Mander et recommander sont deux choses différentes » et Bartole (5) : « Verba commandataria non obligant. » Cette règle a surtout été exprimée par Domat (6) : « Il faut distinguer, dit-il, les procurations, mandements et commissions où l'on donne une

(1) Rapport au Tribunal, FENET, T. XV, n° 50.

(2) TROPLONG : *Droit civil expliqué*. T. XVII, n° 138.

(3) BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, n° 921 au titre du cautionnement.

(4) DONEAU, liv. 13 CX, n° 7.

(5) BARTOLE : *Loi* 12, § 12, D. Mandati.

(6) DOMAT : *Lois civ.*, liv. XV, sect. 1, n° 13.

charge expresse, avec dessein de former une convention qui oblige et les manières d'engager, par un conseil, par une recommandation... mais qui regardent seulement l'intérêt de la personne qu'on recommande et qui laissent la liberté entière de faire ou de ne pas faire ce qui est conseillé ou ce qui est recommandé, car dans ce cas il ne se forme point d'engagement et celui qui reçoit un conseil ou qui accorde quelque chose à une recommandation ne s'attend pas qu'on lui réponde de l'événement. » Pothier partageait cette opinion formulée dans la doctrine moderne par Aubry et Rau (1) : « Il ne faut pas confondre avec le mandat le conseil ou la simple recommandation qui n'obligent celui qui les a donnés de bonne foi, ni envers la personne à laquelle ils ont été adressées, ni envers les tiers. »

Dans le mandat, en effet, le mandataire est tenu d'accomplir son obligation et de rendre compte, le mandant à indemniser ce dernier des frais occasionnés. Aucun contrat semblable ne lie celui qui fait une recommandation à celui qui la reçoit, ce prétendu mandataire étant toujours maître de sa liberté d'action. C'est ce que Pont (2) énonce ainsi : « Voilà donc la règle, le mandat emporte obligation... au contraire; ni le conseil, ni la recommandation n'entraînent d'obligation ; celui qui a reçu le conseil n'est pas obligé de le suivre, pas plus que celui à qui la recommandation est adressée, n'est tenu d'y faire honneur. »

(1) AUBRY et RAU, T. VI, § 410, texte, note 9.

(2) PONT : *Du Mandat*, n° 834.

Ce fait que ces distinctions de la recommandation d'avec le cautionnement et le mandat aient fait l'objet de si nombreux commentaires s'explique par la difficulté qui se présente en pratique pour le juge de découvrir la volonté des parties. Les anciens auteurs comme Bartole (1), Balde, Pothier (2) ont tenté d'édifier des règles d'interprétation sur lesquelles d'ailleurs l'accord ne règne pas entre eux. La mission du juge est donc bien nette, au cas de doute sur la volonté des parties il doit présumer que l'informateur n'a nullement voulu s'obliger (3). C'est la solution traditionnelle que Godefroy résuma en ces termes : « Commendatitiae litterae, in dubio non praesumuntur. Missae animo obligandi, seu commendandi tantum » (4).

De cette simple revue des auteurs, il résulte nettement qu'en dehors du cas où le juge peut déterminer que les parties ont voulu établir entre elles un contrat de mandat ou de cautionnement, celui qui donne un conseil n'est lié par aucun engagement à celui qui le reçoit. La responsabilité qu'il encourt est donc délictuelle et découle du principe de l'article 1382 du Code civil.

§ 2. — Conditions de la responsabilité

Convient-il cependant d'appliquer absolument les conséquences de la responsabilité délictuelle et par

(1) Loi 25, D. de fide jussoribus.

(2) POTHIER : *Du Mandat*, n° 20.

(3) TROPLONG : *Du Mandat*, n° 19.

(4) *Empercur Honorius et Théodose*, note (6) ; Commentaire au L. 13 C. Quod cum eo.

suite de déclarer l'informateur qui agit spontanément obligé de réparer sa faute même la plus légère ? Cela revient, en somme, à se demander s'il est possible, dans cette hypothèse, d'abandonner le caractère traditionnel de la responsabilité délictuelle, pour distinguer le délinquant de bonne foi de celui de mauvaise foi.

La question d'ailleurs est tout à fait d'ordre pratique. Il s'agit de savoir si l'informateur qui a donné un conseil d'une façon désintéressée (1), dans le seul but de rendre un service de complaisance, doit réparer le préjudice qu'a provoqué sa simple imprudence et sa légèreté, comme s'il avait agi uniquement dans l'intention de nuire.

Nous écartons évidemment l'hypothèse où l'informateur a entraîné la décision de celui qu'il a conseillé par des manœuvres frauduleuses et dolosives, par des affirmations sciemment erronées ou des omissions importantes voulues (2), pour retenir seulement le cas de celui qui, par exemple, en deux circonstances semblables, a donné un même conseil entraînant un préjudice direct et égal, alors que la première fois il avait agi par bienveillance et la seconde avec le seul objectif de nuire.

Ainsi posé ce problème relève surtout de la morale et les solutions traditionnelles de la responsabilité

(1) Nous désignons ici sous le vocable de conseil à la fois le renseignement et la recommandation. Alors que le renseignement spontané se présente le plus souvent sous la forme d'un conseil déguisé ; la recommandation a un caractère plus pressant et persuasif que le simple conseil.

(2) Req., 26 avril 1926, S. 1927.1.17.

délictuelle semblent en l'occurrence contraires à toute équité. Deux arguments d'ordre différent militent cependant dans notre hypothèse au maintien d'une théorie aussi rigoureuse.

Il est d'abord évident que la prudence la plus élémentaire oblige celui qui reçoit un conseil à se documenter sur l'affaire qui lui est ainsi soumise pour en peser les avantages et les inconvénients avant de prendre une détermination. A défaut de réflexion, sa légèreté est la véritable cause du préjudice qu'il vient à éprouver ; dans le cas contraire aux conséquences également malheureuses, il n'a pris sa décision que d'après les éléments de sa propre enquête. Dans ces deux hypothèses, on peut donc le déclarer unique responsable du dommage qu'il a subi.

D'autre part, si la justice même s'oppose à laisser sur le même plan la sincérité et la malveillance, il n'est pas juridiquement de principe qui permette d'analyser les sentiments et de les juger, quand le résultat acquis, ici le préjudice, doit toujours être attribué au seul fait de la libre détermination prise par la victime. C'est ce que Esmein traduisait ainsi dans une note (1) : « En entrant dans la recherche des intentions, en professant qu'un droit malheureusement exercé quoique sans aucune manœuvre dolosive peut donner lieu à des dommages-intérêts, on substitue la faute morale à la faute juridique et on transforme nos juges en censeurs. » Dans le même sens, M. Demogue a écrit (2) : « En dehors de tout dol, de toute manœuvre, y a-t-il acte illicite à donner un conseil à

(1) S. 98.1.17.

(2) DEMOGUE, T. III, n° 236.

autrui ? La négative a été soutenue. Nous croyons plus exact de dire qu'une personne ne commet pas un acte défendu en donnant un conseil... Le conseil n'est-il pas une forme nécessaire de l'influence que nous pouvons exercer sur nos semblables. »

La meilleure conclusion qu'on puisse donner de ce point de vue est certainement contenue dans la note de A. Esmein signalée plus haut, quand il écrit encore : « Donner un conseil qui ne peut produire effet que s'il est accepté, c'est simplement communiquer à autrui sa pensée et son propre jugement et lorsque l'acte conseillé est illicite, quoique nuisible à un tiers s'il n'intervient aucune manœuvre frauduleuse pour rendre le conseil efficace et l'imposer en quelque sorte, on ne voit pas en vertu de quel principe il peut engager la responsabilité au conseiller. »

Telle est du moins la solution strictement juridique et sous un certain angle, parfaitement logique de la doctrine.

Comme nous aurons à le constater plus loin, la jurisprudence emportée par le souci de l'équité a tenu à donner une place prépondérante dans ses décisions à l'intention du conseiller. Si elle admet l'adage, « *Nemo ex consilio obligatur* » c'est jusqu'à la limite de la mauvaise foi qu'elle a assimilée au dol et à la faute lourde, continuant d'ailleurs en cela la tradition romaine elle-même, comme en témoigne le texte de ces quelques citations (1) relevées entre autres, dans un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 1^{er} mai 1807 : « *Consilii non fraudulentum, nulla obli-*

(1) S. 1^{er} mai 1807, Cour d'appel de Paris.

gatio est ; coeterum si dolus et calliditas intercessit, de dolo actio competit » (1). « De consilio tenetur quis ex quo consilium cadit in delictum » (2). « Consilium tendens ad perniciem alterius punitur » (3).

Dès maintenant, nous pouvons retenir qu'en notre matière certainement plus rigoureusement que dans aucune autre la jurisprudence n'entend faire aucune concession à la mauvaise foi.

(1) L. 47 f. f. de Div-reg-juris.

(2) Institut de Actionibus, § 23.

(3) Institut, § 8 de Oblig. ex delicto; Voir Aix, 17 février 1881, S. 81.2.103; Rennes, 13 janvier 1899, G. P. 99.1.231.

CHAPITRE II

Responsabilité de l'informateur envers le tiers enquêté

SOMMAIRE :

A. — FONDAMENT DE LA RESPONSABILITÉ

Responsabilité délictuelle.

B. — CONDITIONS DE LA RESPONSABILITÉ

Il faut une faute causant un préjudice.

La jurisprudence est très stricte pour reconnaître la *relation de cause à effet* entre la faute commise et le préjudice subi.

Le *préjudice* peut être matériel ou moral.

L'informateur peut commettre une *faute* : soit en *violant* le droit du tiers enquêté, soit en « *abusant* » de son droit de renseigner.

§ 1^{er}. — L'informateur viole le droit du tiers enquêté en donnant sur lui des renseignements *inexacts et défavorables*.

Quand il est de *mauvaise foi*, la jurisprudence le déclare coupable de faute.

Quand il est de bonne foi, elle le déclare dégagé de toute *responsabilité*, sauf s'il est salarié ou s'il commet une faute lourde. Ce faisant, elle va contre l'esprit, les auteurs et les textes du Code, notamment des articles 1382 et 1383 C. civ.

Peu importe, en effet, *en matière délictuelle*, l'intention de l'auteur ; la faute la plus légère doit entraîner sa responsabilité.

Il n'est pas inéquitable d'ailleurs de mettre sur le même plan l'informateur salarié et celui qui agit gratuitement pour plusieurs raisons.

§ 2. — L'informateur « *abuse* » de son droit en donnant sur le compte d'un tiers des renseignements *exacts défavorables* quand il agit dans l'intention de nuire.

Il encourt ainsi une responsabilité bien qu'il ne commette aucun délit ou quasi-délit.

Jurisprudence assez abondante sur ce point.

C'est l'autre face de la responsabilité que peut encourir l'informateur, lorsque le tiers enquêté a eu connaissance des renseignements défavorables fournis sur lui. La plupart du temps, il les découvre en constatant soit que certains clients se font plus rares ou l'abandonnent, s'il est commerçant ; soit qu'en vain, il tente des démarches qui normalement devraient réussir. Rapidement, il devine la cause de ses échecs et, souvent, il parvient à en trouver la source (1). Il ne lui est pas besoin, parfois, de faire une enquête, car les personnes près desquelles il essuie un refus, afin d'expliquer leur changement d'attitude à son égard, lui font part de ce qu'elles ont appris sur son compte.

(1) Cass., 23 oct. 1886, D. 92.2.100, note d.

Nous verrons quand nous étudierons la question de la preuve (1), qu'il n'est pas indifférent de savoir par quel moyen l'enquête s'est procuré les renseignements qui le visent et quelles conséquences spéciales peuvent s'ensuivre, par rapport à la légitimité de son action en réparation; lorsqu'il a usé pour les connaître de procédés illicites. Comme au chapitre précédent, nous commencerons par étudier le fondement de la responsabilité encourue ici par l'informateur, puis ses conditions.

A. — FONDEMENT DE LA RESPONSABILITÉ

Personne ne conteste que vis-à-vis de l'enquête, la responsabilité que peut encourir l'informateur soit de nature délictuelle. Aucun lien de droit ne s'établit entre ces deux personnes. Au moment où des renseignements sont fournis sur lui, le tiers peut ignorer, en effet, non seulement l'enquête dont il a été l'objet, mais aussi l'existence même de l'informateur. Si, d'ailleurs, il se trouvait savoir la demande de renseignements faite à l'informateur, cela n'établirait nullement un lien contractuel entre lui et ce dernier.

Comme nous l'avons indiqué dans l'introduction, son droit se rattache à l'obligation générale qui incombe à tout individu de ne point atteindre d'aucune manière celui d'autrui, dont la violation entraîne un délit ou un quasi-délit, selon la règle formulée par les articles 1382 et suivants du Code civil. Les conséquences de cette constatation, que nous avons résu-

(1) Chap. V.

mées précédemment (1), trouvent ici leur application, quant à la détermination des conditions de cette responsabilité.

B. — CONDITIONS DE LA RESPONSABILITÉ

Ces conditions sont au nombre de deux ; il faut, d'une part, que l'informateur ait causé un préjudice au tiers enquêté et que, d'autre part, il ait commis une faute, soit en violant le droit du tiers enquêté, soit en « abusant » du droit même qu'il avait de renseigner, dit une jurisprudence assez récente.

L'action en réparation du tiers enquêté n'est possible que s'il a subi un préjudice venant des seuls renseignements fournis sur lui. Ce préjudice éprouvé par lui est le plus souvent matériel et se traduit par un manque à gagner ou bien par une perte. Il peut ainsi résulter de faits les plus divers et prendre des formes multiples.

Il est moral, lorsque les renseignements donnés ont atteint la considération, la réputation de celui qu'ils concernent (2). La jurisprudence est venue assez tard à l'admission d'une indemnité en réparation du préjudice moral (3). Elle l'a reconnue sous la poussée des faits et l'évolution des mœurs, ce qu'Ihernig (*Actio injurarium*) exprimait en ces termes : « A mesure que la civilisation se développe et que le sentiment

(1) Chap. I^{er}, p. § 1.

(2) DEMOGUE, T. III, n° 227 et T. IV, n° 333. — PLANIOL et RIPERT, T. VI, n° 585.

(3) *La réparation du préjudice moral*, J. GANOT, thèse, Paris, 1924.

s'affine, on voit chez tous les peuples, le sentiment de l'honneur s'élever également, devenir plus délicat, plus sensible. » Cette tendance des tribunaux, à réparer pécuniairement le préjudice moral comme le préjudice matériel, n'est pas seulement due à un plus grand libéralisme des juges, ni à l'influence de la théorie des risques, mais à ce fait que presque toujours, notamment dans notre hypothèse, les deux préjudices sont si intimement liés qu'il est impossible de les séparer, et de faire la part de chacun. Lorsque le crédit ou l'honneur d'une personne sont attaqués, l'un de ces préjudices se trouve le plus souvent la cause de l'autre.

Quelle que soit d'ailleurs la nature du dommage envisagé, là encore, comme nous l'avons déjà montré plus haut (1), il faut une relation de cause à effet entre lui et le fait reproché. On retrouve dans les décisions judiciaires des formules aussi nettes à ce sujet que celles employées lorsqu'il s'agit de la responsabilité encourue par l'informateur, à l'égard de l'interrogateur. Un arrêt rendu par le tribunal civil de La Roche-sur-Yon, le 6 juin 1905 (2), montre, entre autres, très précisément avec quelle rigueur la jurisprudence entend appliquer ce principe, en matière de renseignements. Une personne avait rédigé contre un officier de l'armée de terre une fiche destinée au Grand Orient de France afin de le desservir auprès de ses supérieurs hiérarchiques et de retarder son avancement. L'officier en ayant eu connaissance par une

(1) Chap. I^{er}.

(2) D. 1905.2.324.

copie photographique, fit une demande en dommages-intérêts contre l'auteur, en raison du préjudice qu'il affirmait avoir effectivement subi à la suite de cette communication.

Le tribunal civil de La Roche-sur-Yon estima d'abord que cette copie n'était pas une preuve suffisante, qu'ensuite, il n'était pas parfaitement établi malgré de très forts indices, que la fiche avait été envoyée au ministère de la Guerre et avait retardé l'élévation en grade de l'officier, dont le maintien au même poste pouvait d'ailleurs paraître anormal. Le tribunal ajouta qu'en tous cas, il n'y avait pas là de violation de droit acquis, mais seulement pour l'officier une déception, qu'il était impossible d'assimiler à un dommage susceptible de réparation (1). C'est en ces termes qu'il prit soin de rappeler les conditions principales de la responsabilité délictuelle : « Attendu que pour recevoir son application, l'article 1382 suppose nécessairement une faute dommageable qui se décompose en trois éléments essentiels, un fait illicite, une imputation de ce fait au défendeur, un préjudice causé par le fait du défendeur. »

(1) Il est curieux de noter que la jurisprudence qui à maintes reprises, dans l'interprétation des articles 1382 et suivants du Code civil s'est nettement séparée de l'esprit de leurs auteurs et de celui de nos anciens juristes, n'admet pas ici, une idée très neuve, exprimée par LAROMBIÈRE (T. VII, p. 41). Il considérerait comme constituant un véritable dommage le préjudice qui s'exprime par la privation d'une chance heureuse, ou la déception d'une espérance fondée, voyant seulement une difficulté dans la détermination de l'indemnité qu'il conviendrait d'allouer en pareille hypothèse.

Ainsi comprise cette question ne donne lieu à aucune difficulté, il en est autrement de la seconde condition nécessaire à l'établissement de la responsabilité de l'informateur, à savoir la commission d'une faute. Nous diviserons cette étude en deux sections. Dans la première, nous envisagerons le cas où la faute de l'informateur a entraîné la violation d'un droit de l'enquêté. Dans la seconde, celui où l'informateur a fait un usage anormal de son propre droit.

§ 1^{er}. — *Les renseignements sont inexacts*

L'informateur viole le droit de l'enquêté lorsqu'il fournit sur celui-ci des renseignements défavorables inexacts. Nous sommes ici en présence d'une hypothèse d'application parfaitement classique des articles 1382 et 1383 du Code civil.

Deux attitudes sont possibles de la part de l'informateur. Il peut agir de mauvaise foi, c'est-à-dire d'une façon malicieuse, intentionnellement ou de bonne foi, c'est-à-dire sans aucune intention de nuire.

Les mobiles les plus divers animent l'action de l'informateur qui donne de mauvaise foi des renseignements défavorables inexacts sur le tiers enquêté : intérêt personnel, intérêt d'un tiers, ressentiment... Nous ne referons pas à nouveau le raisonnement qui peut s'appliquer ici et que nous avons entrepris plus haut lorsque nous traitions de sa responsabilité encourue en pareille circonstance vis-à-vis de l'interrogateur. Qu'il s'agisse, en effet, d'un informateur salarié ou non, la mauvaise foi l'emporte sur toutes les rai-

sons qu'il serait possible d'invoquer à la décharge de l'un ou de l'autre. Une seule règle indiscutable domine encore « *Fratis omnis corrumpit* ». Doctrine et jurisprudence ont toujours été en parfait accord sur ce point.

Il en est tout autrement si, parallèlement à l'étude du premier chapitre, nous cherchons à déterminer s'il convient de prendre en considération la bonne foi de l'informateur. Quand nous avons envisagé les rapports de l'interrogateur avec l'informateur qui, de bonne foi, lui avait fourni des renseignements inexacts, nous avons conclu que la bonne foi de ce dernier le dégageait de toute responsabilité. Pouvons-nous maintenant accepter la même solution et déclarer que la responsabilité de l'informateur ne peut être mise en cause par le tiers sur le compte duquel il a donné des renseignements défavorables inexacts, lorsque manifestement il a agi de bonne foi ? C'est là un problème assez grave que quelques auteurs et une certaine partie de la jurisprudence, ont tenté de résoudre par une solution nullement en accord avec l'esprit et les textes mêmes de notre code, pour des raisons d'équité.

Selon les partisans de ce système il faudrait, en somme, un véritable dol, une faute lourde pour engager la responsabilité délictuelle et non pas seulement une imprudence ou une simple légèreté. Merlin (1) en donnait cette raison : « Il y a quelque dureté dans cette loi qui punit une action où le cœur de l'homme est resté innocent, une simple légèreté, une impru-

(1) Répertoire FUZIER-HERMAN au mot Quasi-délit.

dence. L'homme si faible par sa nature, si près des fautes et du malheur, doit-il être traité sans pitié par la loi ? »

Pour Toullier (1) la responsabilité cesse quand, de bonne foi, on croit exercer licitement son droit en ignorant l'injustice ou le tort causé à autrui et, par suite, la victime n'a aucune action en réparation du dommage causé en de telles circonstances. « On n'est même pas censé en faute, écrit-il, en faisant ce que l'on était autorisé à croire avoir le droit de faire ». Des auteurs comme Saleilles (2) ont soutenu en étendant à la responsabilité délictuelle les règles concernant au code la responsabilité contractuelle (article 1149) qu'il fallait faire une distinction entre la faute intentionnelle et la faute, non intentionnelle. La première seule entraînant une réparation égale au préjudice, la seconde étant soumise aux règles de l'article 1150. Il n'est certainement pas possible de faire écho à ces suggestions quelle que soit même la science de ceux qui les soumettent et aussi l'idée qui les préoccupe, celle d'équité.

Si en droit pur, il est logique de les admettre, notre code est formel dans le rejet de semblables distinctions. Le juriste ne peut raisonner en moraliste, il doit s'en tenir aux textes seuls et aussi à l'esprit qui présida à leur confection ; or, ici, aucun doute n'est possible.

(1) TOULLIER : *Droit civil*, t. II, n° 119.

(2) SALEILLES : *Les accidents du travail et la responsabilité*, pp. 179 et s.

Dans le rapport du tribun Bertrand de Greuille (1) on lit cette déclaration : « Tout individu est garant de son fait, c'est une des premières maximes de la société ; d'où il suit que si ce fait cause à autrui quelque dommage, il faut que celui par la faute duquel il est arrivé soit tenu de le réparer. » Les articles 1382 et 1383 sont la traduction définitive de ces idées. A bien examiner, la prétendue dureté qu'on croit y trouver est le fruit d'une construction très raisonnée. Deux individus sont en présence, celui qui a causé le mal, involontairement, celui qui l'a subi. Entre les deux, il n'est pas possible d'hésiter. Comme on l'a dit : « La loi ne peut balancer entre celui qui se trompe et celui qui souffre. »

Les rédacteurs du Code n'ont pas voulu, en matière délictuelle civile, distinguer la bonne foi de la mauvaise foi quant à leurs effets. Ils les ont mises sur le même plan. Il leur eût cependant été très facile de ne le pas faire en prolongeant leur distinction du délit et du quasi-délit, car c'est précisément l'idée de bonne foi qui est à la base de leur différenciation. Aubry et Rau, en les définissant, ont bien mis en évidence ce caractère.

« Le mot délit, disent-ils, a en droit civil une signification très différente de celle dans laquelle il se prend en droit criminel. En droit civil, il désigne toute action illicite par laquelle une personne lèse sciemment et méchamment les droits d'autrui » (2).

(1) FENET, t. XIII, p. 487.

(2) AUBRY et RAU, t. IV, § 443, p. 745.

« Un quasi-délit est un fait de commission ou d'omission par lequel on porte préjudice à autrui, mais sans avoir l'intention de nuire ».

Ainsi donc, vouloir, en matière délictuelle, distinguer le préjudice causé par une personne de bonne foi de celui dû à une personne de mauvaise foi, c'est aller contre la loi écrite, bien que, en raison, ce soit justifiable.

Depuis longtemps les tribunaux ont eu tendance à tenir compte de la bonne ou de la mauvaise foi, lorsqu'il leur a été donné de juger l'informateur encourant une responsabilité délictuelle à la suite de renseignements défavorables inexacts fournis sur un tiers. Laurent (1) s'est vivement élevé contre une semblable conception si contraire à la lettre de la loi, d'autant plus qu'il estimait en cette matière la responsabilité incombant à l'informateur aussi bien délictuelle à l'égard de l'interrogateur que du tiers enquêté. Il écrivait après avoir commenté plusieurs décisions inspirées de cet esprit d'équité et insistant sur la mauvaise foi de l'informateur : « Les renseignements et recommandations avaient été donnés de mauvaise foi, en ce sens que celui qui les fournissait en connaissait l'inexactitude. Est-ce à dire que ce soit là une condition requise pour qu'il y ait lieu à responsabilité de ce chef ? Le quasi-délit existe dès qu'il y a faute la plus légère, la moindre imprudence suffit, telle est la tradition, telle est la doctrine, telle est la jurisprudence. Pour qu'il en fût autrement dans le cas de renseignements inexacts, il faudrait une exception

(1) LAURENT, t. 20, n^{os} 480 et s.; Recueil Amiens, 1904, p. 134.

écrite dans la loi, il est inutile d'ajouter que la loi ne fait aucune exception à la règle générale et absolue de l'article 1382 ; l'article 1383, que la cour ne cite point, condamne son système puisqu'il se contente de négligence ou d'imprudence. »

Quelle que soit la justesse de semblables remarques, la jurisprudence dans son ensemble n'en a pas moins continué à mettre en relief que la mauvaise foi de l'informateur était en réalité la cause déterminante de son délit vis-à-vis du tiers enquêté. Le tribunal civil d'Amiens condamnant à des dommages-intérêts, le 24 mars 1904, une personne coupable d'avoir, en dehors de toutes fonctions, répandu un factum inexact sur la situation hypothécaire d'un tiers, tint surtout à expliquer son jugement par ce fait que l'intention de nuire au crédit de l'emprunteur avait été le but de ce délit. De même, un jugement du tribunal de paix de Fresnay-sur-Sarthe, du 7 septembre 1912, est particulièrement explicite à cet égard. Un membre de comité accusé par un de ses collègues de n'avoir point payé sa cotisation, ce qui était absolument faux, obtint la condamnation à des dommages-intérêts de son ennemi personnel : « Attendu, dit le jugement, qu'en agissant comme il l'a fait, G... n'avait qu'un but, c'était de nuire à la considération de G... avec lequel C... avait depuis plusieurs années des rapports dépourvus de toute cordialité... attendu que les propos tenus par C... avec l'idée fixe et très arrêtée de nuire à G... constituent une faute lourde à son égard ; qu'aux termes des articles 1382 et 1383 du Code civil, ils doivent engager sa responsabilité. »

(1) G. P. 1912.2.360.

Ainsi, de l'avis même des juges de ces deux litiges, il ne s'agissait nullement d'une infraction à la loi pénale, plus précisément d'une diffamation dont l'intention de nuire est un des éléments constitutifs, mais bien, comme le dit le second jugement, d'un délit tombant sous le coup des articles 1382 et 1383 du Code civil. Par suite, la faute la plus légère entraînant la responsabilité de l'informateur, lorsque les juges relèvent la commission d'une faute lourde en raison de sa mauvaise foi, ils font simplement une constatation de fait, qui ne doit en rien influencer les principes juridiques qu'il leur est donné d'appliquer. A plus forte raison ne doivent-ils laisser supposer que cette mauvaise foi est pour eux une des conditions du délit. Ils n'ont pas, d'autre part, à en tenir compte pour la fixation des dommages-intérêts, puisque ceux-ci doivent uniquement réparer un préjudice certain causé par une faute quelconque, en dehors de toute idée de pénalité.

On pourrait objecter que si cette notion se comprend aisément quand il s'agit d'un informateur salarié, elle est vraiment rigoureuse à l'égard de celui qui ne reçoit aucune rémunération et renseigne par pur désir de bienfaisance, alors surtout que l'esprit du Code est de montrer moins de rigueur à ceux que guide l'esprit de bienfaisance (1).

Ceci est parfaitement vrai, mais en dehors de ce fait que la loi est formelle et absolue, et que c'est seulement en matière contractuelle que notre droit privé atténue la responsabilité de celui qui agit par bien-

(1) Chap. 1^{er}.

faisance, il faut revenir à cette idée que l'informateur non salarié est libre de ne point répondre à la demande qui lui est faite.

S'il désire satisfaire à cette sollicitation, il doit peser les difficultés qui peuvent s'ensuivre pour lui. Il faut rattacher la notion de faute à celle de prévision et de la liberté humaine. C'est ce que M. Fromageot (1) exprime en disant : « Ce sera une question de fait, que de savoir si dans les circonstances données il a été ouï ou non au pouvoir de l'individu de prévoir et d'empêcher ce qui est arrivé » et le tribun Bertrand de Greuille (2) avait le premier exprimé cette idée, qui confirme aussi l'assimilation qu'il convient de faire ici des responsabilités encourues par l'informateur salarié et celui qui ne l'est point en disant : « Partout où elle (la loi) aperçoit qu'un citoyen a éprouvé une perte, elle examine s'il a été possible à l'auteur de cette perte de ne pas la causer et si elle trouve en lui de la légèreté ou de l'imprudence, elle doit le condamner à la réparation du mal qu'il a fait. »

Celui qui a ainsi pu prévoir les suites dommageables de son acte, encourt une responsabilité. Or, plus que tout autre, l'informateur accidentel et qui n'est pas salarié, peut non seulement prévoir, mais aussi éviter complètement d'assumer cette charge évidemment voulue par la loi, en s'abstenant de donner suite à la sollicitation de renseignements dont il a été l'objet.

(1) FROMAGEOT : *De la faute en droit privé*, p. 30.

(2) FENET, t. XIII, p. 474.

Peu importe, en effet, au tiers enquêté que l'informateur ait agi de bonne foi ou non, un seul fait l'intéresse, le dommage qu'il éprouve. La question ne se présente nullement, comme lorsqu'il s'agit de la responsabilité de l'informateur vis-à-vis de l'interrogateur. Ce dernier, en s'adressant à une personne ni spécialisée ni salariée, savait évidemment qu'il avait moins de garanties de véracité qu'en sollicitant un informateur de métier. Il n'ignorait pas qu'il pouvait seulement exiger des renseignements fournis de bonne foi, et qu'en dehors de cette attitude, aucune autre obligation n'incombait à cet informateur. S'il éprouve par suite un préjudice de ce choix, il doit s'en prendre à lui-même. Dans l'hypothèse que nous examinons, il n'y a rien de semblable, le tiers enquêté étant totalement étranger aux faits qui ont amené le préjudice dont il est atteint, né de rapports presque toujours ignorés de lui, entre l'interrogateur et l'informateur. Il ne lui appartient donc pas de supporter en quoi que ce soit les conséquences des erreurs de l'informateur, mais il doit être indemnisé intégralement de ses dommages.

§ 2. — *Les renseignements sont exacts*

En principe, quand il donne des renseignements exacts, l'informateur ne peut encourir de responsabilité, puisqu'il ne commet pas de faute. La jurisprudence l'a toujours proclamé. Elle a refusé d'accorder réparation à des personnes, sur le compte desquelles des renseignements parfaitement justes, mais sévères, avaient été donnés, surtout quand étaient en jeu

des affaires commerciales ou des questions de probité, qu'il s'agit aussi bien d'informateurs salariés que de non salariés (1). Un jugement du tribunal civil de Libourne en date du 19 février 1892 (2) est particulièrement probant à cet égard : « Attendu, déclare-t-il en l'espèce, que si Richou a tenu contre le fils Martin certains propos désobligeants, c'est sans intention de nuire et en usant du droit de chacun de faire prévenir discrètement un ami qu'il ait à se défier d'une personne dont on suspecte plus ou moins légitimement la fidélité et que l'appelant a agi dans cette circonstance avec d'autant plus de discrétion qu'il n'avait pas nommé le jeune homme objet de la confiance, qu'il s'adressait au beau-frère du témoin... et. »

Cette règle n'est toutefois pas inattaquable. La jurisprudence en dégageant la théorie de l'abus des droits, est parvenue à ce résultat que l'exercice d'un droit pouvait engager la responsabilité de son titulaire. Sans revenir sur cette construction qui a été parfaitement expliquée et mise au point par la doctrine moderne (3), rappelons cependant que deux critères sont à la base de cette théorie, le critère intentionnel et le critère fonctionnel. Le premier est caractérisé par l'intention de nuire, le second par le détournement du droit de son but.

(1) Trib. de com. de la Seine, 15 sept. 1891, C. 93.200, note e ; Trib. civ. de la Seine, 18 déc. 1895, loi 20 déc. 1895 ; Paris, 11 déc. 1884, au Sirey, 85.2.164.

(2) S. 92.2.262.

(3) JOSSERAND : *Essai de téléologie juridique, de l'abus des droits et de leur relativité*, note D. 1924.1.97. — SULTAN : *Contribution à l'étude de l'abus des droits*, Thèse, Alger, 1926.

Il est évident que dans la majorité des cas où l'informateur abuse de son droit en donnant des renseignements défavorables exacts, c'est l'intention de nuire qui le guide et motive son action. Il faut cependant remarquer qu'en agissant de la sorte, il détourne aussi de son but le droit qu'il a de renseigner sur autrui. Il doit en user pour rendre service, non pour gêner son prochain (1).

L'esprit qui anime son action, le but qu'il poursuit, légitimement ou non son intervention. C'est ce que confirment des exemples fournis par la jurisprudence. Ces décisions consacrent cette thèse de deux manières, soit en dégageant de toute responsabilité l'auteur de renseignements défavorables exacts que n'animait aucune intention de nuire, soit en le condamnant à réparation dans le cas contraire.

Par un jugement du 15 juin 1905, le tribunal de commerce de Bordeaux (2) a ainsi décidé qu'une compagnie d'assurances ne saurait voir sa responsabilité engagée vis-à-vis de l'agent d'une autre compagnie, à la suite de renseignements défavorables exacts fournis sur celui-ci par elle à la seconde. Ces renseignements donnés par lettre, contenaient bien des restrictions à l'égard de l'agent, mais on ne pouvait relever aucun sentiment de malveillance ou d'hostilité, ni de droit détourné de son but, à raison d'intérêts com-

(1) La théorie de l'abus des droits est reconnue au Code civil Allemand dont l'article 226 est ainsi conçu : « L'exercice d'un droit n'est pas permis lorsqu'il ne peut avoir d'autre but que de causer un dommage à autrui. »

(2) *Moniteur de Bordeaux*, 1905, p. 297.

muns qui unissaient les deux compagnies l'une à l'autre.

Un arrêt particulièrement typique en ce sens a été rendu par la Cour de Paris, le 28 janvier 1915 (1), sur jugement du tribunal civil de la Seine du 2 novembre 1912. Le président de l'Union des églises réformées avait engagé la direction d'une association culturelle de Marseille à ne pas maintenir sur la liste des pasteurs agréés, l'un deux qui y figurait, pour des motifs défavorables exacts. Ce pasteur apparaissant ainsi sous un jour défavorable vis-à-vis de l'opinion et déplacé du poste qui lui était confié, demanda réparation du préjudice matériel et moral qu'il éprouvait. La Cour de Paris rejeta son action en ces termes : « Attendu... qu'en effet, il n'est pas établi qu'en donnant les renseignements dont il s'agit, Monod ait été inspiré par un sentiment d'animosité ou de malveillance, excluant toute idée de l'exercice régulier du droit légitime qu'il tenait de ses fonctions ; qu'enfin il ne paraît pas avoir été guidé par un intérêt personnel, qu'on ne saurait donc trouver dans la lettre incriminée, ni les éléments d'une faute constitutive d'un délit civil ni les éléments d'un quasi-délit, car l'on ne peut non plus attribuer le caractère de quasi-délit à des actes qui rentrent dans l'exercice d'un droit... mais que Monod avait le droit, en sa qualité de président du comité général directeur de l'Union des églises réformées, de faire connaître aux dirigeants de l'église de Marseille, en vue de la sauvegarde des

(1) D. 1916.2.174.

intérêts religieux qui lui étaient confiés une appréciation ne relevant que de sa conscience... »

Il est à remarquer ici que l'élément aggravant, venant de la spontanéité du renseignement, était compensé par la fonction de l'informateur. Cet arrêt a ainsi sur ce point tendance à assimiler ce directeur d'association privée aux fonctionnaires d'Etat dont nous parlerons plus loin (1).

Il n'en est pas de même dans l'espèce suivante soumise successivement au tribunal civil de la Seine le 5 janvier 1911 et à la Cour d'appel de Paris le 7 mars 1912 (2). Une personne, sans avoir reçu aucune demande de renseignements, écrivit spontanément à un père de famille qu'elle ne connaissait aucunement et avec lequel elle n'avait d'ailleurs aucune relation de parenté, que le projet de mariage de sa fille était très dangereux pour celle-ci, en raison des antécédents de son fiancé. Elle reprochait notamment à ce dernier d'avoir maltraité sa première femme, d'être sans fortune et de frayer avec les gens d'un rang social élevé, uniquement pour vivre à leurs dépens. Le mariage eut lieu cependant. Les époux intentèrent alors une action en réparation du préjudice moral qu'ils avaient éprouvé. Le tribunal civil de la Seine refusa de leur donner satisfaction ne voyant rien, disait-il, à reprocher à l'informateur dans sa façon d'agir, qui n'avait pas empêché le projet de mariage d'aboutir. Mais la Cour de Paris le réforma : « Considérant, dit l'arrêt, dans cette situation, qu'il est cer-

(1) Chap. III, § 2.

(2) S. 1913.2.14.

tain que le but de l'intimé était de faire échouer le projet dont le bruit lui était parvenu et que, pour expliquer son intervention, il ne peut fournir ou avouer ni raison, ni prétexte... »

Nous nous bornerons à citer deux décisions où l'intention de nuire de l'informateur est parfaitement évidente et le but unique de son intervention.

Mécontent d'être congédié au bénéfice d'un rival, un employé fit connaître aux patrons qui venaient d'engager celui-ci le passé fort douteux et même les condamnations de leur nouveau domestique. Ce dernier fut aussitôt renvoyé et intenta une action en réparation contre son dénonciateur. Le tribunal civil de la Seine, par un jugement du 16 mars 1897, reconnut le bien-fondé de sa demande et lui accorda des dommages-intérêts en spécifiant que « ...s'il est permis à titre confidentiel de révéler dans quelques circonstances à un patron certaines particularités que l'on connaît sur un employé qui demande un emploi, il ne peut l'être de se faire dans un intérêt personnel et par dépit, l'instigateur du renvoi d'un rival qui a été préféré », le défendeur ayant « obéi en agissant de la sorte à un mobile des plus répréhensibles et qu'il ne saurait dès lors invoquer sa bonne foi, ni l'intérêt de la maison où il a été employé ».

Une affaire analogue à l'une de celles précédemment citées, s'est terminée par la reconnaissance des droits du défendeur devant le tribunal civil du Mans, le 20 mars 1907 (2).

(1) G. P. 1897.2.167.

(2) D. 1907.5.21.

Dans le but de nuire à l'avancement d'un officier supérieur, une personne avait adressé au Grand Orient de France une fiche contenant des appréciations défavorables et malveillantes sur ses opinions politiques et religieuses. Il ne s'ensuivit aucun préjudice matériel pour l'officier ainsi visé, mais un dommage moral du fait que sa réputation et son honnabilité avaient été atteintes et son loyalisme suspecté par ses chefs. Le fait aussi que l'indicateur avait agi spontanément sans mandat, ni qualité, était une raison aggravante motivant très justement les dommages-intérêts qui furent accordés à l'officier.

On trouve ainsi en jurisprudence de nombreux exemples d'imputations ou de renseignements exacts destinés à nuire, détournant nettement de son but le droit de renseigner sur un tiers.



Telles sont, tracées au cours de ces deux chapitres, les grandes lignes de la responsabilité que peut encourir l'informateur qui agit gratuitement, tant à l'égard de son interrogateur que du tiers enquêté, étudiées des points de vue doctrinaux et jurisprudentiels.

Ce ne serait pas, toutefois, donner une entière idée de cette matière que de s'arrêter à ces idées d'ensemble et caractéristiques. Il est, en effet, trois catégories d'informateurs qui, pour des raisons différentes et intéressantes, requièrent un examen spécial.

Ce sont d'abord les employeurs appelés si souvent à donner et à demander des renseignements sur des

employés, qu'il en est résulté une jurisprudence particulièrement abondante et très suivie en pratique.

Ce sont ensuite les fonctionnaires de tous ordres, au sens large et strict de leur définition, et qui sont traités différemment des autres informateurs par les tribunaux, en raison même de leur situation.

Ce sont, enfin, les banquiers et les maisons de banque, au sujet desquels on peut relever sur plusieurs points des divergences notables dans la jurisprudence.

CHAPITRE III

Etude de la responsabilité incombant à certains informateurs

SECTION I

RESPONSABILITE DE L'EMPLOYEUR A RAISON DE RENSEIGNEMENTS FOURNIS SUR SON EX-EMPLOYE

SOMMAIRE :

De semblables renseignements sont souvent donnés par ce que le certificat de moralité n'existe pas en France.

La jurisprudence fait parfois un devoir à l'employeur de se renseigner sur son employé, elle a du moins souvent formulé son droit sur ce point.

§ 1^{er}. — 1° Elle est unanime pour admettre qu'un employeur ne peut encourir de responsabilité vis-à-vis de son interrogateur quand il fournit de bonne foi et sans faute lourde des renseignements inexacts sur son ex-employé.

2° Il en est autrement au cas de mauvaise foi ou de faute lourde.

§ 2. — Elle pose en principe qu'un employeur ne peut encourir de responsabilité vis-à-vis de son ancien employé quand il fournit sur son compte des renseignements défa-

vorables et exacts, étant admis que tout renseignement inexact engage sa responsabilité.

Mais quand le patron « abuse de son droit » en donnant des renseignements défavorables et exacts dans le but de nuire au tiers enquêté, il encourt une responsabilité vis-à-vis de celui-ci.

Le fait de provoquer ces renseignements équivaut à un abus de droit.

Un tiers peut se rendre coupable « d'abus de droit » quand il provoque de la part d'un patron un geste injustifié à l'égard de l'employé.

I.

Il est extrêmement fréquent qu'un employeur fournisse des renseignements sur son ex-employé, tant au point de vue de sa capacité au travail que de sa moralité.

Généralement le patron chez lequel se présente le postulant d'un emploi ne se contente pas des références qui peuvent lui être montrées, surtout quand le travail à faire requiert de celui qui l'accomplit de sérieuses qualités techniques ou des garanties de probité.

Le meilleur moyen pour le maître de connaître les mérites du sollicitant, c'est évidemment quand il le peut faire de se renseigner près de l'ancien patron.

Cette façon de procéder est notamment d'un usage courant dans le recrutement des gens de maison auxquels le maître doit accorder souvent une grande confiance. La plupart des litiges recueillis dans la jurisprudence ont d'ailleurs été soulevés au sujet de ces derniers.

Il arrive parfois que l'ancien patron n'attende pas la demande du nouvel employeur et que spontanément, soit par devoir de conscience, soit même dans l'intérêt de l'employé, il le mette en garde contre ce dernier ou lui fasse état de ses bons services.

L'attitude de tous les maîtres en cette matière n'est point la conséquence d'une vieille habitude, elle répond à de réels besoins. Cette remarque exprimée dans un arrêt de la Cour d'appel de Chambéry, le 21 juin 1878 (1), est toujours vraie : « Aucune disposition de la loi ne prescrit au patron ou au maître de délivrer à l'ouvrier ou au serviteur sortant une attestation de probité ou de moralité. »

La législation française n'a pas maintenu cet état de choses par omission, mais elle a toujours refusé formellement à tout salarié le droit à ce certificat, tandis que certaines législations, comme celle de l'Allemagne, en vertu de l'article 73 du Code de commerce, exigent à la fin du contrat de travail la remise à l'employé d'un certificat de probité et de moralité.

Aussi bien dans la loi du 2 juillet 1890, qui abrogeait le livret ouvrier que lors de la codification des lois du travail réalisée le 28 décembre 1910, le législateur français a manifestement maintenu son point de vue, en consacrant l'obligation pour les patrons de délivrer un certificat de congé.

Il s'est conformé en cela à la tradition, on trouve déjà le droit de l'ouvrier au certificat de congé inscrit dans le règlement pour la police générale de 1667. Les lois du 22 germinal an XI et du 28 juin 1854 con-

(1) 578-2-231.

firmèrent cette disposition en exigeant sa rédaction sur le livret de l'ouvrier et en prohibant toute annotation favorable ou défavorable à ce dernier.

C'est très justement que l'arrêt précité de Chambéry s'appuie aussi sur ses considérations historiques pour repousser les prétentions du salarié au certificat de probité et de moralité, en disant : « Attendu que ce droit non seulement n'a pas été donné par la loi, mais que, au contraire, aussi loin que l'on remonte dans la législation, on trouve une telle prétention réprouvée par les lois et règlements intervenus à des époques diverses sur cette matière. »

Comme nous l'avons dit plus haut, la loi du 2 juillet 1890 n'a, ni en droit, ni en fait, modifié ces dispositions.

C'est dans son article 3 devenu aujourd'hui l'article 24 du Livre I^{er}, au titre II du Code du travail, qu'elle exige en ces termes, du patron, la remise au salarié qui cesse de travailler pour lui, d'un certificat : « Toute personne qui engage ses services peut, à l'expiration du contrat, exiger de celui à qui elle les a loués, sous peine de dommages-intérêts, un certificat contenant exclusivement la date de son entrée, celle de sa sortie et l'espèce de travail auquel elle a été employée. »

Il est à remarquer que même avant de faire partie du Code du travail, la loi du 2 juillet 1890 était considérée par la doctrine et la jurisprudence comme une disposition d'ordre général, s'appliquant à tous les contrats de louage de services bien que, dans sa rubrique, elle parût seulement viser les ouvriers.

L'attitude du législateur français, permettant uniquement la délivrance d'un certificat d'acquit des engagements du salarié, est très compréhensible.

Si ce dernier avait, en effet, le droit d'exiger une attestation favorable, il s'ensuivrait nécessairement pour le patron, celui d'en inscrire, à côté, une défavorable s'il le jugeait à propos. C'est alors que de nombreux conflits seraient à craindre, d'autant plus que les contestations qui ne manqueraient point de se produire s'élèveraient précisément à la fin du contrat.

Le maître est donc ainsi lié, et dans l'impossibilité d'émettre son entière appréciation sur le salarié qui le quitte. Il s'expose, en effet, à des dommages-intérêts quand il inscrit une annotation défavorable, sans même causer de préjudice. D'autre part, en toutes circonstances, il est astreint sous les mêmes sanctions à la délivrance du certificat de congé sur la simple demande du salarié. La conséquence directe de ces prescriptions, c'est que de nombreux salariés recherchant du travail se présentent sans aucunes références personnelles.

Bien plus, quand un employé est muni d'un certificat contenant seulement les trois indications exigées par la loi, il est généralement jugé peu digne d'intérêt près du patron auquel il se présente. L'habitude s'étant créée de considérer qu'un certificat ainsi rédigé est une marque de défaveur.

Par ailleurs, s'il contient des éloges souvent succincts, le maître tient à s'assurer de leur justesse et en même temps à connaître les points faibles de son porteur.

C'est ainsi que l'usage a continué la pratique des demandes de renseignements soutenu en cela par la jurisprudence. Ceci s'explique d'ailleurs fort bien devant la rigueur croissante des règles de la responsabilité du fait des commis et préposés.

On peut relever ici plusieurs arrêts qui sont de nature à encourager les employeurs à s'enquérir des précédents de ceux dont ils louent les services.

Un arrêt rendu par la Cour de Dijon, le 23 avril 1869 (1), fait tacitement un devoir de cette enquête préalable. Un industriel avait accepté dans ses ateliers de verrerie un ouvrier infecté d'un virus ; il le communiqua à un de ses compagnons de travail, lequel demanda à son patron des dommages-intérêts en réparation du préjudice qui lui avait été ainsi causé. Ce dernier fut condamné notamment parce que s'il avait demandé à l'employeur précédent des renseignements sur l'ouvrier malade, il eût connu le danger, ce qui est exprimé en ces termes : « Considérant... que le libre choix des ouvriers appartenant au maître... si le maître a trop légèrement donné sa confiance ou n'a pas pris de renseignements suffisants sur la moralité ou la capacité de celui qu'il introduit dans sa maison au préjudice d'autrui, il doit réparer le mal qu'il pouvait conjurer d'avance... qu'il eût été facile à Masson de demander et d'obtenir des renseignements sur un fait aussi flagrant... qu'en l'admettant dans son établissement sans s'être informé de ses antécédents, Masson ne peut se soustraire à la

(1) D. 69.2.148.

garantie que lui impose la loi et la plus vulgaire équité envers la victime. »

D'autres décisions plus récentes prouvent que la jurisprudence maintient cette façon de juger, en libérant de toute responsabilité le patron qui a engagé après enquête un employé coupable de délit vis-à-vis de tiers, ou celui qui a donné des renseignements défavorables exacts à un autre employeur.

Dans le premier cas un garçon de laboratoire ayant été complice d'un vol au préjudice d'un voisin habitant la même maison que son patron, fut débouté de son action en réparation par un jugement du tribunal civil de la Seine le 18 mars 1896 (1). Il faut noter, dit celui-ci, « que cet individu n'avait pas de casier judiciaire, que Beynet l'a engagé sur des renseignements satisfaisants donnés par un pharmacien en gros... que dès lors, en engageant cet individu Beynet n'a pas commis une imprudence ».

Un jugement du même tribunal civil de la Seine rendu le 26 novembre 1919 (2), pose en principe le droit des patrons à donner des renseignements complets sur leurs anciens employés en ces termes : « Attendu que si regrettables qu'aient pu être pour L... les conséquences des renseignements ainsi donnés, il n'apparaît pas qu'en les donnant les représentants de la société défenderesse aient dépassé le droit appartenant à tout employeur de fournir à ceux qui les sollicitent des renseignements confidentiels destinés à éclairer ceux qui désirent utiliser les services d'un ancien employé sur la qualité et les défauts profes-

(1) D. 96.2.695.

(2) G. P. 1920.1.193 .

sionnels de celui-ci... Attendu, en droit, que les renseignements confidentiels donnés sans publicité par un patron ne sauraient engager sa responsabilité lorsqu'ils présentent un caractère de bonne foi et de sincérité exclusif de toute faute » et par suite, il déclare le demandeur « sans droit aucun à en faire grief aux défendeurs ».

Malgré la bienveillance quasi-unanime des tribunaux en cette matière, il n'en est pas moins certain que l'employeur qui fournit des renseignements sur son ex-employé peut engager sa responsabilité vis-à-vis de l'interrogateur ou du tiers enquêté.

S'il se trouve dans cette situation, il ne peut s'en prendre qu'à lui-même, comme l'ont écrit M. Baudry-Lacantinerie et Wahl (1) : « Un tiers ne peut forcer le patron à lui donner des renseignements sur le salarié ; ce droit notamment n'appartient pas au tiers qui veut avant d'engager le salarié, savoir si l'ancien patron de ce dernier a été satisfait de ses services. En effet, aucun texte n'oblige une personne à communiquer ce qu'elle sait sur une autre personne et une obligation de cette nature serait contraire au principe de la liberté individuelle. D'ailleurs, les renseignements communiqués pouvant être de nature à engager la responsabilité du patron vis-à-vis de son ancien salarié, on ne peut le forcer à assumer cette responsabilité. »

Nous allons étudier d'abord la responsabilité omise dans le texte précédent et que peut encourir le patron vis-à-vis de son interrogateur en distinguant avec la

(1) BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, T. II, n^{os} 2852 et s.

jurisprudence, les renseignements livrés de bonne foi, de ceux donnés de mauvaise foi.

§ 1^{er}. — *Responsabilité du patron vis-à-vis de son interrogateur*

1° L'employeur fournit à l'interrogateur des renseignements de bonne foi.

La jurisprudence est unanime pour admettre qu'en principe un employeur ne peut encourir de responsabilité vis-à-vis de son interrogateur quand il fournit de bonne foi et sans faute lourde des renseignements inexacts sur son ex-employé.

Cette question de la responsabilité du patron a été surtout soulevée quand celui-ci avait spontanément renseigné un tiers sur son ex-employé en le recommandant dans la plupart des cas. On peut relever sur ce point bon nombre de décisions déjà anciennes d'ailleurs.

Nous nous bornerons à citer un arrêt de la Cour de Limoges du 6 janvier 1877, confirmé par la Chambre des Requêtes le 27 février 1878 (1).

Sur la foi de renseignements donnés par un sieur Roussel, les dames Certaut et Gordien avaient pris à leur service un certain Guillois qui bientôt se rendit coupable de détournements à leur préjudice. Afin de recouvrer le montant de leurs pertes, elles engagèrent un procès pour faire déclarer Roussel responsable et tenu de les rembourser. La Cour de Limoges les déboula de leur demande en ces termes : « Consi-

(1) S. 1878.1.323.

dérant que c'est par un sentiment de pure obligeance et sans aucun intérêt, ni pour lui-même, ni pour la compagnie d'Orléans que Roussel a désigné Guillois aux appelantes qui ont, en effet, chargé ce dernier de recevoir les sommes qui leur étaient adressées en remplacement de leurs marchandises... qu'il a recommandé Guillois parce qu'il le croyait honnête, que sa bonne foi a été hautement proclamée, que son honorabilité bien connue le met d'ailleurs au-dessus même du soupçon. »

2° L'employeur fournit à l'interrogateur des renseignements de mauvaise foi.

La tendance des tribunaux dans l'hypothèse présente est d'aggraver la responsabilité des employeurs quand leur bonne foi n'est pas absolument établie et à plus forte raison quand ils ont agi de mauvaise foi.

Il ne semble pas que l'Ancien droit ait voulu faire cette distinction, si l'on s'en rapporte à un arrêt du Parlement de Paris rendu le 12 février 1559 (1).

Un médecin du roi avait recommandé au marquis de Pisani un maître d'hôtel en le présentant comme « un homme de bien et d'honneur ». Vingt jours plus tard, celui-ci disparut après avoir dérobé des bijoux d'une valeur de trois mille écus. Le marquis de Pisani fut débouté de son action dirigée contre le médecin recommandant. L'arrêt déclara que celui-ci n'était pas tenu de ces faits ni directement, ni indirectement. On ne peut cependant placer cette décision sur le même plan que celles rendues de nos jours : les juges

(1) Répertoire DALLOZ, au mot Cautionnement - citant Papon, liv. 10, T. 4, n° 12.

de notre ancien droit n'ayant pas envisagé cette question au point de vue délictuel, mais ayant avant tout cherché à savoir si le médecin avait entendu se porter caution.

Deux affaires que Laurent lui-même a rapportées ont définitivement fixé la jurisprudence dans la voie qu'elle n'a cessé de suivre depuis, pour déterminer la responsabilité du patron qui agit de mauvaise foi ou commet une faute lourde équipollente au dol, en recommandant un employé.

Dans la première, jugée par la Cour d'appel de Paris, le 26 juillet 1869 (1), un individu condamné pour vol à cinq ans de prison et à cinq ans de surveillance avait spontanément été recommandé par un négociant pour le compte duquel il avait travaillé, comme méritant toute confiance. Il se rendit bientôt coupable de détournements au préjudice de son nouvel employeur, qui lui avait confié la direction d'un important établissement commercial à Anvers. La Cour de Paris, sur la demande de la victime, déclara le recommandant responsable des soustractions ainsi commises, considérant que le fait d'avoir passé sous silence les condamnations antérieures de ce préposé infidèle constituait une imprudence préjudiciable au demandeur auquel il devait par suite réparation.

La seconde espèce sanctionnée le 12 février 1869 (2) par un arrêt de la Cour d'appel de Bordeaux est analogue:

Sur les instances réitérées d'un sieur Racaud, qui présentait son préposé comme « laborieux, intelligent,

(1) D. 70.2.150.

(2) D. 70.2.150.

voyageur habile, doué d'une bonne nature et susceptible de s'attacher à une maison » les frères Lagache qui ne le connaissaient nullement le prirent à leur service. Ayant commis des actes d'improbité à l'égard de ses nouveaux patrons, il fut congédié et ceux-ci intentèrent une instance contre Racaud pour le faire déclarer personnellement tenu de les indemniser des dommages résultant de cette infidélité. Racaud excipa de sa bonne foi, mais les demandeurs ayant pu établir qu'à la suite de sa recommandation, il avait eu connaissance de détournements faits par son ancien commis au préjudice de patrons antérieurs et au sien propre, la Cour lui imposa réparation du préjudice subi par les frères Lagache pour n'avoir pas modifié son impression et avoir commis la faute de garder le silence devant ces révélations.

Il résulte de ceci que le recommandant de bonne foi qui ne commet aucune faute ne peut voir sa responsabilité engagée. C'est ce que confirme directement, en ces termes, un arrêt de la Cour d'Aix du 17 février 1881 (1) : « Le fait de présenter et de recommander quelqu'un ne saurait être en lui-même une cause de responsabilité, quand il n'est pas accompagné de mauvaise foi et n'est pas une manœuvre accomplie en vue d'induire un tiers sciemment en erreur. »

A ces renseignements fournis spontanément, il faut assimiler les certificats inexacts dits de complaisance que peuvent délivrer certains employeurs peu scrupuleux, le plus souvent pour favoriser leur porteur. Un jugement du tribunal de commerce de la Seine,

(1) S. 81.2.103.

rendu le 19 octobre 1898 (1), nous donne un exemple et condamne ainsi le rédacteur d'une semblable attestation : « Considérant que Tison a donné sciemment un certificat inexact et de pure complaisance audit sieur Halley, afin de lui permettre de trouver une place dans la maison de Gény, que notamment il a certifié l'avoir eu à son service du 1^{er} juillet 1893 au 31 janvier 1896, alors que l'instruction a révélé que cette déclaration était absolument fausse, qu'il est certain qu'en recommandant Halley et en disant qu'il n'avait eu qu'à se louer de ses services, Tison a volontairement cherché à égarer la religion de Gény, qu'il apparaît que des renseignements donnés dans de semblables conditions engagent la responsabilité de leur auteur. »

Les décisions qu'il nous a été possible de relever sont en réalité peu nombreuses, la raison en est tout simplement ce fait que la responsabilité de l'employeur est généralement mise en jeu, non par l'interrogateur lui-même, mais par l'employé enquêté, à propos duquel des renseignements défavorables ont été donnés. Nous touchons ici le point le plus intéressant et important de cette étude.

§ 2. — *Responsabilité du patron vis-à-vis de l'employé*

La question de la responsabilité du patron à l'égard de son ancien employé, en raison de renseignements fournis par lui sur le compte de ce dernier, s'est posée en jurisprudence d'une façon toute particulière.

(1) G. P. 99.1.108.

Les litiges portés devant les tribunaux malgré les différences de fait qui caractérisent chaque espèce donnée, se présentent en réalité sous la même forme et ont pour objet unique le même point de vue qu'on peut ainsi formuler et résumer : Quelle responsabilité peut encourir un patron de la part de son ancien employé quand il a fourni sur son compte des renseignements défavorables et exacts ?

Juridiquement d'ailleurs, le problème ne pouvait paraître sous un autre angle. Comme nous l'avons démontré précédemment en raison de la nature délicate encourue par l'informateur en pareille hypothèse, il n'est pas possible au cas où les renseignements ont été donnés inexacts de faire une distinction entre celui qui les a communiqués de bonne foi et celui que la seule mauvaise foi a fait agir. La moindre faute ou imprudence permettant, en effet, l'application des articles 1382 et 1383 qui exigent la réparation de tout préjudice ainsi subi. Il est indéniable que l'employé sur lequel il a été donné à tort des renseignements inexacts, a droit, vu le dommage au moins moral que lui cause toujours de semblables affirmations, à une réparation déterminée quelle qu'ait été la foi de celui qui l'a ainsi apprécié. Il est inutile d'insister plus longtemps sur ce point qui n'est qu'une application du principe que nous avons émis au chapitre précédent. Il serait du moins intéressant de savoir si ici la jurisprudence aurait appliqué intégralement les principes de la responsabilité délicate, mais à notre connaissance il n'existe pas de décisions envisageant cette hypothèse.

Elle a toujours soutenu que le fait par un patron de donner de bonne foi et sans faute des renseignements défavorables exacts sur un employé, ne pouvait entraîner aucune réparation en dommages-intérêts au profit de ce dernier.

Parmi les très nombreuses décisions qui ont statué sur ce sujet, il en est une particulièrement nette de la Chambre des Requêtes en date du 14 novembre 1910 (1). Une personne ayant pris à son service un sieur Perrin, s'informa près de son ancien patron Huchet, des motifs qui avaient amené son renvoi. Huchet répondit que Perrin avait non seulement jeté la discorde sur son chantier, mais encore poussé ses ouvriers à se mettre en grève. Congédié à la suite de ces renseignements, Perrin intenta contre Huchet une action en réparation du préjudice que la perte de son emploi lui occasionnait, la Chambre des Requêtes la rejeta : « Attendu, dit-elle, que ce renseignement confidentiel a été donné avec une entière bonne foi et une sincérité exclusive de toute intention de nuire, que de l'ensemble de ces constatations impliquant que Huchet avait procédé sans imprudence, ni légèreté, les juges du fond ont pu légitimement conclure que la communication faite par Huchet concernant Perrin ne constituait point une faute susceptible d'engager sa responsabilité. »

Des décisions prises par d'autres juridictions sont également significatives. Un jugement du tribunal civil de la Seine en date du 17 mars 1900 (2), à pro-

(1) D. 1911.1.64.

(2) G. P. 1900.1.706.

pos de renseignements se terminant par un engagement à surveiller une domestique déclare nettement « que ces renseignements principalement favorables présentent un caractère de bonne foi et de sincérité exclusif de toute faute ; que la recommandation finale relative à la surveillance est un avis donné consciencieusement sans intention de nuire autant dans l'intérêt de la postulante que de la domestique, etc. »

Même solution aussi dans un jugement rendu le 9 février 1893 par le tribunal de paix de Paris (1), sur la demande en réparation formulée par une servante contre ses anciens patrons qui furent dégagés de toute responsabilité : « Attendu, dit le jugement, que les sieur et dame Geibel arguent de leur bonne foi et prétendent avoir simplement accompli un devoir en dévoilant la conduite de la dame Lerch... Attendu qu'en pareille circonstance la sincérité est exclusive de toute responsabilité. »

Une semblable solution est exprimée « a contrario » dans un jugement rendu par le tribunal civil de la Seine (2), le 16 décembre 1909, où il est dit, en effet : « que de ce qu'un renseignement a été donné confidentiellement sur le compte d'un ex-domestique, il ne s'ensuit qu'aucune responsabilité ne peut être encourue et qu'il est nécessaire pour que la responsabilité du maître ne puisse être engagée, que ce renseignement présente un caractère de bonne foi et de sincérité exclusive de toute faute. »

(1) G. P. 93.1, supp. 50 ; G. T. 1900.2.2.192.

(2) G. P. 1910.1, R. 27.

Cette formule a l'avantage sur les précédentes de mettre en lumière quelles conditions la jurisprudence requiert pour déclarer engagée la responsabilité du patron à raison de renseignements défavorables exacts fournis sur un ex-employé. Une seule suffit, l'absence de bonne foi, c'est-à-dire l'intention de nuire à l'enquête. C'est là une forme de l'abus de droit et de nombreuses décisions nous montrent sur ce point les différents aspects sous lesquels cet abus peut se manifester.

Le patron qui a donné des renseignements ainsi défavorables et exacts au sujet de son ex-employé peut d'abord manifester son intention de lui nuire en manquant de discrétion et en faisant connaître à quiconque ce que normalement le seul employeur était appelé à savoir. La jurisprudence insiste tout spécialement sur le caractère confidentiel que doivent avoir de semblables communications. Par suite, elle n'exige pas chez l'employeur qui n'est pas discret, l'intention de nuire pour engager sa responsabilité. Ce faisant, il manque, en effet, à une obligation principale et commet une faute délictuelle.

Un jugement du tribunal civil de la Seine en date du 8 mars 1907 (1) traduit exactement l'attitude de la jurisprudence à ce sujet. Une maîtresse de maison avait donné un bon certificat à une servante à la cessation de ses services. La personne chez laquelle cette dernière avait trouvé un emploi vint consulter cette maîtresse de maison pour être éclairée en tous points sur sa nouvelle employée. L'informatrice lui

(1) *Gaz. des tribunaux*, 9 mars 1907.

dit chez elle et confidentiellement tous les renseignements exacts, qu'elle jugeait utile de faire connaître. Le jugement constate que ce faisant elle avait licitement agi, sans aucunement engager sa responsabilité. Mais elle ne se contenta pas de fournir ces renseignements à une seule personne. Et c'est là que commence l'abus qu'elle fit de son droit. Elle tint les mêmes propos à nombre de personnes nullement intéressées et totalement étrangères aux faits et gestes de son ancienne servante et le jugement cite notamment, pour justifier la réparation qu'il accorda à celle-ci, une « porteuse de pain » et « une couturière ».

Il est une autre manière pour un patron de nuire intentionnellement à son ex-employé, c'est de provoquer directement une demande de renseignements sur le compte de ce dernier, d'une manière quelconque et notamment par la voie de la presse. Un exemple nous en est donné dans une espèce jugée le 9 mars 1897 (1) par la Cour d'appel de Paris.

Un patron qui avait eu à son service un certain commis, fit savoir, quand celui-ci eut cessé de travailler chez lui, par un journal corporatif, qu'il désirait avoir un entretien avec son employeur.

La cour jugea sur l'action intentée par le commis, qu'il est seulement licite de donner des renseignements confidentiels, et qu'il n'appartient pas au patron de les provoquer, encore moins de le faire en termes ambigus propres à jeter le discrédit sur l'employé qu'ils concernent. Elle ajouta que le certificat donné

(1) *Le Droit*, 22 juillet 1897.

auparavant élogieux, rendait cet avis inutile et inexplicable et que la loi de 1890 devenait illusoire s'il était possible de provoquer le public à se procurer des renseignements spéciaux, concernant des ouvriers déterminés.

Une affaire analogue a été soumise à la Chambre des Requêtes le 16 juin 1896 (1). Un sieur Lheureux ayant donné sa démission de directeur d'une usine à gaz, accepta les mêmes fonctions dans un autre établissement. Dès qu'ils apprirent son remplacement, ses anciens patrons signalèrent aux nouveaux les faits dont ils croyaient avoir à se plaindre de sa part. Il fut bientôt congédié, mais il intenta une demande en réparation contre les auteurs de son renvoi qui avaient par ailleurs porté contre lui au Parquet une plainte suivie d'un non-lieu.

La Chambre des Requêtes, confirmant un arrêt de la Cour de Paris, lui accorda des dommages-intérêts en raison même de l'abus de droit commis par ses anciens patrons : « Attendu, dit l'arrêt, que Georgi a par ses agissements, causé à Lheureux un préjudice dont celui-ci est fondé à demander réparation, que vainement les exposants soutiennent qu'ils ont agi dans les limites de leur droit et que l'arrêt attaqué n'a constaté le caractère abusif des faits sur lesquels il a basé leur responsabilité, ni recherché la nature du prétendu préjudice éprouvé par Lheureux... la Cour de Paris a suffisamment indiqué que les faits par elle retenus avaient été inspirés par une pensée malveillante excluant toute idée de l'exercice régulier

(1) S. 97.1.317.

d'un droit légitime et que le préjudice éprouvé par le défendeur éventuel était bien réellement celui dont il demandait la réparation. »

Il est une autre forme d'abus de droit dont peut souffrir un employé à l'occasion de son congédiement par son employeur. Mais dans ce cas, si la victime intente une action en réparation du préjudice subi par lui, celle-ci ne sera pas dirigée contre le patron, mais contre la personne qui a motivé son geste de renvoi.

Cette situation se présente lorsqu'un patron a congédié son employé à la suite d'une réclamation ou d'une plainte formulée à l'égard de ce dernier par une personne n'ayant pas été satisfaite de ses services. La question se pose alors de savoir si l'employé peut demander au plaignant la réparation du préjudice que lui a causé son renvoi.

Elle a été soulevée devant le tribunal civil de la Seine, qui d'ailleurs par un jugement du 29 mars 1926 (1) a répondu que dans l'espèce soumise il n'y avait pas lieu de retenir l'action intentée par l'employé congédié, qui avait précédemment obtenu gain de cause devant le tribunal de paix du 7^e arrondissement de Paris, par un jugement du 5 décembre 1924.

La sentence des juges du tribunal civil est toutefois la seule à retenir. Il s'agissait d'un porteur d'une agence qui en gare des Invalides avait violemment bousculé et injurié un voyageur à la descente du train, faits qui motivaient entièrement le renvoi qui s'ensuivit pour lui.

(1) D. 1928.2.68, note Nast.

La question de l'abus du droit de se plaindre d'un employé ne se posait donc pas.

Mais il est certain que comme tout autre ce droit est limité et que dans la mesure où l'acte du plaignant révèle un caractère abusif, il peut engager sa responsabilité. Ce serait le cas dans toute réclamation outrée malveillante ou simplement légère entraînant un préjudice grave, comme le renvoi, quand celui dont elle est l'objet a commis une erreur sans conséquence ou s'est rendu coupable d'une défaillance quasi-involontaire aussitôt ressaisie. En pareille circonstance, il suffirait alors à la victime de prouver l'usage abusif de son droit par le plaignant pour que celui-ci fût déclaré responsable de son imprudence ou de sa légèreté, selon les principes des articles 1382 et 1383 du Code civil. Le patron n'étant nullement inquieté puisqu'il a été amené à prendre une sanction sur la foi des renseignements injustifiés fournis par le plaignant.

SECTION II

*RESPONSABILITE DES FONCTIONNAIRES
A RAISON DE RENSEIGNEMENTS FOURNIS
PAR EUX SUR DES TIERS*

SOMMAIRE :

Etudes successives de la responsabilité que peuvent encourir d'après la jurisprudence :

1° Les fonctionnaires proprement dits.

2° Les officiers publics.

3° Les officiers ministériels.

Deux idées principales se dégagent à propos de chacun d'eux :

1° Protection évidente au cas de bonne foi et sanction plus sévère qu'à tout autre informateur au cas de mauvaise foi.

2° Protection évidente lorsqu'ils agissent sur l'ordre d'un supérieur et sanction plus sévère qu'à tout autre informateur quand, répondant à la demande d'un simple particulier, ils commettent une erreur.

§ 1^{er}

Sous cette rubrique, nous ne parlerons pas seulement des fonctionnaires au sens strict des définitions qu'on en donne en droit administratif, mais aussi de certains autres, comme les officiers publics et ministériels qui, par le rôle ou la fonction même qu'ils remplissent, font partie du cadre administratif de nos institutions.

La jurisprudence, d'ailleurs, a tendance à les assimiler aux fonctionnaires proprement dits au point

de vue de la responsabilité qu'ils peuvent encourir à raison de renseignements fournis par eux sur des tiers.

Les arrêts sont ici en nombre fort restreint, mais assez caractéristiques et importants pour permettre de se faire une opinion sérieuse sur l'attitude des tribunaux.

Nous serons amenés dans cette étude à distinguer les renseignements fournis à la suite de la demande d'un particulier, de ceux donnés suivant un ordre d'un supérieur hiérarchique.

Il ne semble pas qu'il y ait eu de litige soulevé au sujet de la responsabilité de l'informateur à l'égard de l'interrogateur. Les décisions recueillies ont, en effet, été rendues à la suite d'une action en réparation intentée par le tiers enquêté.

Il est certain que dans l'hypothèse d'une action venant de l'interrogateur, l'étendue de la responsabilité du fonctionnaire varierait selon que la dation de renseignements aurait été faite à la suite d'un ordre ou d'une simple demande.

Dans le premier cas, il pourrait y avoir lieu de relever une faute de service à laquelle il faudrait appliquer les règles propres du droit administratif.

Dans le second, en présence d'un fait purement personnel, puisque généralement en dehors du service même incombant au fonctionnaire, il est à présumer que les juges se montreraient à son égard plus sévères qu'à l'encontre d'un simple particulier en raison de sa qualité, alors que, comme tout autre informateur, il était libre de ne point répondre.

En résumé, il n'est pas douteux que dans cette hypothèse, la jurisprudence suivrait les principes qu'elle a appliqués quand elle a statué sur la responsabilité encourue vis-à-vis du tiers enquêté.

Comme cela résulte des décisions étudiées plus loin, elle s'est efforcée alors de dégager le fonctionnaire de toute responsabilité ; même au cas de préjudice causé aux tiers par sa faute quand il a agi sur l'ordre d'un supérieur.

Au contraire, si le renseignement a été fourni par lui à la suite d'une demande et que ce faisant il s'est rendu coupable d'une faute même légère, elle considère alors sa responsabilité engagée en raison de sa qualité, jugeant en l'occurrence son obligation plus stricte que celle d'un informateur quelconque.

Ces constatations résultent également des décisions rendues à propos des fonctionnaires proprement dits, des officiers publics et ministériels.

A

Le principal arrêt concernant un fonctionnaire est aussi le seul intéressant le cas de renseignements fournis sur l'ordre d'un supérieur. Il eût un certain retentissement lorsqu'il fut rendu par la Cour de Bordeaux, le 23 mars 1903 (1), et l'appréciation qu'en donna M. Charmont dans une note à la « *Revue critique et de législation* » (2) traduisait sans doute les objections que pouvait formuler la doctrine.

(1) S. 1904.2.166.

(2) *Revue critique*, 1904.

L'affaire soumise aux juges d'appel était la suivante :

Un jeune homme qui avait demandé à prendre part au concours ouvert aux candidats à l'emploi de percepteur surnuméraire, reçut l'avis officiel « que le ministre des Finances, après examen de son dossier, n'avait pas cru devoir autoriser son inscription ». A la suite de cette réponse, des démarches ayant été faites pour obtenir cependant son admission sur la liste des candidats, on lui fit savoir qu'il était absolument inutile d'insister et de faire agir d'autres influences en raison de faits dont il avait été l'auteur et qu'avait révélés un percepteur chez lequel il avait travaillé pendant six ans.

Ce dernier, interrogé, déclara qu'en effet, à un ordre du préfet du Lot, de lui fournir des renseignements sur le compte de son employé, il avait répondu s'en être séparé à la suite « d'une indélicatesse » dont celui-ci s'était rendu coupable à son égard, et à un moment où il lui aurait été particulièrement utile d'être secondé. Mis en demeure de s'expliquer sur le sens de sa communication, le percepteur ajouta qu'il n'avait nullement voulu parler d'un fait d'improbité, mais d'une indiscrétion, dont le jeune homme se défendit aussitôt.

Celui-ci intenta alors contre son ancien patron une action en réparation du préjudice qui lui avait été ainsi injustement causé, puisque sa carrière se trouvait brisée. Après avoir ordonné une enquête, le tribunal civil de Cahors, par un jugement du 11 août 1902 (1), lui donna satisfaction, invoquant notamment

(1) S. 1904.2.166.

les motifs suivants : « Attendu... qu'il est certain, en effet, de dire de quelqu'un qu'il est « indélicat » ou qu'il a commis des « actes d'indélicatesse » c'est porter atteinte à son honneur et à sa considération... qu'une telle imputation est de nature à lui occasionner un préjudice matériel ou moral, qu'elle peut donc malgré la bonne foi de son auteur donner ouverture à l'action tirée des dispositions de l'article 1382 et qu'il faut reconnaître que dans le cas actuel cette imputation aurait constitué une faute d'autant plus lourde qu'elle visait un candidat à des fonctions dans l'Administration des finances et que B... ne pouvait ignorer — puisqu'il l'aurait lui-même reconnu, que la conduite de C... était à cet égard exempte de reproche. »

Le percepteur en appela à la Cour de Bordeaux qui infirma le jugement du tribunal civil de Cahors par un arrêt où elle déclara qu'aucune faute ne pouvait être relevée à la charge du fonctionnaire. Les motifs en sont peut-être longs à citer, mais très caractéristiques, les seuls d'ailleurs exprimés sur ce sujet dans toute la jurisprudence.

« Attendu que le sieur B... déférant aux instructions de son supérieur hiérarchique auquel il était tenu d'obéir et remplissant par suite un acte de sa fonction... qu'il est hors de doute qu'un préfet accomplit un acte administratif lorsqu'il adresse à un fonctionnaire placé sous ses ordres une demande de renseignements sur un candidat à une fonction publique, que de même un percepteur qui a eu pour employé ce candidat accomplit un acte administratif en fournis-

sant confidentiellement au préfet de son département les renseignements demandés.

« Attendu que les renseignements ainsi transmis de bonne foi par un fonctionnaire ne relèvent que de sa conscience et de l'autorité de ses chefs, mais ne sauraient entraîner contre lui une responsabilité civile, qu'il en serait autrement que s'il était démontré que ce fonctionnaire s'est rendu coupable, dans l'accomplissement de ses fonctions, d'un acte personnel constituant un fait délictueux ou une faute lourde, assimilable au dol..., et que des dommages-intérêts pourraient alors être demandés à son auteur devant la juridiction ordinaire par application des articles 1382 et suivants du Code civil. »

« Qu'il appartenait aux supérieurs hiérarchiques de B..., de demander à ce percepteur, s'ils le jugeaient utile, de préciser les faits reprochés à C..., mais que B..., en donnant ces renseignements administratifs, n'a commis aucune faute pouvant engager sa responsabilité civile. »

Il est certain, comme l'a fait remarquer M. Charmont dans son article précité, que cette solution ne satisfait nullement l'équité. Est-elle au moins en accord avec les principes juridiques résultant de l'article 1382 ? Non plus, car le jeune homme a subi et un préjudice matériel et un préjudice moral en raison de l'imprudence évidente du percepteur qui avait rédigé une réponse à la légère.

Cet arrêt n'est pas d'ailleurs conforme à ceux de la jurisprudence rendus en matière de renseignements fournis par des patrons sur leurs ex-employés, qui ont souvent obtenu gain de cause à raison de préju-

dices seulement matériels ou moraux et moins patents.

Les rédacteurs de l'arrêt ont d'ailleurs fort bien vu ce que leur construction avait de faible, aussi ont-ils multiplié les arguments pouvant la justifier. Après avoir invoqué une bonne foi — que rien ne prouve — ils font état de l'ordre qui enjoignait au percepteur de renseigner ses supérieurs hiérarchiques. S'ils avaient été vraiment convaincus de l'exactitude de cette solution, ils s'en seraient tenus à cette dernière constatation, mais pour affirmer qu'aucune responsabilité n'a été encourue, ils rejettent la faute — si faute il y a — ce qu'ils ne disent point — sur les supérieurs hiérarchiques qui n'ont pas jugé à propos d'éclaircir le sens du mot indélicatesse.

En réalité, les juges ont voulu d'abord protéger un fonctionnaire dans l'exercice de son activité et pour cela ils ont dérogé à leur jurisprudence habituelle.

C'est la conclusion principale qu'il importe de retenir en la matière présente, mais ce n'est qu'une indication, car les recueils de jurisprudence ne contiennent pas de décisions autres, prises en de pareilles circonstances.

§ 2

Les officiers publics les plus sollicités en matière de renseignements fournis sur des tiers sont surtout les maires des communes sises à la campagne et dont le nombre des habitants est généralement restreint. Ils sont, en effet, plus à même que toute autre personne d'en connaître les administrés, en raison de

leur fonction, et leur qualité porte à donner un crédit tout spécial à leurs appréciations. Ils sont alors interrogés en tant que maires, mais leurs communications en pareil cas ne dérivent nullement du pouvoir politique dont ils jouissent. C'est en raison seule de la confiance qu'on leur accorde logiquement de préférence à tous autres qu'ils sont ainsi consultés, étant libres comme de simples particuliers de ne point donner réponse.

Il est des cas, au contraire, où ils doivent légalement délivrer des certificats de différente nature, tels ceux de bonne vie et mœurs, de résidence, d'indigence, etc..., et la plupart du temps à l'intéressé qui les sollicite lui-même.

Souvent aussi ils sont consultés par leurs supérieurs de l'ordre administratif relativement à certaines enquêtes, notamment celles intéressant la police intérieure, les œuvres de bienfaisance, etc...

Ces dernières sont rarement connues des sujets qu'elles concernent étant transmises directement à l'autorité qui les concernent, c'est pourquoi elles ne donnent pas lieu à des litiges de droit privé sur la responsabilité de l'informateur. Lorsque le maire se rend alors passible de faute, des mesures sont généralement prises discrètement à son égard par ses supérieurs hiérarchiques désireux d'abord d'éviter tout scandale.

Quant aux décisions rendues à propos des deux premières hypothèses, elles sont très rares. Cela tient surtout à la conscience des maires : mais il est certain aussi que le maintien de l'ordre public porte tous ses défenseurs à éviter les procès qui pourraient à

l'occasion de leurs fonctions atteindre les représentants qu'en sont les maires. Lorsqu'un simple particulier est à même de prouver qu'un maire a fait sur son compte des rapports erronés à la suite d'une enquête officieuse conduite par les autorités qui ont reçu sa plainte ; elles écartent l'intérêt principal que pouvait présenter pour l'individu lésé l'introduction d'une action en dommages-intérêts, en lui accordant la satisfaction primitivement refusée, à raison des renseignements faux venus du maire.

On peut du moins relever un arrêt de la Cour d'Orléans en date du 5 août 1892 (1), témoignant de la foi toute spéciale que les tribunaux entendent accorder aux renseignements provenant de ces magistrats.

Au cours des années 1886 et 1888, le maire de Saint-Maurice-sur-Aveyron, en réponse à plusieurs demandes qui lui étaient parvenues en sa qualité de maire, avait donné des renseignements défavorables, qui se trouvaient inexacts sur un de ses administrés et sa famille par l'envoi de trois lettres.

L'arrêt débouta les demandeurs parce que ce maire avait « agi sans aucun esprit d'animosité ou de malveillance », qu'il avait été « de bonne foi » et que ses lettres étaient conçues en termes « mesurés et discrets », l'attendu final étant ainsi conçu : « Attendu, en outre, que les renseignements donnés de bonne foi par un maire ne sauraient entraîner une responsabilité contre lui, lors même que ces renseignements seraient erronés, s'il les a donnés ainsi qu'a fait Sal-

(1) G. P. 92.2.506, D. 93.2.558.

mon en relatant simplement la notoriété et l'opinion publiques. »

Cette déclaration à forme de principe est également exprimée a contrario, par un jugement du tribunal civil de Sidi-Bel-Abbès, en date du 12 juillet 1886 (1), porté en appel devant la Cour d'Alger, qui ne le réforma en aucun point le 2 mars 1899.

Un certain Camy avait sollicité de Izard, maire de sa commune, un certificat de bonne vie et mœurs afin de pouvoir soumissionner aux adjudications publiques. Après refus, Izard le délivra cependant, mais en le faisant suivre de la mention suivante : « Nous croyons devoir attester en outre que (Camy) s'est attiré la mésestime de toute la population de Lodi. »

Camy ayant actionné Izard en dommages-intérêts obtint facilement gain de cause devant les deux juridictions qui reconnurent également l'intention de nuire évidente, l'inexactitude des affirmations et l'animosité de Izard, le condamnant à la réparation des préjudices matériel et moral causés méchamment.

Ces simples décisions suffisent à définir la tendance de la jurisprudence à secourir les maires de bonne foi (2) et à châtier plus sévèrement que tous

(1) S. 1899.2.280.

(2) Une espèce très récente rapportée dans le journal *Le Temps*, du 2 mars 1933, confirme l'effort que nous signalons de la jurisprudence à protéger les maires en raison de leur qualité d'officiers de police judiciaire. Voici le texte même paru dans la chronique des tribunaux de ce quotidien, qui, à notre connaissance, a seul noté cet intéressant jugement :

« M. X..., domicilié à Genlis (Côte-d'Or), avait assigné devant le tribunal civil de Dijon, M. Robin, maire et conseiller général de Genlis, à l'occasion de renseignements que, dans une affaire

autres ceux coupables de dol ou de faute lourde (1).

Ces mêmes caractéristiques se retrouvent dans les décisions relatives aux officiers ministériels.

§ 3

Un huissier sollicité par le procureur impérial de sa cour d'appel de fournir des renseignements sur un candidat à ces fonctions d'huissier, les donna tels que ce dernier dut y renoncer. Sa demande en réparation fut repoussée par la Cour de Bordeaux, le 13 février 1867 (2). Celle-ci dans son arrêt, après avoir relaté les faits de la cause, fit notamment remarquer « que ce n'est point de son propre mouvement, mais sur la demande expresse du procureur impérial » que le défendeur avait été appelé à fournir ces renseignements et afin de couvrir totalement ce dernier, même au cas où ses déclarations eussent été erronées, elle

correctionnelle l'intéressant, ce dernier avait fourni sur son compte au procureur de la République, M. X..., qui estimait ces renseignements inexacts, demandait que M. Robin qui, dans la circonstance, avait commis une faute lourde, fût condamné à lui payer la somme de 5.000 francs à titre de dommages-intérêts. Après plaidoirie de M^e Gaston Gérard, président de l'Association des maires de la Côte-d'Or, qui soutint que les faits imputés à M. Robin, ne constituaient qu'un acte inhérent à sa qualité d'officier de police judiciaire et conclusions conformes du procureur de la République, M. Barra, le tribunal s'est déclaré incompetent, M. X... étant condamné aux dépens. »

(1) La Chambre des Requêtes a jugé le 20 janvier 1896, que le fait par un maire de légaliser une signature sans en vérifier l'authenticité constituait une faute lourde, permettant au tiers victime de cette affirmation inexacte, d'obtenir la pleine réparation du préjudice qui lui en était advenu. — D. 96.1.57.

(2) S. 67.2.184.

conclut ainsi : « En supposant prouvés les faits articulés, Nicolas M... pourrait toujours se défendre en invoquant sa bonne foi et le devoir qui lui a été imposé de répondre à des interrogations qu'il n'avait pas provoquées. »

Une seconde espèce dont les parties sont des notaires a fait l'objet d'un arrêt de la Chambre des Requêtes le 1^{er} juillet 1909 (2).

Le cas était en partie analogue au précédent. Un clerc désirant acheter une étude de notaire demanda à un collègue du titulaire de cette dernière des renseignements sur la situation et les qualités professionnelles de son confrère. Il reçut des renseignements favorables qui le déterminèrent à réaliser ses projets. Ayant relevé par la suite des irrégularités commises par son prédécesseur et les jugeant cause du peu d'affaires qu'il traitait, il accusa son informateur qui devait les connaître en sa qualité de président de la chambre de discipline, de l'avoir sciemment trompé pour éliminer ainsi un membre indésirable. Successivement le tribunal civil de Bayeux et la Cour d'appel de Caen, confirmant purement et simplement le jugement de ce dernier, le déboutèrent de sa demande en réparation. La Chambre des Requêtes rejeta également son pourvoi attendu notamment que « L... avait exprimé l'opinion personnelle qui lui était demandée en toute sincérité et en toute loyauté, qu'il avait agi dans un but désintéressé, sans qu'aucune imprudence ou légèreté put lui être reprochée dans son appréciation du caractère d'un officier public

(2) D. 1909.1.502.

considéré jusqu'alors comme irréprochable et dans celle de la tenue et des produits de son office ». En réalité, le contrôle défectueux du président de la chambre de discipline, dans ses vérifications, était bien la base initiale des renseignements erronés qu'il avait fournis. Désirant absolument mettre à l'abri de toute responsabilité l'officier ministériel incriminé, la chambre des requêtes refusa même de « reconnaître aux faits allégués le caractère juridique d'une faute » spécialement mentionnée cependant comme tels dans un décret du 30 janvier 1890 qui les réprimait d'une sanction déterminée.

Dans l'espèce précédente, il n'était donc pas certain pour les juges que l'examen insuffisant de la comptabilité de son confrère par le notaire vérificateur fût dû à une faute de sa part, en raison de la procédure régulièrement suivie par lui. C'est pourquoi la Chambre des Requêtes, devant l'honorabilité et les qualités spéciales de l'intimé, rejeta le pourvoi de son interrogateur.

Il est évident que par suite de cette attitude, la jurisprudence pour rester logique avec elle-même doit, lorsqu'une imprudence ou une faute est relevée à la charge d'un semblable informateur, appliquer très strictement les règles des articles 1382 et suivants du Code civil en faisant alors de toutes ses qualités mêmes, une raison d'aggravation de sa responsabilité.

C'est d'ailleurs cette solution qui se dégage d'un arrêt rendu les 16 mars 1901 (1) par la cour de Nancy.

(1) D. 1901.2.216

où il a été jugé qu'un notaire était responsable de renseignements erronés donnés de bonne foi, pour avoir commis une simple faute. Le texte de l'arrêt est à cet égard particulièrement significatif. En voici les passages essentiels : « Attendu que la bonne foi du notaire H... n'est pas en cause, mais qu'il est néanmoins constant qu'en écrivant sa lettre du 16 septembre 1896 et en donnant les renseignements inexacts qui y sont contenus, il a agi avec une légèreté et une imprudence telles qu'il a commis une faute dont aux termes de l'article 1382 du Code civil il doit réparer les conséquences...

« Attendu que sa qualité de notaire donnait évidemment un grand poids aux affirmations répétées de l'appelant, qui de par sa fonction était présumé n'agir qu'avec la plus grande prudence et une connaissance parfaite de la situation qu'il attribuait à son client : qu'il est impossible de reprocher aux intimés de n'avoir pas cherché à s'éclairer ailleurs et de n'avoir pas contrôlé les dires de l'officier public dont l'honorabilité personnelle leur était connue et avec lequel ils avaient eu de nombreux rapports d'affaires. »

Cet court aperçu de la responsabilité civile que peuvent encourir ces diverses catégories de fonctionnaires à l'occasion de renseignements fournis en dehors de leur charge normale, à côté même de l'emploi qu'ils remplissent, met manifestement en évidence que la jurisprudence entend les protéger ou les condamner en raison même de leur honorabilité et de leur situation sociale et selon aussi qu'ils fournissent ces renseignements sur l'ordre d'un supérieur hiérarchique ou à la demande d'un particulier.

SECTION III

RESPONSABILITE DES BANQUES

SOMMAIRE :

Les Banques fournissent fréquemment des renseignements à leurs clients.

Cette étude se résume à remarquer qu'il n'y a pas unanimité dans la jurisprudence pour répondre soit affirmativement, soit négativement à ces deux questions essentielles :

1^o Le Banquier qui fournit un renseignement agit-il à titre gratuit ou à titre onéreux ?

2^o Ce Banquier encourt-il une responsabilité de nature contractuelle ou délictuelle ?

Les Banques sont souvent appelées en raison de leurs rapports avec les entreprises les plus diverses à fournir sur la demande de leurs clients des renseignements sur la solvabilité ou la moralité de tiers avec lesquels, elles font habituellement affaires.

Comme en témoignent les recueils de jurisprudence, le banquier pour donner satisfaction à ses clients se charge aussi de les renseigner sur des personnes dont il ignore l'existence même, en transmettant la demande qui lui est faite à un collègue dont la situation ou les relations permettent de donner une réponse sérieuse. C'est là un usage courant dans les banques importantes qui possèdent à cet effet des fiches imprimées. Celles-ci passent généralement dans plusieurs établissements de France ou de l'étranger, avant d'être retournées à l'expéditeur afin de lui fournir les renseignements désirés que ne possèdent pas

toujours les correspondants primitifs. Les banques s'efforcent de ne laisser aucune indication permettant d'établir qui a donné le renseignement, mais elles n'y parviennent pas absolument et parfois leur responsabilité a été mise en cause à raison de leurs indications que la jurisprudence estime devoir rester secrètes. La Cour d'appel de Nancy dans un arrêt du 3 juillet 1878 (1) a notamment condamné une banque pour la faute qu'elle avait commise « en divulguant contrairement aux usages de la banque l'origine des renseignements confidentiels par elle fournis, sur la moralité et la solvabilité d'un négociant ».

Les décisions recueillies ont presque toutes pour objet de déterminer la responsabilité encourue par l'informateur vis-à-vis de son interrogateur, il en est fort peu qui aient été suscitées par une action du tiers enquêté. Il est évident que celui-ci ignore presque toujours l'enquête dont il a été l'objet, et il est par ailleurs certain que la responsabilité engagée ici à son égard est soumise aux règles générales que nous avons distinguées précédemment. Son droit est, en effet, le même quelle que soit la source des renseignements fournis sur son compte, qu'ils émanent d'un simple particulier, d'un banquier ou d'une Société. C'est pourquoi sans s'arrêter à ce point de vue, nous envisagerons le seul qui ait vraiment préoccupé la jurisprudence, en établissant les règles de la responsabilité du banquier vis-à-vis de son interrogateur.

Deux questions qu'on pourrait qualifier de préalables ont été posées par les juges devant lesquels se

(1) S. 1878.2.249.

présentait un semblable litige et sur aucune des deux ils ne sont parvenus à une solution définitive.

La première est celle de déterminer si le banquier qui fournit un renseignement à son client sur la demande de celui-ci fait un acte à titre gratuit ou un acte à titre onéreux.

La seconde — la plus discutée certainement — est celle de savoir, si ce même banquier encourt une responsabilité de nature délictuelle ou contractuelle.

L'étendue de la responsabilité est, en effet, en fonction de la solution adoptée sur ces deux points.

Nous savons déjà qu'une jurisprudence constante juge engagée la responsabilité de l'informateur non rémunéré quand il a été de mauvaise foi ou s'est rendu coupable d'une faute lourde assimilable au dol, en fournissant à l'interrogateur des renseignements lui causant par la suite un préjudice certain. L'informateur salarié au contraire est considéré en faute, si même au cas de bonne foi, on peut seulement relever à son endroit une simple légèreté ou imprudence.

Quant aux conséquences de la solution adoptée sur le second point, elles ont été dégagées plus haut (1).

La majorité des décisions déclarent que le banquier agit à titre gratuit. Ainsi, en est-il reconnu par les juges de l'arrêt précité de la Cour de Nancy relatant que la banque défenderesse « la Caisse de Nice, s'est contentée de rendre un service purement gratuit, de faire un acte de complaisance, pour lequel, elle n'a entendu fournir d'autre garantie que sa bonne foi et supporter aucune responsabilité ». L'annotateur de

(1) Chapitre I^{er}.

cet arrêt, May, reconnaît la justesse de cette solution en ces termes : « Les banquiers qui consentent à faire ces démarches rendent un service de pure bienveillance et c'est à titre gratuit qu'ils s'engagent. » C'est aussi l'avis des juges du tribunal de commerce de la Seine, exprimé ainsi dans un jugement du 13 décembre 1886 (1) : « Considérant que, en principe les renseignements fournis gratuitement à un commerçant sur un autre commerçant par un banquier, ne sauraient engager la responsabilité civile de ce dernier ». D'autres décisions plus récentes se réclament de cette solution à laquelle les tribunaux semblent avoir tendance à se rallier, après une hésitation momentanée. Le principal arrêt en sens contraire a été rendu par la Cour d'Agen le 12 janvier 1906 (2), mais n'a pas été suivi. C'est par un détour plus habile que justifiable, que les juges d'appel sont parvenus à dénier le caractère de gratuité aux renseignements fournis par un banquier. « Attendu, dit l'arrêt, que les banquiers et maisons de banque sont dans l'usage de donner à tous les commerçants, avec lesquels ils font des affaires plus ou moins suivies, des renseignements analogues à ceux que fournissent les agences, que la seule différence entre les banquiers et les agences spéciales est que la rétribution en argent reçue par ces derniers est remplacée pour les banquiers par l'augmentation des affaires avec leurs clients ou tout au moins par l'espérance de les augmenter, que, en définitive, ce n'est point en réalité gratuitement, mais bien dans un

(1) *Journal des Tribunaux de Commerce*, LXXX, n° 11.289, p. 138.

(2) D. 1906.2.100.

intérêt personnel et en vue de développement de leurs propres affaires que les banquiers et maisons de banque donnent des renseignements à l'instar des agences spéciales, remplissant en cela le même office que ces dernières et leur faisant une véritable concurrence. « Attendu qu'il y a donc lieu d'assimiler les maisons de banque aux agences spéciales quant à la responsabilité encourue à l'occasion de ces renseignements ».

Cet arrêt est d'ailleurs la seule décision importante rendue en termes aussi nets qu'affirmatifs dans ce sens. Aucune juridiction n'a tenté de se rallier à cette solution rigoureuse qui, de ce fait, est restée isolée. C'est certainement avec raison que les tribunaux n'ont nullement voulu suivre cette voie.

Il ne paraît pas soutenable, en effet, que l'intérêt personnel du banquier étant engagé, il faille en conclure que son action de donner des renseignements perde son caractère de gratuité. Si l'on se ralliait à cette conception, il faudrait logiquement en faire application à tous les cas où de semblables renseignements seraient fournis par un simple particulier n'agissant pas seulement par sentiment de bienveillance, mais aussi dans son intérêt propre.

La pensée des juges de ce litige n'a pas été celle-ci, mais ils ont été guidés par d'autres considérations. Ce qu'ils ont voulu en réalité, c'est appliquer les règles d'une responsabilité plus rigoureuse qu'à tout autre informateur, au banquier pour lequel le fait de donner des renseignements est dans les établissements importants, un acte de profession. L'expérience des affaires du banquier, les éléments de recherche dont il dispose, rendent certainement moins excusa-

bles, souvent inexcusables les erreurs qu'il commet même de bonne foi.

L'intention des juges était donc juste, mais le moyen qu'ils ont utilisé pour arriver au résultat recherché en assimilant les banques à des agences de renseignements, inexact et dangereux, parce que trop absolu. C'est pourquoi cet arrêt n'a pas fait jurisprudence. Les tribunaux ont cependant reconnu la part de vérité que contenait cette assimilation. Ils sont arrivés d'une autre manière à l'accentuation de la responsabilité que doit justement encourir le banquier pour le fait d'avoir fourni des renseignements inexacts. Ils lui ont fait une stricte application des conséquences attachées à la faute délictuelle, selon les principes des articles 1382 et 1383 du Code civil, c'est-à-dire qu'ils n'ont tenu aucun compte de sa bonne ou de sa mauvaise foi. Ce n'est là, au fond, que la seule application juridique des principes de la responsabilité délictuelle. Mais ce faisant, cette jurisprudence abandonne ici les règles qu'elle a posées à l'égard de l'informateur de bonne foi, que, nous l'avons souligné, elle dégage de toute responsabilité quand il a fourni des renseignements inexacts sans commettre de faute lourde. Nous avons déjà constaté pareille infraction à ses principes en étudiant notamment la responsabilité qu'elle fait incombler aussi vis-à-vis de leur interrogateur, aux fonctionnaires, comme les maires ou les notaires.

Rappelons du moins que pour nous, il ne convient pas ici d'appliquer les articles 1382 et suivant du Code civil, puisque les rapports du banquier et de

son interrogateur sont selon la solution adoptée au chapitre premier, de nature contractuelle.

Il est d'ailleurs un certain nombre d'arrêts qui admettent l'existence de rapports contractuels entre le banquier et son interrogateur, en adoptant la théorie du mandat.

Nous examinerons cette seconde catégorie de décisions peu nombreuses après avoir étudié quelques applications caractéristiques du principe de la responsabilité délictuelle, auquel se rallie la majorité de la jurisprudence.

Lorsque le banquier informateur est de mauvaise foi et induit sciemment en erreur son interrogateur, les tribunaux soulignant ce caractère intentionnel — qui ne devrait en rien influencer leur détermination pour la stricte application des règles sanctionnant le délit civil — le condamnent toujours à réparer le préjudice né de ses fausses déclarations.

Ainsi en a-t-il été décidé par la Cour d'appel de Paris, le 6 août 1889 (1), à l'égard d'un banquier ottoman auquel un commerçant de Marseille, Racine, s'était enquis de la solvabilité d'un autre commerçant, Orfani de Andrinople. Sur une réponse des plus favorables où il était dit notamment qu'il s'agissait d'une maison très considérée, ayant d'excellents crédits disposant d'assez grands moyens en raison de la régularité de son travail, Racine entra en relations d'affaires avec Orfani. Mais les attestations du banquier étaient entièrement fausses et guidées par la pensée de ne point faire de nouveaux crédits à un commerçant en mauvaise situation. Racine, impayé de ses livraisons,

(1) D. 90.2.263

demanda à son informateur réparation du préjudice ainsi subi du fait des renseignements fournis par lui, qui le rendaient responsable de l'opération. Il obtint satisfaction entière. « Considérant, dit l'arrêt, que en induisant sciemment Racine et fils en erreur sur la solvabilité du commerçant avec lequel ils allaient traiter, le directeur de la succursale d'Andrinople a commis une faute ».

Une espèce analogue a été portée le 27 mars 1905 devant la Chambre des Requêtes (1).

Un banquier avait de mauvaise foi et aussi dans un intérêt personnel fourni des renseignements inexacts sur la solvabilité d'un négociant avec lequel un de ses clients désirait fonder une société, qu'il constituait en effet. Mais celle-ci ayant bientôt souffert un préjudice notable du fait de cette tromperie, le banquier fut condamné à indemniser son interrogateur des pertes qu'il avait subies dans la mesure où il était responsable des avances et des crédits consentis.

Dans ces décisions, les tribunaux ont appliqué les règles de responsabilité, dont la jurisprudence en pareil cas fait usage à l'égard de tout informateur de mauvaise foi. C'est lorsque celui-ci est de bonne foi et fournit des renseignements erronés que se manifeste la rigueur spéciale avec laquelle elle condamne les banquiers en s'écartant des principes nullement juridiques établis par elle dans les autres hypothèses, c'est-à-dire en ne tenant aucun compte ici de l'intention de l'informateur. Cela revient, en réalité, à assimiler le banquier à un informateur salarié, dont elle

(1) D. 1905.1.301.

déclare la responsabilité engagée par la seule commission d'une faute quelconque.

D'assez nombreuses décisions offrent des exemples de cette attitude ; la plus intéressante, qui est d'ailleurs la plus récente, définit parfaitement l'esprit de cette jurisprudence. Il s'agit d'une affaire jugée en appel à Nîmes le 16 décembre 1927 (1) et que confirma la Chambre des Requêtes le 2 décembre 1930 (1). La Cour de Nîmes condamna en ces termes le banquier dont les renseignements étaient erronés.

« Attendu en droit et aux termes des articles 1382 et 1383 du Code civil que celui qui par sa faute, sa négligence ou son imprudence a causé à autrui un dommage, est tenu de la réparer, attendu... par ailleurs qu'on ne saurait ainsi que le fait plaider la banque Teissonnière, considérer que s'agissant de l'exécution par elle d'un service purement gratuit, seule une faute lourde engagerait sa responsabilité, qu'on ne se trouve pas en l'espèce en présence de la faute résultant de la non exécution d'un contrat, mais d'une simple faute quasi-délictuelle et que dès lors, il n'est pas besoin que celle-ci affecte le caractère d'une faute grossière et lourde absolument inexcusable. Dès l'instant où l'imprudence est génératrice de responsabilité ».

La Chambre des Requêtes a rejeté le pourvoi des banquiers en décidant « que la Cour de Nîmes déclare à bon droit qu'il n'y avait aucun lien juridique entre les banquiers qui avaient fourni gratuitement les ren-

(1) D. H. 1928, p. 234.

(2) D. 1931, p. 18.

renseignements et Teulé l'interrogateur et que dès lors leur responsabilité dérivait non de l'exécution d'une obligation, mais de l'imprudence qui leur était imputable, qui avait été la cause directe du préjudice causé et dont il appartenait aux juges du fond de déterminer souverainement l'importance ».

Si la majorité de la jurisprudence applique ainsi dans un but de rigueur les principes de la responsabilité délictuelle, une autre fraction continue actuellement encore à reconnaître l'existence de rapports contractuels entre le banquier informateur et le client son interrogateur, à raison d'un mandat donné au premier par le second (1).

Cette idée a été particulièrement établie dans deux solutions assez récentes, l'une rendue le 24 février 1909 (1) par le tribunal civil de Besançon, l'autre le 13 mai 1924 (2) par la Cour d'appel de Rouen. Toutes deux affirment qu'une banque qui accepte de prendre des renseignements sur une personne quelconque remplit un mandat gratuit et de pure complaisance, et par suite ne saurait être tenue que de son dol ou de sa faute lourde. Application devant être faite pour le calcul du montant des dommages-intérêts des articles 1150 et 1992 du Code civil.

(1) D. 1909.5.27.

(2) Recueil des arrêts de la cour d'appel de Rouen et 16 nov. 1924, à la *Gazette des Tribunaux*.

DEUXIEME PARTIE

FONCTIONNEMENT DE LA RESPONSABILITÉ

Suivant le plan annoncé en fin de l'introduction, nous parvenons maintenant à la deuxième partie de notre étude, à savoir le fonctionnement de la responsabilité dont nous venons de déterminer le caractère et les éléments.

En raison même de la matière, sa présentation sera moins longue que la précédente. Dans un premier chapitre, nous établirons l'étendue de la responsabilité encourue par l'informateur en examinant successivement à quels dommages-intérêts il peut être condamné, les causes de restriction de sa responsabilité et les causes de son extension par le fait des préposés.

Dans un deuxième et dernier chapitre nous terminerons cet exposé en établissant les conditions de compétence et de preuve permettant d'introduire en justice et de justifier l'action dirigée contre l'informateur.

CHAPITRE PREMIER

Etendue de la responsabilité

SOMMAIRE :

§ 1^{er}. — DOMMAGES-INTÉRÊTS

1° Réparation due à l'interrogateur.

a) Renseignements fournis sur demande.

b) Renseignements fournis spontanément.

2° Réparation due à l'enquêté.

Dans tous ces cas la jurisprudence, estimant que la responsabilité de l'informateur est de nature délictuelle, le condamne à réparer intégralement le préjudice qu'il a causé.

§ 2. — CAUSES DE RESTRICTION DE LA RESPONSABILITÉ DE L'INFORMATEUR

1° Causes de restriction vis-à-vis de l'enquêteur.

Elles ont toujours à leur base une faute, une erreur ou une légèreté de l'interrogateur.

2° Causes de restriction vis-à-vis de l'enquêté.

Elles proviennent de la nature même du renseignement fourni, d'un fait du tiers ou de l'informateur.

§ 3. — CAUSE D'EXTENSION DE LA RESPONSABILITÉ
DE L'INFORMATEUR. — RESPONSABILITÉ DU FAIT DES PRÉPOSÉS

Les espèces soumises à la jurisprudence permettent de les classer en deux catégories, les employés de commerce et de banque et les concierges d'immeubles habités par les locataires. C'est surtout à propos de ces derniers que des litiges ont été soulevés.

§ 1^{er}. — DOMMAGES-INTÉRÊTS

L'étude précédente du fondement de la responsabilité encourue par l'informateur et celle de la jurisprudence sur la matière nous ont permis de constater la nature juridique de la question et les différents aspects sous lesquels elle se présente dans la vie pratique. Nous sommes donc amenés à envisager maintenant quelle est en définitive l'étendue de la réparation due par l'informateur aussi bien à l'interrogateur qu'au tiers enquêté. Reprenant la classification habituelle, nous distinguerons le renseignement donné sur demande de celui fourni spontanément.

1°. — *Réparation due à l'interrogateur*

a) *Renseignements fournis sur demande.* — Etant donné la nature contractuelle que nous avons établie des relations existant entre l'interrogateur et l'informateur, nous devons nous référer pour la fixation des dommages-intérêts aux articles 1146 et 1150 du Code civil, si nous sommes en présence d'un informateur de bonne foi.

L'article 1150 déclare, en effet, « que le débiteur n'est tenu que des dommages-intérêts qui ont été prévus ou qu'on a pu prévoir lors du contrat, lorsque ce n'est point par son dol que l'obligation n'est point exécutée ».

Nous avons établi précédemment que l'informateur officieux fixant lui-même, en fait, la nature de son engagement, l'enquêteur était censé y acquiescer. La jurisprudence n'offre par ailleurs aucun exemple d'espèce où les parties auraient elles-mêmes formellement prévu le montant des dommages-intérêts ; qui plus est, les tribunaux décidant que la faute de l'informateur est de nature délictuelle, le condamnent toujours à réparer intégralement le préjudice qu'il a causé en se fondant sur l'article 1151 du Code civil — solution qui en matière contractuelle ne peut être appliquée qu'à l'informateur de mauvaise foi ou coupable de dol. Certains arrêts affirment nettement cette décision, tel celui rendu le 20 mars 1889 par la Cour de Montpellier (1), concluant en ces termes : « Attendu que de cet ensemble de faits, de circonstances et d'agissements, il résulte jusqu'à l'évidence que Rey-Py... a provoqué et entretenu la confiance de Salvaire et que, par suite, il doit être responsable des sommes dont celui-ci se trouve à découvert dans la faillite de Bruguès. »

b) *Renseignements fournis spontanément.* — La responsabilité étant délictuelle dans ce second cas, la réparation sera la même que celle exigée du tiers enquêté.

(1) D. 1890.2.263.

2°. — *Réparation due à l'enquête*

La jurisprudence en vient par suite, la faute de l'informateur étant ici encore délictuelle, à condamner également ce dernier dans toutes les hypothèses, que l'action émane de l'enquêteur ou du tiers enquêté, que le renseignement ait été fourni à la suite d'une demande ou émis spontanément, si bien qu'en définitive, en aucun cas, elle n'admet pour l'informateur la faculté de se prévaloir de l'article 1150 du Code civil. Les termes dans lesquels elle formule le droit à réparation du tiers enquêté (1) sont donc les mêmes que ceux par lesquels elle reçoit l'action de l'enquêteur.

Si en règle générale, la tendance de la jurisprudence est de suivre ce principe, de nombreux cas d'espèce se présentent où des circonstances entraînent pour l'informateur soit une restriction de sa responsabilité, soit au contraire une extension de celle-ci. Nous diviserons cette question en deux paragraphes, étudiant dans le premier les causes d'atténuation de la responsabilité, dans le second celle qu'encourt l'informateur du fait de ses préposés.

§ 2. — CAUSES DE RESTRICTION DE LA RESPONSABILITÉ DE L'INFORMATEUR

Elles se présentent sous les aspects les plus divers, différant selon les cas d'espèces, il est cependant possible de les ramener à quelques points généraux.

(1) S. 97.1.317 ; Req., 16 juin 1896.

1°. — *Causes de restriction vis-à-vis de l'enquêteur*

Il arrive fréquemment que l'informateur commette lui-même une faute par son imprudence, en donnant aux renseignements qu'il a reçus une suite que ceux-ci ne devaient pas comporter, en accordant par exemple un crédit qui dépasse celui logiquement permis d'après les indications reçues. C'est ce qui a été reconnu le 6 août 1889 (1) par la Cour d'appel de Paris, dans une affaire où un négociant avait manifestement fait preuve d'une très grave imprudence : « Attendu... que par eux-mêmes, dit l'arrêt, ces renseignements n'étaient d'ailleurs pas de nature à déterminer des avances de plus de 700.000 francs, auxquels les demandeurs se sont laissés entraîner sans même prendre la précaution d'exiger par contre des envois de marchandises ou des valeurs proportionnées à leur importance, qu'enfin en cours de leurs opérations avec d'Orfani, ils ont été en mesure et il n'a dépendu que d'eux de se rendre compte par eux-mêmes des facultés de leur débiteur... qu'en tolérant dans ces circonstances des dérogations si considérables à leur convention primitive, ils ont commis une imprudence grave qui a contribué dans une large mesure à aggraver leurs pertes et dont les conséquences doivent rester à leur charge. » Et l'arrêt conclut que sur la perte des 700.000 francs éprouvée par les demandeurs, il ne leur en sera remboursé que jusqu'à concurrence de 200.000 par l'informateur.

(1) D. 1890.2.263.

Un autre exemple fourni par un jugement du tribunal de commerce de Verviers, rendu le 29 mars 1888 (1), relève deux faits d'ordre différent à la décharge de l'informateur : « Attendu, y est-il dit, qu'il est établi que le demandeur n'a pas livré les marchandises au sieur Brochard sur la foi des seuls renseignements à lui fournis par le défendeur, mais qu'il s'est enquis auprès de Brochard lui-même de sa situation commerciale... Attendu que cela résulte encore de l'intervalle relativement long qui sépare la date des renseignements et la date de la première livraison. »

C'est une imprudence de commerçant que rapporte un jugement du tribunal de commerce de Marseille en date du 29 octobre 1869 (2), ayant également pour conséquence une atténuation de la responsabilité incombant à l'informateur, par cette constatation « que certains renseignements ont pu être plus ou moins exactement rapportés aux négociants qui les avaient fait prendre par leur commis... qu'il s'agit de dommages-intérêts qui dépendent d'une appréciation équitable ».

Par ailleurs l'enquêteur peut ne pas fournir à son informateur des indications suffisantes sur la personne du tiers, ce qui entraîne quelquefois une confusion avec un homonyme, telle celle que présente un jugement du tribunal de commerce de la Seine du 27 novembre 1891 (3), où l'informateur avait cependant prévenu les enquêteurs qu'il existait deux commer-

(1) *Gaz. Pal.* 1888.1.563.

(2) *D.* 1871.3.21.

(3) *D.* 93.2.99, note b.

cants du même nom patronymique : « Attendu, dit lui-même le jugement, que cette manière de procéder qui devait éveiller leur attention ne les a pas empêchés, alors qu'ils connaissaient, par les renseignements fournis par L. Roux, qu'il existait un sieur J. ou P. Laval, 47, Grande-Rue, au Coteau, de faire l'expédition de marchandises toujours en gare... qu'en ce faisant ils ont commis une imprudence dont ils doivent supporter la responsabilité, qu'aucune faute ne peut être mise à la charge de Laurent Roux. » Le jugement décharge ici l'informateur de toute responsabilité tant a été grave la légèreté des enquêteurs qui de plus, relève-t-il encore, n'avaient « pas indiqué le numéro de la rue dans laquelle habitait la personne sur laquelle ils désiraient être renseignés ».

Dans un autre cas de confusion d'homonyme commise par une succursale du Crédit Lyonnais, la Cour d'appel de Besançon, dans un arrêt du 24 février 1909 (1), a refusé de donner suite à la demande de l'informateur qui cependant n'avait commis aucune faute parce que les renseignements avaient été « donnés gratuitement et sans garantie », mettant en parallèle la responsabilité en cette circonstance de l'informateur salarié et de l'informateur officieux. A plus forte raison, pouvons-nous conclure qu'au cas où comme le fait un jugement du tribunal de commerce de la Seine du 25 février 1897 (2), l'urgence d'un renseignement empêchant une enquête sérieuse et fondée atténue la

(1) *Journal des Trib. de Commerce*, LIX, n° 18.226, p. 726.

(2) Trib. Comm. Seine 25 février 1897 ; *Gaz. Trib.*, 5-6 avril 1897 ; Paris, 14 mars 1901, D. 1903.5.649.

responsabilité de l'agence qui le transmet, il en va de même pour tout informateur non rémunéré.

2°. — *Causes de restriction de la responsabilité à l'égard de l'enquête*

Il est un cas tout d'abord où l'informateur ne peut encourir aucune responsabilité du tiers enquêté. C'est lorsqu'il a déposé comme témoin devant un tribunal.

Un notaire de Remiremont ayant fourni aux assises des renseignements défavorables sur son prédécesseur, la chambre de discipline des notaires le punit de la censure simple pour ce fait à son sujet. La Chambre des Requêtes, le 5 août 1884 (1), déclara formellement l'immunité du témoin en toutes circonstances, rappelant qu'aucune poursuite civile ou répressive ne pouvait être exercée contre lui, la loi préférant sacrifier quelques intérêts privés pour sauvegarder un grand intérêt public. Les intérêts privés ne pouvant toutefois être atteints que dans la mesure où ils sont utiles aux débats, le président les empêchant de « dégénérer sans nécessité en atteinte contre l'honneur et la considération d'autrui ».

Au reste, la jurisprudence ne semble pas offrir d'exemples où la responsabilité de l'informateur officiel ait été atténuée par un fait du tiers enquêté. mais si comme précédemment nous raisonnons par analogie avec les décisions émises en cette hypothèse au cas où l'informateur est salarié, pareil résultat n'est nullement impossible.

(1) Req., D. 84.1.457.

C'est ainsi que l'enquête qui pour une raison quelconque prolongerait le mauvais effet produit sur des tiers par des renseignements fournis inexactement à son sujet, ne saurait réclamer une indemnité autre que celle qui pouvait lui être accordée dès la connaissance d'une semblable situation (1).

De même l'informateur qui, s'apercevant d'une erreur dans les renseignements qu'il a communiqués, s'empresse de les rectifier, ne peut être tenu de réparer le préjudice, comme s'il n'en avait pas atténué la durée et les répercussions près de ses correspondants (2).

§ 3. — CAUSES D'EXTENSION DE LA RESPONSABILITÉ
DE L'INFORMATEUR
RESPONSABILITÉ DU FAIT DES PRÉPOSÉS

Une étude comme celle de la responsabilité du fait des préposés, peut étonner ici au premier abord ou du moins paraître dénuée de tout intérêt pratique. La question s'est cependant posée en jurisprudence où aux termes de l'article 1384, alinéa 3 du Code civil, des commettants en notre matière même ont eu à répondre civilement des renseignements officiels fournis par leurs préposés. Les décisions rendues ne distinguent d'ailleurs pas le cas où le préposé a agi sur l'ordre du commettant, de celui où il a fourni le renseignement à son insu. Toujours, lorsqu'il était dans l'exercice de ses fonctions, elles déclarent engagée la responsabilité du maître.

(1) Paris, 12 février 1893 ; G. P. 98.1.401.

(2) Trib. Comm. Seine, 14 déc 1892 ; G. P. 93.1.80.

D'après les espèces soumises à la jurisprudence, on peut classer en deux catégories les préposés qui à l'occasion d'une donation de renseignements provoquent généralement une action en réparation quand ils ont lésé l'intérêt de l'enquêteur ou d'un tiers. Ce sont d'abord les commis et employés au service d'un commerçant ou d'une banque, et d'autre part, les préposés d'un caractère plus particulier que sont les concierges d'un immeuble habité par des locataires.

a) Dans les entreprises commerciales importantes, notamment dans les banques, ce n'est pas, en fait, le commettant qui répond lui-même aux demandes de renseignements venues à son adresse, il les transmet à certains employés chargés de ce soin. Que ceux-ci les rédigent sur son indication précise et sa propre dictée, qu'ils aient la mission d'en faire leur œuvre personnelle sous sa surveillance plus théorique que réelle ou qu'ils les fournissent sans même le consulter ou le prévenir, dans toutes ces hypothèses l'informateur est responsable du travail des ses sous-ordres. Dans ces domaines du commerce ou de la banque, c'est à peine si on peut relever quelques espèces sur cette question de la responsabilité du fait de ses préposés. La raison en est fort simple. C'est que quel que soit le mode de rédaction employé, le libellé du renseignement est toujours suivi en pratique de la signature du commettant, ou de sa griffe. Par suite, c'est contre lui directement que l'enquêteur ou le tiers intentent leur action en réparation. A notre connaissance une seul arrêt qui a fait l'objet d'une importante note de M. May a été rendu sur cette autre source de la responsabilité des banquiers par la Cour

d'appel de Nancy, le 3 juillet 1878 (1). Son intérêt est malheureusement fort diminué de ce fait qu'il s'attache plus à mettre en évidence l'atténuation de responsabilité incombant à l'informateur qui agit gratuitement eu égard à celle encourue par l'informateur salarié, qu'à définir les conséquences directes de la préposition. Nous terminerons ce premier point par la citation d'un jugement qui, à notre avis, étant donné les circonstances du litige, a fait une juste application des dispositions de l'article 1384, alinéa 3 du Code civil et est conforme à la jurisprudence concernant les concierges d'immeubles habités, que nous exposons ensuite.

Le tribunal civil de la Seine a, le 31 juillet 1929, écarté la responsabilité d'un propriétaire, à raison de renseignements donnés par la gérante de son hôtel, en estimant qu'elle n'avait pas agi en qualité de préposée, mais pour son compte personnel. Celle-ci de mauvaise foi avait déclaré à un bijoutier venu l'interroger qu'elle connaissait un courtier domicilié dans son établissement comme un honnête homme. Le bijoutier ayant confié pour les vendre des objets de valeur à ce dernier, constata bientôt qu'il avait été victime d'un malfaiteur, dont l'abus de confiance fut reconnu en police correctionnelle. Le tribunal civil condamna la gérante à lui rembourser la valeur même des bijoux disparus, mettant toutefois le propriétaire hors de cause, pour ce fait que le prétendu courtier n'était pas en réalité locataire de l'hôtel (2).

(1) S. 1878.2.248.

(2) Rép. Commaillé, n° 8894-1920 ; *Gaz. Trib.*, 19 janv. 1930.

b) La seconde catégorie de préposés du fait desquels la responsabilité incombant au commettant ait en notre matière, préoccupé la jurisprudence est celle des concierges d'immeubles habités par des locataires. Aussi n'est-il pas étonnant que les litiges dont ils ont pu faire l'objet aient été résolus dans le ressort des tribunaux parisiens. Il ne convient pas ici de prendre position sur le rôle des concierges qui a notamment excité la verve des moralistes et même des juristes allemands (1), nous devons reconnaître du moins qu'à Paris, en particulier, le concierge d'un immeuble est souvent sollicité aussi bien par les organisations de police publique ou privée que par tout autre enquêteur de communiquer sur les locataires de son immeuble les renseignements les plus divers.

Il n'est pas contesté à l'heure actuelle qu'un concierge est le préposé du propriétaire de l'immeuble où il remplit sa fonction et que par suite, comme dans tout autre cas de préposition, son commettant est civilement responsable. « Le concierge, écrivent

(1) *Ihering*, traduction de MEULENAERE. « Les concierges, cette plaie de la vie de toutes les grandes villes ont également fourni leur chapitre à l'histoire des molestations qui dégoûtent de l'existence, et la jurisprudence Française a su donner au locataire le moyen de se faire respecter ».

F. SIEBURG : *Dieu est-il Français ?* p. 207. « C'est chez elle, la concierge, que les inspecteurs de police vont chercher de préférence leurs renseignements pour mener les enquêtes qui précèdent la délivrance des pièces d'identité. Pendant la guerre, les concierges étaient indispensables aux bureaux de recrutement, elles ne manquaient pas de proposer pour le service armé, les locataires désagréables qui avaient la chance d'être restés civils ».

M. Baudry-Lacantinerie et Wahl (1), ne peut être assimilé à un tiers, il est le préposé, l'employé du bailleur ; le bailleur est donc responsable des faits du concierge agissant dans l'exercice de ses fonctions, comme il l'est des siens propres, c'est dire que le bailleur doit garantie pour tous les troubles de fait aussi bien que de droit commis par le concierge dans l'exercice de ses fonctions ». Il en est ainsi, évidemment chaque fois qu'il se rend coupable d'une faute aussi bien par omission que par commission. S'il peut, comme toute autre personne, refuser de donner des renseignements sur la vie privée des locataires, il ne peut du moins se refuser à fournir ceux qui ne l'engagent à rien et sont même la raison d'être de sa présence ou qui plus est en donner de faux aux tiers qui, par exemple, désirent s'entretenir avec un locataire ou lui porter des plis devant être remis en main.

Tel était le cas dans une espèce jugée le 21 décembre 1887 par la Cour d'appel (2) de Lyon, d'un concierge qui systématiquement refusait d'indiquer l'étage habité par un locataire aussi bien aux clients de ce dernier qu'aux agents des postes porteurs de dépêches qu'ils avaient la mission de faire parvenir à leur destinataire le plus rapidement possible.

Si, en venant maintenant au fond même de la question, nous étudions les quelques décisions rendues à l'encontre de concierges coupables d'avoir fourni des renseignements mensongers ou simplement indiscrets sur la vie privée de locataires, nous cons-

(1) BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. T. 1^{er}. n° 588.

(2) S. 89.2.31.

tatons que toujours même en présence de leur bonne foi, la jurisprudence établit formellement leur responsabilité et par suite celle du propriétaire. Un seul arrêt à notre connaissance paraît vouloir faire échec à cette unanimité. Un courtier estimant préjudiciable aussi bien à sa personne qu'à son commerce les renseignements fournis sur son compte par son concierge, l'assigna en dommages-intérêts devant le tribunal civil de la Seine (1). Celui-ci, dans un jugement rendu le 22 janvier 1909, après avoir reconnu, il est vrai, que les dires du demandeur contre le concierge étaient erronés et de ce fait éteignaient l'action même dirigée contre lui et entendu pour le défendeur la plaidoirie de M^e Henri Lalou, formula cet attendu de principe, pour le moins imprévu : « Attendu que les renseignements confidentiels donnés par un concierge dans sa loge à des personnes qui viennent les solliciter ne constituent pas les éléments d'une faute et n'engendrent pas de quasi-délit. »

L'esprit qui anime les autres espèces que nous avons pu relever est nettement opposé à celui-ci, surtout lorsque les renseignements ont trait aux mœurs des locataires. Un jugement rendu le 8 juin 1895 par le tribunal civil de la Seine a condamné à des dommages-intérêts un concierge coupable d'avoir dénoncé la vie galante d'une habitante de son immeuble (2). De même, le tribunal de paix du XIV^e arrondissement, par jugement du 5 avril 1906 (3), a reconnu le préjudice moral subi par un jeune homme de qui

(1) *Gazette des Tribunaux*, 12 mars 1909.

(2) *Droit*, 12 juillet 1895.

(3) *D.* 1906.5.55.

les projets de mariage n'avaient pu avoir de suite, après un rapport fait « à titre gracieux et confidentiellement » sur son compte par son concierge, l'accusant de vivre des mœurs inavouables de ses sœurs.

Toujours dans ce sens, un jugement du tribunal civil de la Seine en date du 5 décembre 1917 (1), tout en admettant sa bonne foi, a reçu l'action en réparation intentée contre une concierge qui avait appris à un locataire absent, le départ de sa femme avec un amant. Les attendus en sont particulièrement intéressants : « Attendu qu'il appert encore des documents produits et de toutes circonstances de la cause que la dame Turquety, qui est bien considérée, ne paraît pas avoir agi dans un but vexatoire, ni avoir obéi à une intention méchante en envoyant la lettre incriminée, a commis en dépit de louables intentions qu'elle allègue une imprudence génératrice de dommages-intérêts, qu'elle a eu tort de juger sur les apparences et de formuler sur le compte d'une locataire, dont la vie privée n'est point placée sous son contrôle, une appréciation défavorable et peut-être erronée. »

Dans une affaire où le concierge était également attaqué en diffamation pour avoir déclaré en public, bien qu'il n'ait été entendu que de ses seuls interlocuteurs, que l'immeuble voisin du sien appartenait à un propriétaire particulièrement dur et ennuyeux pour ses locataires, la Cour d'appel de Paris a, le 16 juin 1896 (2), rappelé en ces termes, par lesquels nous terminerons cette courte revue jurisprudentielle.

(1) D. 1919.2.14.

(2) D. 1896.2.312.

la responsabilité encourue par tout propriétaire :
« Considérant en droit qu'un propriétaire est responsable de tous les délits que son concierge peut commettre lorsque celui-ci agit en qualité de son préposé... que cette garantie n'est pas comme le soutient Plyaud, limitée aux actes préjudiciables à ses locataires, qu'elle s'étend à tous les faits qui peuvent léser les tiers pourvu qu'il y ait un lien étroit entre le fait dommageable et l'emploi que le propriétaire a confié à son préposé. »

Une semblable déclaration, aussi catégorique, permet non seulement de constater qu'en notre matière de renseignements la jurisprudence n'est pas plus sévère vis-à-vis des préposés remplissant les fonctions de concierges que de tous autres commis, mais surtout d'établir combien peut être large la responsabilité encourue par un propriétaire d'immeubles à raison de semblables faits.

CHAPITRE II

Compétence. — Preuve

SOMMAIRE :

§ 1^{er}. — DE LA COMPÉTENCE

A. — Le demandeur est l'interrogateur.

1^o Compétence *ratione materiae*.

Il faut distinguer le renseignement purement civil de celui revêtu d'un caractère commercial pour donner compétence soit au tribunal civil, soit au tribunal de commerce.

2^o Compétence *ratione personae*.

Il faut toujours appliquer l'article 59 du Code de Procédure civile, l'article 420 du Code de commerce ne pouvant être retenu dans notre hypothèse.

B. — Le demandeur est l'enquêté.

1^o Compétence *ratione materiae*.

Trois systèmes sont en présence dont l'un a manifestement la préférence de la jurisprudence en la matière même de renseignements.

2^o Compétence *ratione personae*.

Il faut appliquer le droit commun.

Cas particuliers.

§ 2. — PREUVE

La distinction à faire au sujet de la preuve entre l'enquêteur et l'enquêté n'a qu'un intérêt théorique, la jurisprudence estimant délictuelle la responsabilité de l'informateur.

A. — L'objet de la preuve est double. Le demandeur doit établir une relation de cause à effet entre la faute imputée et le dommage subi, puis le contenu du renseignement.

B. — En ce qui concerne les charges de la preuve, il faut distinguer le cas où l'action émane de l'enquêteur de celui où elle est intentée par l'enquêté.

C. — Bien que tous les moyens de preuve puissent être admis, le plus souvent la preuve de relation de cause à effet entre la faute et le préjudice se fait par présomption.

D. — Théoriquement, les moyens de preuve du contenu du renseignement ne sont point les mêmes pour l'enquêteur et l'enquêté, pratiquement la preuve se fait par écrit au moyen d'une lettre-missive contenant le renseignement qui a motivé le litige.

a) La lettre-missive est aux mains de l'enquêteur.

b) Elle est aux mains de l'enquêté.

Refus de la production en justice par la jurisprudence de toute lettre obtenue par des moyens illégitimes et en général de toute preuve écrite obtenue frauduleusement.

Preuve testimoniale suppléant une lettre égarée ou détruite.

§ 1^{er}. — COMPÉTENCE

Bien que le sujet de ce travail soit limité à la seule étude de la responsabilité civile que peut encourir l'informateur, il nous faut cependant déterminer pré-

cisément quels tribunaux auront compétence pour connaître l'action intentée contre lui et déclarer s'il s'est ou non rendu coupable d'un dommage à réparer. Il convient donc de désigner non seulement l'ordre des tribunaux devant lequel le litige devra être porté, mais aussi quel tribunal en particulier de cet ordre même aura le pouvoir de le résoudre. Reprenant notre distinction habituelle, nous envisagerons cette question de la compétence *ratione materiae* et *ratione personae*, selon que le demandeur se trouvera être l'interrogateur ou le tiers enquêté.

A. — *Le demandeur est l'interrogateur*

1° *Compétence ratione materiae*. — Une différence s'impose ici entre le renseignement purement civil et celui qui est revêtu d'un caractère commercial. On peut poser en principe que dans notre hypothèse de renseignement fourni gratuitement à seul titre officieux, l'informateur n'accomplit pas un acte commercial car ce fait isolé ne constitue pas plus une habitude qu'un exercice professionnel. Mais il ne faut pas oublier qu'en vertu de la théorie de l'accessoire (1), la nature du renseignement fourni sera réputée commerciale ou civile suivant que l'acte à propos duquel il a été donné sera lui-même commercial ou civil. Par suite, le renseignement fourni par un particulier non commerçant pourra avoir un caractère commercial, alors que celui émanant d'un commerçant pourra revêtir un caractère civil. Bien plus, un même ren-

(1) LYON-CAEN et RENAUT, T. I^{er}, n° 168.

seignement sera considéré comme civil ou commercial selon que l'on considérera les personnalités de l'informateur ou de l'enquêteur s'il s'agit d'un acte mixte. Tel est le cas dans les relations contractuelles établies, par exemple, entre un négociant et un producteur terrien. Ces distinctions découlent normalement de l'article 632 du Code de commerce.

Deux hypothèses peuvent ainsi se présenter :

a) *Le renseignement a un caractère commercial.* — En vertu de l'article 631 du Code de commerce, l'action devra être portée devant la juridiction consulaire. « Les tribunaux de commerce connaîtront : 1° des contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers ; 2° de celles relatives aux actes de commerce entre toute personne.

b) *Le renseignement est purement civil.* — L'informateur sera cité devant un tribunal civil.

2° *Compétence ratione personae.* — Aucune difficulté ne se présente si le tribunal civil est compétent *ratione materiae* ; c'est celui où le défendeur a son domicile qui sera compétent *ratione personae*, en vertu de l'article 59 du Code de procédure civile : « En matière personnelle, le défendeur sera assigné devant le tribunal de son domicile, s'il n'a pas de domicile devant le tribunal de sa résidence. »

La loi du 26 novembre 1923 a donné au défendeur la faculté d'être traduit devant un autre tribunal que celui de son domicile en ajoutant la disposition suivante à l'article 59 du Code de procédure civile. « La demande en réparation du dommage causé par un délit, une contravention ou un quasi-délit, pourra

être portée devant le tribunal du lieu où le fait dommageable s'est produit ».

Il est hors de doute, d'après les travaux préparatoires et le contexte même, que cette disposition s'applique aux délits civils. On peut du moins se demander quel lieu il conviendra de choisir quand le renseignement fourni par l'informateur aura causé un dommage.

A notre avis, il faut distinguer le renseignement donné de vive voix et celui communiqué par correspondance.

Dans le premier cas, le dommage se produit au lieu même où se tient la conversation de l'informateur et de l'enquêteur.

Dans le second, il ne se réalise pas au moment même où sa lettre est écrite, mais bien à l'endroit où elle parvient à son destinataire qui en prend alors connaissance.

Il n'y a pour ainsi dire pas de jurisprudence sur la question, cependant un jugement offrant certaines analogies avec notre hypothèse a été rendu le 30 mai 1927 par le tribunal civil de Rouen (1).

Il s'agissait d'une lettre de rupture d'une promesse de mariage. Une contestation s'étant élevée sur le fait de savoir quel tribunal pouvait connaître de l'action en dommage intentée par la personne éconduite, il fut statué en ces termes : « Venant après une énumération empruntée au droit criminel et qui doit être interprétée restrictivement l'expression quasi-délit empruntée au Droit civil à une acception aussi large

(1) D. H. 1927.492.

que possible et désigne d'une façon incontestable tout fait dommageable à autrui dans le sens de l'article 1382. »

Ce premier doute écarté, le jugement continue en ce qui concerne la missive elle-même : « Tant que la lettre n'est pas arrivée aux mains du destinataire à qui elle est nominativement adressée, l'expéditeur en est et en reste propriétaire... qu'en l'espèce le fait dommageable s'est produit lorsque N... a connu la rupture par la réception effective de la lettre écrite par B..., c'est-à-dire à Rouen et que c'est alors seulement que le dommage dont se plaint N... a pu être effectivement causé à sa fille, que par suite le tribunal est compétent pour connaître de l'action dont il est saisi. » Ainsi résolue, la question n'offre pas de difficulté (1).

Est-elle plus complexe au cas de compétence ratione materiae du tribunal de commerce. Doit-on, en effet, dans ce cas, se reporter uniquement au droit commun en faisant application des dispositions précitées du Code de procédure civile, ou envisager encore le jeu de l'article 420 du Code de commerce aux termes duquel le demandeur pourra assigner à son choix le défendeur non seulement devant le tribunal de son domicile comme nous l'avons indiqué, mais également... » ; 2° devant celui dans l'arrondissement duquel la promesse a été faite et la marchandise livrée ; 3° devant celui dans l'arrondissement duquel le paiement devait être effectué »

(1) Voir Requêtes, 29 avril 1929, D. H. 1929.281.

Nous devons ici écarter sans discussion le paragraphe 3 du fait même que nous supposons le renseignement fourni gratuitement. Reste à savoir dans quelle mesure l'interrogateur pourrait, dans notre hypothèse, se prévaloir du deuxième paragraphe en ce qui concerne la promesse à lui faite. Ceci revient, en somme, à se demander si, par exemple, un habitant de Caen s'enquérant d'un renseignement près d'un Parisien, pourrait, au cas où il estimerait que la fausseté de la réponse reçue lui cause un préjudice dont il demande réparation, assigner son informateur, soit devant le tribunal de la Seine, soit devant celui de Caen. Il n'est pas possible en notre matière d'envisager cette dernière faculté. Il faut, en effet, pour s'en prévaloir, la réalisation simultanée de deux conditions : que la promesse ait été faite et que la marchandise ait été livrée dans un lieu déterminé. La conjonction « et » a entièrement dans le texte sa valeur de coordonnée (1). Or, si une promesse est évidemment faite par l'informateur, il ne peut être question en l'occurrence d'une livraison quelconque de marchandise.

B. — *Le demandeur est l'enquête*

1° *Compétence ratione materiae*. — Comme nous l'avons établi plus haut, l'action du tiers enquêté est fondée sur un délit ou un quasi-délit et de même qu'au cas où le demandeur est l'enquêteur, elle sera portée devant un tribunal civil ou un tribunal de commerce selon la nature même du renseignement.

(1) LYON-CAEN et RENAULT, T. 1^{er}, n° 386 b,

Devant le tribunal civil, si le tiers n'est pas commerçant, l'informateur non plus, ou si l'un et l'autre, au contraire, ayant cette qualité, l'informateur en fournissant le renseignement n'a pas fait acte de commerce ou lésé le tiers sur un point concernant son négocié.

Est-ce à dire que dans tous les autres cas, le tribunal de commerce peut connaître des délits et quasi-délits ? La question a été fort controversée, il semble maintenant que la jurisprudence l'ait résolue, trois principaux systèmes ont du moins été émis.

Dans un premier système, le tribunal de commerce est déclaré compétent si l'auteur du fait étant commerçant l'a commis en temps que tel. Cette solution est clairement affirmée par la Cour d'appel de Rouen dans un arrêt du 29 novembre 1882 (1) où elle déclare : « Attendu qu'il est de jurisprudence constante que les tribunaux de commerce sont compétents pour connaître des conséquences civiles des quasi-délits dont les commerçants se rendent coupables dans l'exercice de leur industrie... qu'un non commerçant peut actionner devant le tribunal de commerce un commerçant à l'occasion d'un quasi-délit commis par ce dernier dans l'exercice de son commerce, le fonctionnement commercial réciproque de la part des parties n'étant pas nécessaire pour déterminer la compétence. »

Un deuxième système décide que la compétence du tribunal de commerce s'exerce dans l'hypothèse où le délit dérive de faits nés de relations commerciales entre le demandeur et le défendeur (2).

(1) S. 83.2.240 ; Paris, 7 mars 1892, D. 92.2.340.

(2) Seine, 26 nov. 1894, *Gaz. Pal.* 95.1.201.

Le troisième, maintenant admis par une jurisprudence constante, exige non seulement que le délit ou le quasi-délit proviennent d'un commerçant, mais encore que le premier s'en soit rendu coupable en cette qualité de commerçant et ait lésé le second dans les intérêts de son négoce. Un arrêt de la Cour de Paris, du 11 février 1914 (1), est particulièrement explicite à cet égard : « Considérant, y est-il dit, que pour que l'engagement résultant du quasi-délit cause de la demande des dommages-intérêts portée par Rousseau devant le tribunal de commerce de la Seine, pût rendre cette juridiction compétente, il ne suffirait pas que le fait imputé eût été commis par un commerçant dans l'exercice de ses fonctions et ait nui à un autre commerçant, il faut, de plus, que le fait dommageable se fût produit à l'occasion de rapports commerciaux existant entre le demandeur Rousseau et le défendeur Michel, etc. »

Bien que l'expression de ce système n'ait été formulée par la jurisprudence aussi catégoriquement qu'au cours du vingtième siècle, il semble qu'en la matière des renseignements elle l'ait adopté dès ses premières décisions. Un arrêt particulièrement intéressant à cet égard a été rendu par la Cour de Nîmes le 3 août 1874 (2) : « Attendu, y lit-on, que pour apprécier la nature de l'instance, il est nécessaire d'admettre hypothétiquement l'exactitude des faits et qu'en cet état, il est bien clair que Malarte et le crédit agricole ont fait l'un et l'autre acte de commerce, le

(1) D. 1917.2.76.

(2) S. 74.2.271 ; Toulouse, 11 février 1898, *Gaz. Pal.* 1898.2.38,

premier en se renseignant en vue d'une opération commerciale et le second en fournissant des renseignements dans le but de procurer un bénéfice à la banque dont il était le directeur à Avignon... et que lorsqu'il s'agit de connaître les conséquences d'un quasi-délit résultant des renseignements fournis en vue d'une opération commerciale, les tribunaux consulaires, juges naturels des usages et des habitudes du commerce, de la banque et de l'industrie sont particulièrement en situation de bien apprécier les faits, etc... »

2° *Compétence ratione personae*. — Le droit commun est ici applicable, c'est-à-dire que le tribunal compétent est celui du défendeur quelle que soit la compétence *ratione materiae*. Si nous avions, par ailleurs, admis l'application de l'article 420 du Code de commerce, il serait impossible de s'en prévaloir dans cette seconde hypothèse, étant donné qu'il vise seulement le cas d'une action d'origine contractuelle.

Nous terminerons cette étude de la compétence par le bref examen de deux cas particuliers qui peuvent se présenter à côté de ce cadre général.

L'informateur d'une part, dont la responsabilité est engagée du fait de son préposé, à raison de renseignements inexacts, donnés quelquefois à son insu, peut exercer un recours contre celui-ci. Deux moyens se présentent à lui pour le faire. Il peut d'abord appeler son préposé dans l'instance dirigée contre lui par le tiers lésé, ou encore agir par voie principale, en lui réclamant le remboursement des dommages-intérêts auxquels il a été condamné.

Que le tribunal civil ou le tribunal de commerce aient été saisis de la demande principale, celle-ci suit les règles que nous avons exposées. Il en est de même de l'incidente introduite au cours de l'instance devant l'une ou l'autre de ces juridictions.

Quant à la compétence « *ratione personae* » elle est, en principe, déterminée par le tribunal saisi de la première demande, selon l'article 59, alinéa 8 du Code de procédure civile.

Il peut arriver, d'autre part, que l'enquêteur intente son action en dommages-intérêts à la fois contre le préposé qui lui a fourni le renseignement et son commettant. Dans ce cas, il peut à son gré les citer devant le tribunal de l'un d'eux, aux termes de l'article 59, alinéa 2 du Code de procédure civile, si les deux défendeurs relèvent de la juridiction civile.

Si le tribunal de commerce était compétent à leur égard, il ne serait pas possible, comme nous l'avons indiqué plus haut, d'appliquer les dispositions spéciales de l'article 420 du Code de commerce.

§ 2. — PREUVE

Un dernier point se pose enfin pour déterminer à quelles conditions cette question de la responsabilité pourra être établie devant les tribunaux que nous venons de désigner, c'est celle de la preuve. Théoriquement, du moins, il y a lieu ici encore de faire une distinction entre l'action intentée par l'enquêteur et celle émanant du tiers lésé, bien que selon la règle générale de l'article 1315 du Code civil, la preuve des faits supposés par toute action en justice, incombe à

celui qui la formule. « Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver ».

A. — L'objet de cette preuve est double : le demandeur doit d'abord établir une relation de cause à effet entre la faute et le dommage subi, puis le contenu même du renseignement.

B. — Quant aux charges de la preuve, elles incombent soit à l'enquêteur, soit à l'enquêté.

1° *L'action émane de l'enquêteur*

Si comme nous l'avons déterminé plus haut, l'informateur et l'enquêteur sont liés par un contrat, il faut appliquer la règle de la preuve indiquée par les articles 1147 *in fine* et 1315, alinéa 2 du Code civil : « Le débiteur est condamné s'il y a lieu au paiement des dommages et intérêts soit à raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution, toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, encore qu'il y ait aucune mauvaise foi de sa part. »

« Celui qui se prétend libéré doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation ». La preuve relative à la faute a donc ici un caractère négatif et elle est à la charge de celui qui est accusé de l'avoir commise.

Ainsi l'informateur pour se soustraire à l'action intentée contre lui, aurait pour tâche de prouver qu'il a bien tenu son engagement consistant uniquement à fournir un renseignement de bonne foi, selon ses pos-

sibilités, sans par ailleurs s'engager plus avant. Nous avons du reste exposé plus haut (1) comment, entendant seulement faire un acte de complaisance qu'il refuserait d'accomplir s'il pouvait le prévoir susceptible de tourner à son préjudice, il s'affranchit en dehors de son dol ou de sa faute lourde, quand il est de bonne foi, de l'action en responsabilité émise contre lui. C'est là, en effet, une clause tacite qu'il est naturel de supposer acceptée par son cocontractant qui requiert alors de lui un service d'amitié basé sur sa seule bonne foi (2).

Cette présomption, comme toute autre évidemment, pourrait tomber sous la preuve contraire établissant devant le juge que les parties avaient conclu un contrat dans les conditions du droit commun. C'est là, toutefois, un exposé purement théorique, car, comme nous l'avons constaté en étudiant le fondement de cette responsabilité, la jurisprudence en règle générale estime que l'informateur agissant à titre officieux ne peut se rendre coupable que d'une faute délictuelle à l'égard de l'enquêteur et du tiers enquêté.

2° *L'action émane du tiers*

Aucun contrat n'étant intervenu entre l'informateur et le tiers, il s'agit d'une responsabilité délictuelle. Par suite, pour obtenir la réparation demandée par

(1) Chapitre 1^{er}.

(2) Selon la formule de M. LALOU, *Responsabilité civile*, n° 624 « Il échappe à toute responsabilité lorsqu'il prouve qu'il n'a commis aucune faute et qu'il s'est comporté en bon père de famille ».

lui, ce dernier devra prouver la faute de l'auteur du dommage : à savoir que celui-ci a fourni sur son compte des indications inexactes ou s'est rendu coupable d'un abus de droit ayant entraîné pour lui un préjudice certain.

C. — Si l'objet et la charge de la preuve sont en somme faciles à déterminer selon qu'on adopte — en ce qui concerne le second point — l'existence d'une responsabilité contractuelle ou d'une responsabilité délictuelle, il peut se présenter des difficultés sur la question même des modes de preuve qu'il est possible d'employer pour établir l'efficacité du renseignement qui a motivé l'introduction d'une action en justice, c'est-à-dire la relation de cause à effet entre la faute commise et le préjudice subi. Les faits reprochés au défendeur peuvent toujours être constatés par tous les moyens de preuve en vertu de l'article 1348 du Code civil. Le demandeur n'ayant pas, en effet, dans notre hypothèse, la possibilité de les relever par écrit. Les dispositions de cet article s'appliquent d'ailleurs aussi bien sous le régime contractuel que sous le régime délictuel. Il y est écrit, en effet, que l'exception dont il fait mention est de droit « toutes les fois qu'il n'a pas été possible au créancier de se procurer une preuve littérale de l'obligation qui a été contractée envers lui » et dans son alinéa deuxième il continue : « Cette seconde exception s'applique : 1° aux obligations qui naissent des quasi-contrats et des délits ou quasi-délits. » Comment, en pratique, cette preuve est-elle faite ? Le plus souvent par présomption. C'est elle qui entraîne la décision du juge, notamment par le jeu des dates où

le renseignement a été émis et où s'est traduit le préjudice éprouvé.

Cette méthode est particulièrement facile à employer en matière de renseignements commerciaux, la confiance ou la défiance d'un négociant étant la conséquence immédiate des communications à lui faites sur un tiers dont il a voulu connaître préalablement à toute conclusion du marché envisagé, la probité ou le crédit (1). De nombreuses espèces jurisprudentielles témoignent de l'emploi qui en est couramment fait par les tribunaux dans les causes les plus diverses : enquêtes en vue d'un projet de mariage (2), de l'engagement d'un employé (3) ou d'un prêt bancaire.

Quant à la preuve par témoins, elle ne se présente la plupart du temps que dans les litiges où la responsabilité civile est greffée sur une action en diffamation.

D. — Le second objet de la preuve est le contenu du renseignement. Théoriquement encore, les moyens admis pour le prouver diffèrent avec la personnalité du demandeur.

1° *L'enquêteur est demandeur*

Dans ce cas, le contenu est établi par les moyens mêmes propres à déterminer l'existence du contrat et il faut envisager deux hypothèses. Celle où l'informateur a fait un acte commercial en fournissant le renseignement, celle où il a fait un acte purement civil.

(1) D. 1885.2.238, Paris, 17 juillet 1885.

(2) *Gaz. Pal.*, P. 1911.2.88.

(3) Chapitre III, § 1^{er}.

Dans le premier cas, en vertu de l'article 109 du Code de commerce auquel renvoie le paragraphe 2 de l'article 1341 du Code civil, l'enquêteur peut toujours employer la preuve testimoniale pour faire constater le contenu du renseignement (1). D'ailleurs, devant les tribunaux de commerce, les différents modes de preuve sont admis et les juges ont un très large pouvoir d'appréciation.

Au contraire, lorsque le renseignement constitue un acte civil pour l'informateur, il doit en prouver le contenu par écrit aux termes de l'article 1341 du Code civil. Il est seulement fait exception à cette règle lorsque le dommage subi n'atteint pas cinq cents francs ou lorsque, cette valeur étant dépassée, il possède, conformément à l'article 1347 du Code civil, un commencement de preuve par écrit.

2° *L'enquête est demandeur*

Selon l'article 1348 précité, l'enquêteur demandeur qui ne peut se procurer une preuve écrite des faits contenus dans le renseignement, peut aussi bien par présomptions que par témoins établir le délit ou le quasi-délit dont il demande réparation.

Même au cas où la jurisprudence admettrait ces distinctions en notre matière, elle n'aurait que fort rarement l'occasion de les appliquer.

Dans la majorité des cas que nous avons rencontrés le renseignement était, en effet, contenu dans une lettre missive écrite par l'informateur. C'est donc

(1) Req., 29 juin 1893, D. P. 94.1.407.

celle-ci qui peut faire foi absolument de ce qui a été indiqué au sujet du tiers enquêté. Elle est le meilleur élément de preuve que ce dernier ou l'interrogateur peuvent apporter quand ils intentent une action en réparation contre l'informateur. Mais avant d'étudier à quelles conditions chacun d'eux peut s'en servir, il nous faut déterminer la nature d'une semblable lettre et examiner les règles générales de la production des missives en justice. Ces questions ont été résolues par la jurisprudence avec l'appui de la doctrine, car aucun texte de loi n'y est relatif en cette matière.

Ces lettres missives que nous étudions ici ont ce caractère spécial d'être confidentielles, c'est-à-dire présentent un tel élément de secret qu'en principe le destinataire ne saurait à quiconque et en aucune manière en faire connaître le contenu (1).

Il n'y a pas de critérium définitif pour l'établir, mais la jurisprudence le détermine en recherchant non seulement l'intention et l'attitude de celui qui a écrit une telle lettre, mais aussi la qualité du destinataire. Il peut donc n'être pas formellement exprimé. C'est ainsi une question de pur fait appréciée souverainement par les juges dont la décision ne pourra faire l'objet d'un pourvoi en cassation. Depuis longtemps, il est parfaitement établi en jurisprudence comme en doctrine que la lettre qui contient des renseignements défavorables sur un tiers, est confiden-

(1) Répertoire *Dalloz*, voir *Lettre missive*. Pour Labbé ; une lettre confidentielle est celle qui constitue un titre contre un tiers, S. 1877.1.161.

tielle, sans que son auteur ait besoin d'indiquer lui-même qu'il entend lui donner ce caractère.

Ceci établi, une question très importante se pose ici, en raison même de ce qui se produit parallèlement, au cas où les renseignements émanent d'une agence qui les fournit moyennant une rémunération en insérant sur la fiche par elle communiquée une clause confidentielle.

Faut-il assimiler, en effet, la lettre missive confidentielle contenant des renseignements sur des tiers, à la fiche de l'agence renfermant les mêmes indications, quand la clause confidentielle a été stipulée ?

Si nous pouvions reconnaître cette analogie, les conséquences les plus graves s'ensuivraient en ce qui concerne la responsabilité encourue par l'informateur. Pour les agences, en effet, la clause confidentielle est une clause de garantie. La plupart, en fournissant un renseignement sur un tiers, font prendre à l'enquêteur l'engagement de ne pas le communiquer, souvent même elles ne le lui font parvenir qu'à cette condition. S'il advient par suite que l'enquêté, à raison de cette communication, intente une action en dommages-intérêts à l'informateur, celui-ci se retournant contre l'enquêteur l'invite de par cette clause à le rembourser du montant de la condamnation qu'il a dû encourir de son fait.

La jurisprudence est divisée quant à l'efficacité d'une telle clause. Des arrêts en nombre sensiblement égal admettent ou repoussent le recours de l'agence, mais en dehors de cette question, elle est unanime pour affirmer qu'aucune fiche de renseignements émanant d'une agence ne peut avoir en aucun cas le

caractère d'une lettre confidentielle. Les arguments présentés à l'appui de cette théorie sont particulièrement probants de la légitimité. Les tribunaux relèvent, en effet, qu'en dépit des clauses stipulées par les agences, les renseignements fournis par ces dernières n'ont jamais « qu'un prétendu caractère confidentiel ». Les renseignements, lorsqu'ils sont imprimés, sont, avant même d'être envoyés, connus de l'imprimeur et de ses ouvriers (1) et surtout, selon les conclusions du rapport Féraud-Giraud (2) sur un pourvoi en cassation : « Les communications que l'on veut voir rester secrètes et confidentielles ne se livrent pas à prix d'argent et à autant d'exemplaires qu'il se présente d'abonnés. » Par ailleurs, leur reconnaître le caractère confidentiel ce serait, au cas où la clause a été stipulée, un moyen pour les agences de se soustraire à leur dol ou à leur faute lourde et d'éviter tout recours du tiers emquéte sur lequel des renseignements ont été fournis inexacts (3).

Ainsi en n'assimilant pas les fiches des agences de renseignements pourvues de la clause confidentielle à de simples lettres missives (4), aucune difficulté ne peut s'élever à leur production en justice et, sur ce point, il faut repousser toute analogie avec les communications écrites émanant d'un informateur officieux.

(1) Cour de justice de Genève, 13 déc. 1886, S. 1887.4.14.

(2) Cass. Req., 5 déc. 1881, S. 1883.1.457 ; Aix, 19 mars 1885, S. 86.2 103.

(3) Cour de Nîmes, 22 juin 1914, S. 1914.2.67.

(4) Paris, 10 mars 1864, S. 94.2.16 ; Crim., 3 juin 1892, D. 93.1.269.

La question de la production en justice des lettres missives a été longtemps fort controversée, elle est maintenant résolue en jurisprudence. D'une façon générale, les auteurs ont été opposés à la production en tant que preuve des lettres contenant des renseignements et leur opinion semble traduite par cette déclaration du juriste Rousseau (1) : « J'écris à une personne à qui je crois pouvoir accorder ma confiance et je m'abandonne à de certaines révélations. Si cette personne communique ces renseignements aux tiers qu'ils concernent, non seulement elle commet envers moi un acte répréhensible dont je pourrais poursuivre la réparation, mais les lettres abusivement montrées ne sauraient pas être produites en justice comme base d'une action en dommages-intérêts. » On peut dire que la jurisprudence a pris une solution moyenne, en distinguant le cas où la lettre est aux mains du destinataire, de celui où elle est invoquée par le tiers sur lequel elle contient des indications.

I. — *La lettre missive est aux mains de l'enquêteur*

La jurisprudence a d'abord refusé à l'enquêteur de produire en justice toute lettre missive selon l'ancienne formule de Merlin (2) : « Les lettres missives ne sont d'aucune considération pour établir une preuve, lorsqu'elles renferment quelque confidence et que la personne à qui on les a écrites ne peut les mettre au jour sans manquer à la bonne foi », puis par pro-

(1) ROUSSEAU, *Lettres missives*, n° 44.

(2) MERLIN, *Lettres*, n° 6.

gressions successives qu'il n'est pas le lieu de rappeler, elle a autorisé tout plaideur à se servir en justice des lettres émanées de son adversaire quand leur production pouvait éclairer le débat et n'était pas inspirée par l'intention de nuire (1).

En définitive, les tribunaux examinent souverainement le droit du destinataire à produire ou non des lettres missives déterminées appliquant en cela le pouvoir que leur accorde l'article 1036 du Code de procédure civile aux termes duquel « les tribunaux, suivant la gravité des circonstances pourront, dans les causes dont ils seront saisis, prononcer, même d'office, des injonctions, supprimer des écrits, les déclarer calomnieux, etc. »

Un arrêt de la Chambre des requêtes du 15 avril 1908 (2) traduit parfaitement la position de la jurisprudence actuelle en déclarant : « Attendu que si, en principe, le destinataire d'une lettre confidentielle ne peut s'en servir sans le consentement de l'expéditeur, en vertu d'un contrat qui est de ne pas révéler le secret de la lettre, cette règle doit fléchir au cas où le destinataire prétend trouver dans cette lettre même la preuve de la faute préjudiciable dont il a été victime. « Or, il en est toujours ainsi en matière de renseignements. C'est d'ailleurs en reprenant dans son ensemble ce texte même qu'un jugement de la Cour d'appel de Paris du 7 mars 1912 (3), a autorisé la production en justice d'une lettre contenant des renseignements défavorables sur le fiancé d'une jeune

(1) Limoges, 12 fév. 1894, D. 1895.2.537.

(2) S. 1910.1.97 ; Req., 20 oct. 1908, D. 1909.1.46.

(3) S. 1913.2.14.

filles et qui avait été adressée à son père. L'expéditeur avait cependant pris la précaution d'énoncer au début et à la fin qu'elle était « privée et confidentielle ».

II. — *La lettre missive est aux mains du tiers enquêté*

Lorsque la lettre est aux mains du tiers sur lequel elle contient des renseignements, la jurisprudence est constante pour n'en admettre la production en justice que sur une double autorisation : celle du destinataire et celle de l'auteur même de la lettre. Ce consentement pouvant être exprimé expressément ou tacitement. Par suite, la jurisprudence repousse toujours la production de lettres parvenues aux tiers par des moyens frauduleux et illégitimes.

Un avocat ayant formulé des imputations graves sur un président de tribunal dans une lettre adressée à un de ses clients, celle-ci tomba à la liquidation de la succession de ce dernier aux mains d'un notaire qui la remit au tiers visé. La Chambre des requêtes (1) refusa de l'admettre comme base d'une action en dommages-intérêts : « Attendu que l'arrêt attaqué constate en fait que la lettre confidentielle écrite par M^e de Chabre — déclare-t-elle — en réponse à la dépêche de l'un de ses clients habituels, a été détournée au mépris de la volonté de son auteur et même des héritiers du destinataire pour être communiquée par un véritable abus de confiance à la personne qu'elle devait offenser. Attendu qu'en aucune matière, il ne peut être porté atteinte au principe de l'inviolabilité

(1) Req., 11 mai 1887, S. 1887.1.264.

des lettres missives au moyen de procédés délictueux, ce principe d'une haute moralité intéressant l'ordre public. »

La même solution a été donnée à propos d'une lettre de renseignements émanant d'une agence par la Cour d'appel de Paris le 15 juin 1893 (1).

Une affaire particulièrement importante et indicatrice de la tendance jurisprudentielle, bien qu'elle ne vise pas spécialement le cas d'une missive, a été portée, le 12 décembre 1910 (2) devant la Cour d'appel de Caen, à l'occasion de renseignements oraux et écrits obtenus par des moyens illicéites.

Un directeur d'une compagnie d'assurances présentant qu'un de ses concurrents fournissait des renseignements défavorables sur son affaire, imagina de s'en procurer la preuve en donnant à sa femme mission de se présenter chez ce collègue sans se nommer et accompagnée d'un huissier qu'elle ferait passer pour son beau-frère. Elle obtint dans ces conditions, la remise d'une brochure faisant prévaloir les avantages de sa société par rapport à l'autre. Aussitôt, elle dévoila son identité et l'huissier dressa procès-verbal de ces faits. La Cour de Caen repoussa l'action en dommages-intérêts intentée par le concurrent qui s'estimait lésé en établissant qu'il avait obtenu ses renseignements par des moyens frauduleux et en rappelant « qu'il arrive tous les jours que l'on va chez un homme d'affaires, chez un banquier pour leur demander des renseignements plus ou moins

(1) D. 94.2.143.

(2) *Recueil Cour d'appel de Caen*.

confidentiels sur telle ou telle affaire rentrant dans leur compétence » et que son collègue pouvait se croire fondé à reconnaître, dans les questions qui étaient posées, une démarche de ce caractère.

Il s'est, d'autre part, assez souvent présenté en jurisprudence qu'un individu soucieux des renseignements donnés sur son compte ait tenté d'en avoir le contenu et la preuve en demandant un enquête sur lui-même sans déclarer bien entendu qu'il était l'interrogateur. La jurisprudence a déclaré ce moyen légitime, mais lorsque les renseignements obtenus se trouvaient être inexacts, elle n'a admis que cette preuve pouvait donner lieu à une action qu'au cas où il était établi que ces renseignements avaient été communiqués à des tiers (1), refusant d'y donner suite dans le cas contraire (2).

Il nous reste à envisager une dernière hypothèse, celle où la lettre invoquée ayant été égarée ou détruite, les tribunaux ont permis d'y suppléer par la preuve testimoniale.

Deux arrêts en la matière même des renseignements ont été rendus sur ce dernier point. Dans la première décision émanant de la Chambre des requêtes, le 5 décembre 1881 (3), les juges ont estimé que la preuve par témoins de renseignements défavorables émis sur un tiers, n'impliquait pas nécessairement de la part de celui-ci la violation du secret des lettres qui les avaient formulés.

(1) D. 99.2.93 K.

(2) Rec. Trib. Comm. Marseille, 23 oct. 86.

(3) D. 1883.1.224.

Un entrepositaire de Rouen, assuré qu'un directeur d'agence avait fourni par des écrits confidentiels des renseignements défavorables sur son crédit, à plusieurs de ses clients, l'assigna devant le tribunal de commerce. Sur appel du défendeur, la Cour de Rouen, confirmant le 18 juin 1881, la décision des premiers juges, autorisa l'entrepositaire à prouver les faits allégués par lui. Le directeur invoqua alors dans un pourvoi en cassation la violation du principe du secret des lettres. La Chambre des requêtes le rejeta, admettant aussi « que cette preuve n'impliquait pas violation du secret de lettres qui auraient eu un caractère confidentiel : qu'en l'état de cette constatation qu'il appartenait au juge du fond de faire souverainement, les articles de loi sus-visés n'ont pas été violés ». On peut noter au passage le doute émis par la Chambre sur le caractère confidentiel « qu'auraient eu » de semblables lettres provenant d'une agence de renseignements.

La seconde espèce a été résolue par la Cour d'appel de Nancy, le 14 mai 1890 (1), sur un jugement du tribunal civil de Bar-le-Duc du 7 août 1889.

Sollicité par deux commerçants de leur donner des renseignements sur la solvabilité et la probité d'un sieur H..., M^e C... leur en fournit de très défavorables. Le tribunal de Bar-le-Duc reçut l'action du négociant visé et admit la preuve testimoniale par un raisonnement subtil : « Attendu... que s'il s'agissait d'une confidence orale, la jurisprudence et la doctrine reconnaissent que le tiers qui aurait à s'en plain-

(1) D. 1891.2.266.

dre pourrait s'en prévaloir en justice... que lorsque la confidence au lieu d'être orale, est écrite, la situation est la même et il n'y a pas de raison de distinguer... que la seule différence c'est que l'auteur de la lettre a écrit au lieu de parler, c'est-à-dire que les renseignements ont été donnés d'une façon plus réfléchie et qu'ils sont ainsi plus graves, parce que les paroles s'envolent et que les écrits restent ou peuvent rester... quant au principe de l'inviolabilité du secret des lettres, que ce principe n'a rien à faire dans la cause puisqu'il ne s'agit pas de produire la lettre elle-même... que vainement on prétendrait alors que la production de la lettre étant interdite, on n'est pas recevable à prouver indirectement ce dont la loi prohibe la preuve directe. »

La Cour de Nancy condamna le caractère spécieux de cette solution en rappelant le principe d'ordre public, qu'une lettre ne peut pas plus être livrée à la publicité que servir de base à une action en justice sans l'assentiment de son auteur, puis après avoir dénoncé « le moyen détourné » du tribunal, elle conclut « qu'autoriser la preuve, à l'aide d'une enquête, des confidences renfermées dans les deux lettres de C..., c'est en réalité livrer les lettres elles-mêmes à la publicité sans son autorisation et se faire une arme contre lui des renseignements qu'il avait fournis et confiés, sous le sceau du secret, à la loyauté de son correspondant ».

Ainsi la jurisprudence s'efforce de concilier le principe de l'inviolabilité des lettres missives avec les besoins de preuve que présente toute cause, laissant pour ce faire aux juges du fond le pouvoir souverain

d'apprécier l'opportunité de leur communication en justice.

★ ★

En fin de cette étude et pour la résumer dans ses grandes lignes, nous retiendrons qu'il nous est impossible de reconnaître le bien-fondé de l'attitude adoptée par la jurisprudence vis-à-vis de l'informateur officieux, au point de vue de la responsabilité qu'il peut encourir tant à l'égard de l'enquêteur que du tiers enquêté.

Dans la première hypothèse, elle a parfaitement posé que l'intention de l'informateur était à la base de sa responsabilité, mais elle a refusé d'attribuer à celle-ci le caractère contractuel.

Il est certain qu'en la matière, l'équité n'est nullement blessée de ce fait qu'elle voit un délit là où, en réalité, il y a un contrat, mais outre que ce procédé l'amène souvent à des inconséquences, voire à des contradictions relevées au passage, sa généralisation prise en principe conduit directement à l'erreur juridique.

Il n'est d'ailleurs pas besoin de faire profession d'un excessif attachement à la lettre des textes ou de refuser le droit d'étendre par voie d'interprétation à des cas imprévus, mais analogues, des règles émises dans le code, destinées à d'autres cas particuliers pour parvenir à notre conclusion.

Il existe, en effet, des principes, nullement formulés mais incontestés, tel celui de l'enrichissement sans cause. Il est de même certain qu'on rencontre

en jurisprudence des situations qui ne peuvent rentrer sous l'application d'un principe quelconque de notre Code et qu'en pareille circonstance, pour éviter un déni de justice, le juge doit ou établir une règle spéciale ou raisonner par analogie. C'est ce que la jurisprudence veut faire ici en ce qui concerne l'informateur officieux. Nous reconnaissons volontiers que si les actes de complaisance ou de courtoisie n'entraînent qu'une responsabilité atténuée formellement prévue au titre des contrats de bienfaisance, ce n'est pas en raison du contrat, mais bien parce qu'il s'agit d'un acte de bienfaisance. Mais il est inutile et même anti-juridique en notre matière de transposer cette idée générale du régime contractuel au régime délictuel par souci d'équité et de bon sens, puisque, comme nous l'avons établi, nous sommes dans le domaine contractuel.

Dans la seconde hypothèse, la jurisprudence admet que la responsabilité de l'informateur est de nature délictuelle, mais elle s'écarte du principe même d'application de cette responsabilité lorsqu'elle distingue le délinquant de bonne foi de celui de mauvaise foi. Or, comme nous l'avons rappelé « cette responsabilité repose sur la faute et non sur l'intention, d'autre part la réparation est en théorie adéquate au dommage et non à la faute » (1).

Cependant elle dégage absolument de toute responsabilité à l'égard du tiers enquêté l'informateur de bonne foi — faveur qu'il ne paraît pas devoir

(1) PLANIOL et RIPERT, t. VI, p. 706, n° 509.

mériter (1) — pour accorder, à préjudice égal, seulement réparation au tiers enquêté victime d'un informateur de mauvaise foi ou qui s'est grossièrement trompé. Cette attitude explique la place importante occupée en notre matière par la théorie de l'abus des droits.

(1) Chapitre II.

VU : *Le Professeur, Président de la thèse,*
H. LEMONNIER.

VU : *Le Doyen,*
H. NEZARD.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur,
L. MAIGRON.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX

- AUBRY et RAU. — *Cours de Droit civil*, 5^e édit., 12 vol.
BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — *Traité théorique et pratique de Droit civil*.
COLIN et CAPITANT. — *Cours élémentaire de Droit civil français*.
DEMANTE et COLMET DE SANTERRE. — *Cours analytique du Code civil*, 9 vol.
DEMOGUE. — *Traité des Obligations*.
DEMOLOMBE. — *Cours de Code Napoléon*, 31 vol.
JOSSE RAND. — *Traité de Droit civil positif*.
LALOU. — *Responsabilité civile*.
LAROMBIÈRE. — *Théorie et pratique des obligations*, 7 vol.
LAURENT. — *Principe de Droit civil français*, 33 vol.
LYON-CAEN et RENAULT. — *Traité de Droit commercial*, 2 vol.
MARCADÉ et PONT. — *Explication théorique et pratique du Code Napoléon*, 12 vol.

- PLANIOI et RIPERT. — *Traité pratique de Droit civil français*, 13 vol.
TROPLONG. — *Le Droit civil expliqué*, 27 vol.

OUVRAGES SPECIAUX

- BARBIER. — *Code expliqué de la Presse*, 3 vol.
FENET. — *Recueil complet des travaux préparatoires*, 15 vol.
FROMAGEOT. — *De la faute en Droit privé*.
JOSSEMAND. — *Essai de téléologie juridique. De l'abus des droits et de leur relativité*.
ROUSSEAU. — *Lettres missives*.
SALEILLES. — *Les accidents du travail et la responsabilité*.

THESES

- AUBIN. — *Responsabilité contractuelle et délictuelle*, Bordeaux 1891.
BRUN. — *Rapport et domaine des responsabilités contractuelle et délictuelle*, Lyon 1931.
GANOT (J.). — *La réparation du préjudice moral*, Paris 1924.
GRANDMOULIN. — *Nature délictuelle de la responsabilité pour violation des obligations contractuelles*, Rennes 1892.
LORiot. — *Des agences de renseignements commerciaux et de leur responsabilité*, Paris 1907.
MEIGNÉ. — *Responsabilité et contrat*, Lille 1924.
SULTAN. — *Contribution à l'étude de l'abus des droits*, Alger 1925.

THIBAUT. — *De la responsabilité en matière de renseignements commerciaux*, Paris 1900.

REPERTOIRES, PUBLICATIONS et RECUEILS

Revue critique de législation et de jurisprudence.

Revue trimestrielle de Droit civil.

Recueils Dalloz, Sirey, Gazette du Palais, Gazette des Tribunaux, Pandectes Françaises, Répertoire Commaire, Journal des tribunaux de commerce, Annales de Droit commercial, Le Droit, Répertoire Fuzier-Herman.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

Détermination de la responsabilité

CHAPITRE PREMIER. — RESPONSABILITÉ CIVILE DE L'INFORMATEUR A L'ÉGARD DE L'IN- TERROGATEUR	16
1° <i>Renseignements fournis sur demande.</i>	17
a) Fondement de la responsabilité.	17
b) Conditions de la responsabilité.	35
2° <i>Renseignements fournis spontanément.</i>	58
a) Fondement de la responsabilité.	58
b) Conditions de la responsabilité.	62

CHAPITRE II. — RESPONSABILITÉ DE L'INFORMATEUR ENVERS LE TIERS ENQUÊTÉ	67
1 ^o <i>Fondement de la responsabilité</i>	69
2 ^o <i>Conditions de la responsabilité</i>	70
CHAPITRE III. — ÉTUDE DE LA RESPONSABILITÉ INCOMBANT A CERTAINS INFORMATEURS ..	89
1 ^o <i>Responsabilité de l'employeur à raison de renseignements fournis sur son ex-employé</i>	89
2 ^o <i>Responsabilité des fonctionnaires à raison de renseignements fournis par eux sur des tiers</i>	110
3 ^o <i>Responsabilité des banques</i>	124

DEUXIEME PARTIE

Fonctionnement de la responsabilité

CHAPITRE PREMIER. — ÉTENDUE DE LA RESPONSABILITÉ	136
§ 1 ^{er} . — <i>Dommages-intérêts</i>	137
§ 2. — <i>Causes de restriction de la responsabilité de l'informateur</i> ..	139
§ 3. — <i>Causes d'extension de la responsabilité de l'informateur. — Responsabilité du fait des préposés</i>	144

TABLE DES MATIÈRES	187
CHAPITRE II. — COMPÉTENCE. — PREUVE ..	152
§ 1 ^{er} . — <i>Compétence</i>	153
§ 2. — <i>Preuve</i>	162
BIBLIOGRAPHIE	181

